

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Etude Juridique et Historique

SUR

le Bailliage de Mortain

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sciences Juridiques

présentée et soutenue le Lundi 12 Mars 1923, à 4 h. 1/2

PAR

Maxime FAUCHON

Président : M. E. CHÉNON, professeur.
Suffragants : { MM. Paul FOURNIER, professeur.
 GIFFARD, agrégé.

AVRANCHES
IMPRIMERIE DE L'AVRANCHIN

1923



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547506_0013

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Etude Juridique et Historique

SUR

le Bailliage de Mortain

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sciences Juridiques

présentée et soutenue le Lundi 12 Mars 1925, à 4 h. 1/2

PAR

Maxime FAUCHON

Président : M. E. CHÉNON, professeur.

Suffragants : { MM. Paul FOURNIER, professeur.
GIFFARD, agrégé.

AVRANCHES

IMPRIMERIE DE L'AVRANCHIN

1923



À MES PARENTS

M. F.

AVERTISSEMENT

L'objet de cette étude porte essentiellement et presque uniquement sur l'état de la justice dans le bailliage de Mortain. Nous commençons par en décrire l'installation et la transformation au cours des temps, puis nous étudions successivement les différentes juridictions, leur compétence, leur ressort, leur dépendance réciproque. Nous étudions ensuite les voies de recours devant les sièges de justice supérieurs et extérieurs au bailliage de Mortain. Enfin, dans un chapitre spécial, nous essayons de résoudre à notre tour le problème d'ordre plutôt administratif que judiciaire du Grand Bailliage de Mortain. Cette question intéresse vivement l'histoire locale et nous n'avons pas cru pouvoir la négliger.

Le sujet de ce travail étant ainsi nettement délimité, on comprendra que nous n'avons eu aucunement l'intention d'écrire l'histoire, d'ailleurs si intéressante, du comté de Mortain, mais plus simplement d'esquisser les traits de son organisation judiciaire, en nous aidant des documents que nous avons pu trouver. On peut dire que cette étude n'avait pas été abordée jusqu'à ce jour, et nous trouvons une joie toute particulière à contribuer de la sorte à l'enrichissement de notre petite histoire.

SOURCES

I. — ARCHIVES

Archives Nationales. — B a 35, L, 70.

— B III, 54.

Pièces relatives aux Etats Généraux de 1789.

— L 966, 967, 969.

Pièces relatives à l'abbaye de Savigny.

— R¹ 916, 918, (Mortain).

— R¹ 1039, (Mortain).

— R¹ 1145, 46, 47, (Inventaire des titres de Mortain).

Archives départementales du Calvados. — C. 8130.

— C. 6077 et 6079. Enquêtes et rapports de l'intendant de Caen, en 1788.

Archives départementales de la Manche. — A 333, 347, 367, 401, 405, 406, 411, 412, 414, 421, 424, 427, 428, 429, 430, 432, 433, 440, 442, 444, 448, 452, 454, 457, 460, 461, 469, 477, 486, 491, 498, 501, 506, 507, 514, 518, 522, 529, 546, 559, 563, 568, 582, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 613, 614, 619, 620, 621, 622, 623, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 633, 635, 638, 648, 657, 659, 673, 679, 706, 785, 854, 897 et autres pièces relatives au bailliage de Mortain.

Archives municipales de Mortain. — Ces archives n'ont jamais fait l'objet d'un classement ; elles ont trait en général à la collégiale de Mortain.

Greffe du Tribunal civil de Mortain. — Minutes et plumitif du tribunal bailliager pour les dernières années qui ont précédé la Révolution.

Robillard de Beaurepaire. — Cahiers des Etats de Normandie sous Henri III, 2 volumes in-8°. Rouen 1887-88.

- Cahiers des Etats de Normandie sous les règnes de Louis XIII et Louis XIV, 3 vol. in-8°. Rouen 1876-78.
- Les états de Normandie sous la domination anglaise, 1 vol. in-8°. Evreux 1859.

II. — BIBLIOGRAPHIE

a) OUVRAGES ANTÉRIEURS A 1789

- Boulainvilliers.** — Etat de la France, extrait des mémoires dressés par les Intendants du Royaume, 2 vol in-fol. 1727, Londres.
- Bourdot de Richebourg.** — Nouveau Coutumier Général. Paris 1724.
- Denisart.** — Collection de décisions nouvelles, 7^e édition, 4 vol. in-4°. Paris 1771.
- Expilly.** — Dictionnaire. Paris 1762-1770, 6 vol in-fol.
- Foy (de la).** — De la Constitution du Duché de Normandie ou Etat Souverain de Normandie, 1 vol. 1789.
- Guyot.** — Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, 17 vol. in-4. Paris 1775.
- Girard.** — Trois livres des *Offices de France*, 3 vol. in-fol. Paris 1647.
- Ordonnances des Rois de France de la III^e race*, par **Secousse**, 9 volumes in-fol, Paris.
- Lettres Patentes portant règlement pour l'administration de la Justice dans la province de Normandie, 1 vol, Rouen 1769.

b). OUVRAGES POSTÉRIEURS A 1789

- Beaurepaire (de).** — La sénéchaussée de Normandie, 1 vol. in-8°, Rouen 1883.
- Boudent Godelinère.** — Essai historique et statistique sur l'Avranchin, 2 vol. in-12. Avranches 1844.
- Bridrey.** — Cahiers des doléances du bailliage du Cotentin, 3 vol. in-8°. Paris 1907.
- Caillebotte.** — Essai sur l'Histoire et les Antiquités de la ville de Domfront, Mayenne (s. d.) 1 vol. in-12.

- Chesnel.** — Le Cotentin et l'Avranchin depuis les origines jusqu'au XII^e siècle, 1 vol. in-8°. 1908.
- Coville (Alfred).** — Les Etats de Normandie, leurs origines et leurs développements, 1 vol. in-8°. Paris 1894.
- Desdevizes du Désert.** — Le Cotentin en 1783. Les Etats Généraux, 1 vol. in-8. Caen 1878.
- Desroches (abbé).** — Annales Civiles, Militaires et Généalogiques du pays d'Avranches ou de la Toute Basse-Normandie, 1 vol. in-4°. Caen 1856.
- Desroches (abbé).** — Histoire du Mont St-Michel et de l'ancien diocèse d'Avranches, 2 vol. in-8°. Caen 1838.
- Dumaine (abbé).** — Tinchebray et sa région au Bocage Normand, 3 vol. in-8°. Paris 1883-1885.
- Dupont (Gustave).** — Histoire du Cotentin, 4 vol. in-8. Caen 1870 85.
- Dupont Ferrier.** — Les Officiers Royaux des baillages et sénéchaussées, 1 vol. in-8°. Paris 1902.
- Floquet.** — Histoire du Parlement de Normandie, 7 vol. in-8. Rouen 1841.
- Gastebois.** — Etat du Mortanais en 1566, 1 vol in-8. Avranches 1908.
- Giffard.** — Les Justices Seigneuriales en Bretagne aux XVII^e et XVIII^e siècles, 1 vol. in-8°. Paris 1902.
- Gravier.** --- Essai sur les Prévôts royaux dans la *Nouvelle Revue Historique de Droit* 1895 p. 355 et 1896 pp. 47 et 273.
- Laurain.** — Essai sur les Présidiaux, dans la *Nouvelle Revue Historique de Droit* 1895 p. 355 et 1896 p. 47 et 273.
- Lebaindre.** — La formation du Département de la Manche 1 vol. in-8. Caen 1911.
- Fréville (de).** — Les voies de Recours devant l'Echiquier de Normandie au xv^e siècle, dans la *Nouvelle Revue, Historique de Droit* 1908 p. 313.
- Etude sur l'organisation judiciaire en Normandie, dans la même revue 1913 p. 681.

Génestal. — Note sur les Vicomtés fieffées de Normandie, dans la *Nouvelle Revue Historique de Droit* 1904 p. 766.

Hippeau. — Le Gouvernement de Normandie au ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, 9 vol. in-8. Caen 1863-69.

Lechaudé, d'Anisy. — Les anciennes Abbayes de Normandie, 2 vol. in-12. 1834.

Lot. — La vicaria et le vicarius dans la *Nouvelle Revue Historique de Droit*. 1803 p. 280.

Pezet. — Etudes sur l'Administration de la Justice en Basse-Normandie, 1 vol. in-8°. Bayeux 1845.

Pigeon (abbé). — Le diocèse d'Avranches, 2 vol. in-8°. Coutances 1888.

— Le Grand Baillage de Mortain, 1 vol. in-8°. Coutances 1880

Recueil des Historiens des Gaules et de la France publié par **L. Delisle**, 24 vol. in-fol. Paris.

Sarot. — Notes sur l'histoire de la Révolution dans le département de la Manche, 2 vol. in-8°. Coutances 1875.

Sauvage (H). — Recherches historiques sur l'arrondissement de Mortain, 1 vol. in-8°.

— Histoire de Mortain, 1 vol. in-8°. Paris 1909.

— Quelques-unes des Origines féodales du Comté de Mortain, 1 vol. in-8°. Avranches 1896.

Revue Normandes. — *Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie.*

Résumé analytique des travaux de l'académie des sciences, belles lettres et arts de Rouen.

Revue de l'Avranchin.

Annuaire des cinq départements de l'Ancienne Normandie.

Mémoires de la Société archéologique d'Avranches.

Mémoires de la Société académique du Cotentin.

Revue du Mortainais.

Légende

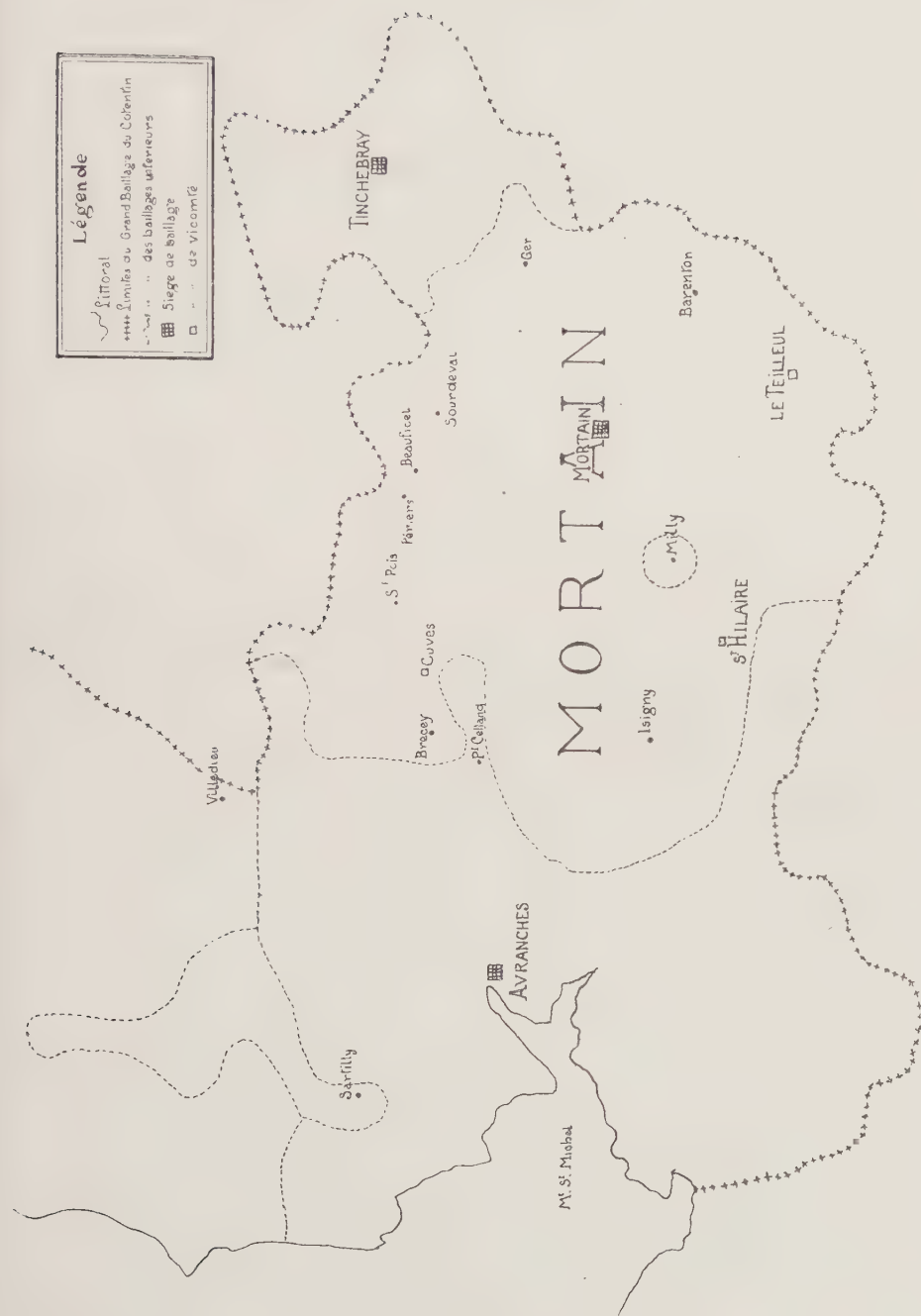
~~~~~ Littoral

\*\*\*\* Limite du Grand Baillage du Cotentin

- - - - - des baillages inférieurs

▣ Siège de baillage

□ " de Vicomté





# ETUDE

## Historique et Juridique

SUR LE

# BAILLIAGE de MORTAIN

---

### INTRODUCTION

Avant d'aborder l'étude de la justice dans le Mortainais il importe de faire connaître brièvement son histoire politique.

Le comté de Mortain fut constitué par Richard, III<sup>e</sup> duc de Normandie, au profit du troisième de ses enfants, nommé Mauger, à la fin du x<sup>e</sup> siècle probablement. Son étendue était, à l'origine, beaucoup plus considérable qu'à la fin de l'Ancien Régime. Outre le Mortainais proprement dit, il semble qu'il ait embrassé une grande partie de la presqu'île du Cotentin, tout l'Avranchin jusqu'au littoral, Domfront avec des ramifications vers Argentan, Flers, Falaise, Condé-sur-Noireau etc. Mortain constituait donc, à son origine, l'un des fiefs normands les plus importants de l'époque.

A travers des péripéties nombreuses et dont le détail ne peut trouver sa place ici, Mortain passa successivement dans les mains de princes étroitement apparentés à la maison des ducs de Normandie et des rois d'Angleterre. Le dernier de ces princes fut Jean sans Terre qui joignait

à la couronne d'Angleterre et au duché de Normandie, le comté de Mortain.

En 1204 Philippe-Auguste confisqua la Normandie sur Jean sans Terre et donna, en 1212, le comté de Mortain à son fils, Philippe Hurepel, sous une clause de réversion pour le cas où sa descendance viendrait à s'éteindre. A sa mort, survenue en 1233, sa veuve, Mathilde de Boulogne, conserva Mortain en douaire et le partagea en trois lots (Mortain, Tinchebray, Domfront.) dont elle ne se réservait que le premier, laissant les deux autres à la couronne. Louis IX, en vertu de la clause de réversion, réunit de nouveau le comté de Mortain à la couronne, en 1256. Il en fut détaché une seconde fois, en 1316, en faveur de Philippe-le-Bon, comte d'Evreux, qui épousa Jeanne de France, fille de Louis le Hutin, et devint roi de Navarre en 1328. Sa veuve lui succéda, puis son fils Charles le Mauvais dont on connaît les démêlés avec la couronne de France. Charles V lui enleva Mortain et Charles VI le rendit en 1401 à Pierre de Navarre, son fils, avec le titre de pair de France. Le comté de Mortain, ainsi reconstitué n'avait rien de comparable à celui des premiers temps. Il se limitait désormais à ce qui composera le comté de Mortain jusqu'à la fin de l'ancien Régime, c'est-à-dire l'arrondissement de Mortain de l'époque actuelle, la région de Tinchebray et quelques terres dans le pays d'Avranches. Le roi de France stipulait le retour de Mortain à la couronne dans le cas où la postérité des princes de Navarre viendrait à s'éteindre. Cette clause de réversion vint à exécution en 1412 et Charles VI donna Mortain à son fils aîné, Louis, duc d'Aquitaine, dauphin du Viennois, sous réserve cependant du douaire de la Veuve de Pierre de Navarre, laquelle, en se mariant en secondes noces avec le duc de Bavière, comte Palatin du Rhin, lui en fit l'apport, du consentement du roi de France et grâce à la résignation du dauphin Louis.

La guerre de Cent ans fut pour Mortain l'occasion de passer en des mains diverses selon la fortune des armes. Le Roi d'Angleterre et celui de France disposèrent simultanément du comté.

En 1425, des lettres patentes établissaient Charles III d'Anjou, comte du Maine, en possession de Mortain. En 1481 Charles V d'Anjou, roi de Sicile, décédait laissant par son testament tous ses biens à la couronne de France. Pour la troisième fois, Mortain revenait aux rois de France.

Enfin, en 1529, François I<sup>er</sup> battu à Pavie dut livrer, pour sa rançon, à Charles-Quint, les terres de Condé et de Leuze qui appartenaient à la maison de Montpensier. Par manière d'échange, le roi cédait à cette maison le comté de Mortain et la vicomté d'Auge. Aux Montpensier succédèrent les d'Orléans jusqu'en 1789, date à laquelle Louis-Philippe d'Orléans, autrement dit Philippe Egalité, tenait le comté de Mortain sous le titre de Louis VI. Il le vendit quelques années plus tard, moyennant 800.000 livres, à un sieur Collet.

En étudiant l'établissement de la justice dans le Mortainais, nous aurons maintenant l'occasion de constater les diverses fluctuations qu'elle eut à subir à la suite de son passage en tant de mains différentes. (1)

(1) Pour plus de détails sur l'histoire générale du comté de Mortain, voir H. Sauvage, recherches historiques sur l'Arrondissement de Mortain, et Mémoires de la Société du Cotentin, tome V, 1<sup>re</sup> partie, etc.



## CHAPITRE I

### ÉTABLISSEMENT DE LA JUSTICE A MORTAIN

Les origines de la justice au comté de Mortain sont extrêmement obscures. Nous essaierons, pour y mettre autant d'ordre et de précision que possible, d'établir des divisions quelque peu arbitraires, mais cependant utiles.

#### § I. PÉRIODE FRANQUE

Nous ne possédons aucun renseignement sur l'état de la Justice durant cette période, dans le Mortainais. Il semble qu'au VII<sup>e</sup> siècle il ait existé un *pagus* dans le Cotentin ; et, au IX<sup>e</sup> siècle, dans le temps où Robert le Fort défendait le pays d'Avranches contre les Normands, un pagus à Avranches et un autre à Mortain.

— Là, comme partout ailleurs, il est permis de supposer (1) que les rois franques ont, peu à peu, confié les soins de l'administration et de la justice à des comtes, puissants fonctionnaires plus particulièrement enclins à faire le métier des armes qu'à gouverner. (2) Ces comtes, comme on le sait, n'étaient pas des seigneurs possédant à titre héréditaire leurs charges et leurs dignités, mais des

(1) Desroches. — *Annales Civiles, Militaires et Généalogiques du pays d'Avranches ou de la Toute Basse-Normandie*, pp. 25 et 29.

(2) Pezet. — *Etude sur l'administration de la justice et de l'organisation judiciaire en Basse-Normandie*.

magistrats nommés par le roi et révocables à son gré. (1) Ces comtes finirent par nommer dans les différentes *centenæ* de leurs *pagi* des lieutenants qui portaient le nom de *vicarii*, et qui se spécialisèrent dans l'exercice de la justice, avec l'aide des *Scabini* institués par Charlemagne. Charlemagne organisa par surcroît un système de justice itinérante composée de *Missi Dominici*, chargés de surveiller la justice des comtes, des vicaires et des évêques eux-mêmes, qui possédaient alors une juridiction à la fois civile et criminelle.

Dans les Capitulaires de Charles le Chauve, il est fait mention de ceux qui passèrent ainsi en rendant la justice dans l'Avranchin. C'étaient l'évêque de Lisieux Eirard, l'abbé Thierry et les seigneurs Herbuin et Hardouin, et, du temps de Charlemagne, il y eut Magdenard et Madelgaud. (2)

## § II. PÉRIODE NORMANDE

Rollon, devenu duc de Normandie, réorganise la justice. L'histoire a gardé la mémoire du soin avec lequel il tenait la main à ce que les méfaits ne restassent pas impunis dans son duché. Il maintient et renforce l'institution des comtes auxquels viennent s'adjoindre des *vicomtes*, succédant sans doute aux *vicarii* maintenant disparus. (3) C'est sous son gouvernement que prennent naissance les comtés du Bessin, d'Harcourt, d'Hiesmes,

(1) Offices de France III p. 1746. « Les comtes dit la grande chronique n'étaient pas hauts seigneurs ni hommes qui tinssent les comtez par héritages, ains comme baillifs que le roy ostait et mettoit à temps, et punissait de leurs méfaits quand ils le desservaient. »

(2) Desroches. — *Histoire du Mont Saint-Michel et du diocèse d'Avranches*, tome I, p. 114.

Pigeon. — *Le diocèse d'Avranches*, I, p. 614.

(3) Pezet. — *Loc. Cit.*

d'Evreux, de Beaumont, de *Mortain*, de Bayeux, d'Avranches, (1) etc.

La même division en comtés sera plus tard appliquée par les conquérants normands à l'Angleterre, et, des deux côtés de la Manche, continueront à exister, sous les comtes, les chefs subalternes appelés *centeniers*.

Dans le Cotentin, dès 912, les ducs de Normandie sont représentés par des *vicomtes* administrateurs et justiciers (*præsides*). On cite parmi les plus anciennes vicomtés celle de Saint-Sauveur, appelée pour ce fait Saint-Sauveur-le-Vicomte ; on mentionne une autre vicomté à Avranches. (2) Ce n'est que beaucoup plus tard encore, à la fin du XI<sup>e</sup> siècle, que nous prenons connaissance de l'existence d'un vicomte dans le Mortainais. (3)

La puissance considérable attribuée aux comtes et l'imprudence des premiers ducs qui ne songèrent pas à les troubler dans la jouissance de leurs fonctions, les amenèrent à tenter contre leur suzerain des entreprises qui éveillèrent son attention. Un comte du Cotentin, Renouf, s'étant révolté contre Guillaume Longue Epée, deuxième duc et fils de Rollon (4) et d'autres faits du même genre s'étant produits, les ducs de Normandie créèrent peu à peu de nouveaux fonctionnaires chargés de l'administration et de la justice, que l'on appela des *baillis*, ne laissant plus aux comtes que leur titre dépourvu de toute attribution. La même mesure sera prise un peu plus tard à l'endroit des vicomtes, tout aussi ambitieux que les comtes, et auxquels on dut retirer toutes leurs fonctions. Ainsi en fut-il de ces vicomtes

(1) de la Foy. — *De la constitution du duché de Normandie ou Etat souverain de Normandie* Chap. VI.

(2) Chesnel. — *Le Cotentin et l'Avranchin depuis les origines jusqu'au XII<sup>e</sup> siècle* p. 10.

(3) Sauvage. — *Op. Cit.*, p. 265.

(4) Pezet. — *Op. Cit.*

dont la résidence était à Saint-Sauveur-le-Vicomte et qui, par leurs exactions, étaient devenus la terreur du pays. Les ducs confièrent la justice à d'autres vicomtes, en telle manière qu'il y eut dès lors des fonctionnaires portant le titre de vicomtes et des seigneurs gardant le même nom, encore qu'ils n'exercassent plus la juridiction. (1)

Il semble que ce soit à peu près vers le temps de Henri II, dixième duc de Normandie, roi d'Angleterre, premier des Plantagenet, c'est-à-dire vers 1148, qu'apparurent en Normandie les Baillis. Ils avaient mission de tenir, pour leur maître, les plaids de l'épée et ils avaient au-dessous d'eux les vicomtes, sorte d'officiers de justice subalternes. Dès 1172, un état des fiefs mentionne les baillies de Coutances, Gavray, la Heuze, Cérances, Vire, Passai, Tinchebray, Avranches et *Mortain*. Quels officiers tenaient en ce temps-là ces juridictions ? Nous l'ignorons. Peut-être n'y avait-il dans la plupart d'entre elles que des vicomtes, les baillis étant des personnages assez rares et réservés pour quelques sièges seulement. Il y a tout lieu de penser en effet, que le terme de « baillies » employé à cette époque, ne comportait pas la signification précise que nous aurions tendance à lui donner actuellement. Sous nos ducs, on désignait du terme générique de bailli tout personnage chargé d'une mission ou d'un office, et la baillie était le lieu où devait s'exercer cette charge. « Le duc Jean sans Terre écrivant plus tard au Grand Sénéchal de Normandie pour lui donner des ordres, lui adjoint de les faire exécuter dans toute sa baillie (*In omni ballia tua*) et dans ce cas toute la province formait sa baillie. » (1)

Parlant de là, nous croyons pouvoir dire que

(1) *Nouvelle revue historique de droit.* — *Notes sur les vicomtés fieffées de Normandie*, par Génestal 1904, p. 766.

(2) Boudent Godelinière. *Essai sur l'Avranchin*, I P. 73.

l'expression de baillie de Mortain employée dès 1148, laisse entière la question de savoir si la justice au comté de Mortain fut, depuis lors, toujours rendue par un bailli, par un vicomte ou par l'un et l'autre. Au surplus quelque titre qu'on lui reconnaisse, cette justice était à n'en pas douter de nature féodale, relevant directement du duc de Normandie et non pas de la couronne de France, de telle manière que nous nous trouvons ici en présence d'un bailli ou d'un vicomte seigneurial. Cet état de choses aura sa persistance jusqu'à l'époque où le duché de Normandie fera retour à la couronne à la suite de sa confiscation sur Jean sans Terre. Nous avons vu, par ailleurs, que le comté de Mortain avait été constitué dès le <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle et qu'il avait à l'origine une étendue considérable puisqu'il comportait à la fois l'Avranchin et le val de Mortain sans compter une partie du Cotentin, Domfront, etc...

Cette partie de la Basse-Normandie se trouvait donc scindée en deux juridictions : la baillie d'Avranches et celle de Mortain. A l'intérieur de ces baillies il exista sans doute, pendant quelque temps des *prévotés*, (*præpositurae*) tenues par des *prévôts* (*præpositi*) lesquels semblent avoir supplanté les anciens centeniers dont le nom persistera encore sous la domination anglaise. Au <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, les rôles normands citent les prévôtés d'Avranches, de Mortain, de Saint-James et de Pontorson, toutes les quatre situées dans les domaines du comté de Mortain. (1)

Jusqu'à présent il ne nous apparaît pas qu'il y ait quelque hiérarchie entre les différentes juridictions instituées en Basse-Normandie. Selon toute probabilité chacune de ces baillies devait, au point de vue judiciaire, relever directement du duc de Normandie et de son Echequier, dont les assises se transportaient à travers la

(1) *Mémoires de la Société Académique du Cotentin*, Tome V, p. 266 et *Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie*, XV<sup>e</sup> vol. 1846. *Magni Rotuli Seacarii Normanniae sub regibus Angliae* pp. 13 et 94.

province. La baillie de Mortain semble indépendante de celle d'Avranches et, l'une et l'autre également indépendantes de celles qui les entourent, aussi bien de Coutances que de Caen. On s'est même demandé si les juridictions ainsi organisées avaient un caractère de permanence et de stabilité, ou si, bien plutôt, ces baillis ou vicomtes n'étaient pas des juges itinérants, des inspecteurs, envoyés par le Duc dans chacune des circonscriptions avec mission de tenir des assises, de rendre compte ensuite à l'Echiquier et de céder leur fonction, purement temporaire, à d'autres officiers nommés au gré du souverain. (1)

### § III. PÉRIODE MONARCHIQUE

On attribue généralement à Philippe-Auguste, puis à Saint Louis, l'organisation définitive du domaine royal en bailliages. Nous venons de voir que l'expression elle-même est plus ancienne et que, du temps des ducs de Normandie, il existait déjà des Baillies dans nos régions.

En 1204, Philippe-Auguste enlève à Jean sans Terre le duché de Normandie et, du même coup, Mortain dont il était comte. Aussitôt, les rois de France appliquent à la province reconquise leurs procédés habituels de pénétration. Des commissaires, créés à l'imitation des anciens missi-dominici, parcourent la région, chevauchant, tenant des assises, connaissant directement des cas spéciaux, recevant les appels des sentences des magistrats hérités de l'ancien état de choses. Ce sont les baillis royaux. Bientôt ils se fixent en un endroit et, dès 1207 nous

(1) Michel Béziers. *Chronologie historique des Baillis et Gouverneurs de Caen.*

prenons connaissance de l'existence d'un bailli royal à Coutances. (1)

Nous l'avons fait remarquer, il existait déjà, avant le retour du duché à la Couronne, des baillis du Cotentin. Mais il faut prendre garde que ces baillis ducaux n'exerçaient leur juridiction que sur la partie nord de la presqu'île du Cotentin. Le nouveau bailliage de Coutances créé par le roi étendra peu à peu sa juridiction sur tout le département actuel. En 1228, la vicomté d'Avranches lui est rattachée. Quant à Mortain, il est probable que les justiciers Robertus de Vaeceo et Odo de Trembell qui y tiennent assises le 12 décembre 1211, et Pierre Thillai, sénéchal, et Eudes du Tremblay, l'année suivante, ne sont encore que des baillis étiénérants fonctionnant en dehors du bailliage de Coutances. (2) Le rattachement de Mortain au bailliage de Coutances eut lieu peu de temps après, et peut-être avant le règne de Saint-Louis, comme le pensait L. Delisle. (3) En effet, Philippe Hurepel qui avait reçu de son père Philippe-Auguste le comté de Mortain, fait hommage au roi de France en l'année 1221 ou 1222, des terres qu'il possède en Normandie « *in Ballivia quam Milo de Levies tenet* » or nous savons que Milo de Levies fut bailli de Coutances de 1215 à 1223. (4)

L'annexion du Mortainais au bailliage de Coutances n'empêcha pas le comté de Mortain de garder ses magistrats locaux. En 1214 sous Philippe-Auguste, il existe un bailli de Mortain Wilhelmo de Oisseio, senescallo Moritonii. (5) En 1234, André le Jeune, bailli du roi à

(1) Pigeon. *Le grand bailliage de Mortain*, p. 24.

(2) *Recueil des historiens de la France et des Gaules*, XXIV. Les baillis du Cotentin.

(3) Delisle. — *Mémoire sur les baillis du Cotentin dans les mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie*, II<sup>e</sup> Série, 9<sup>e</sup> volume, p. 60.

(4) *Recueil des Historiens de la France et des Gaules* XXIV<sup>e</sup> les Baillis du Cotentin.

(5) Delisle. Op. cit.

Mortain, y tient ses assises. (1) De 1241 à 1251, Hubertus de Tria est *Ballivus Moritonii*. En l'an 1300 le roi de France adresse une commission au bailli de Mortain relativement au patronage de l'église de Parigny qui devait revenir aux abbés de Savigny. (2) En 1347, un autre bailli de Mortain, dont le nom est malheureusement illisible, tient les assises de la région. (3) Quel est le caractère de ces fonctionnaires ? Sont-ce des baillis royaux ? Nous croyons pouvoir l'affirmer puisque, depuis 1204 le comté de Mortain a fait retour à la couronne, et qu'en 1234 encore, Mathilde de Boulogne, veuve de Philippe Hurepel, ne tenait Mortain qu'en douaire, avec clause de réversibilité au profit du roi. Ces baillis locaux dépendaient-ils du grand bailli établi à Coutances ? C'est un second point sur lequel il est permis d'être aussi affirmatif.

Le rattachement administratif de Mortain au bailliage de Coutances emportait évidemment le rattachement au ressort de Coutances, les baillis cumulant à cette époque les différentes attributions judiciaires, militaires, financières et administratives. C'est pourquoi nous voyons en 1266, Renaud de Radepont, bailli de Coutances, tenir les assises de Mortain, ce qui implique de sa part une compétence juridictionnelle sur le comté. Il donne acte aux religieux de Montmorel du défaut de Raoul de St-Nicolas qui leur contestait le droit de présenter à la cure de la Boulouze. Il fait une enquête sur l'église de Montgotier et, en 1267, une autre enquête sur l'évasion d'un prisonnier à Mortain. (4) En 1269, c'est encore le bailli de Coutances qui prête serment à l'évêque de Coutances au nom du roi, pour son comté de Mortain. De 1274 à 1286, c'est Chrétien le Chambellan qui est bailli de Coutances.

(1) *Recueil des Historiens*, id.

(2) Archives nationales L 974 — (3) *idem*.

(4) *Recueil des Historiens*, loc. cit.

Le 31 octobre 1285 il se fait remplacer aux assises de Mortain par le *vicomte* du lieu, Geoffroy d'Anisy. Nous possédons un compte des recettes et des dépenses de sa baillie pour le terme de Pâques 1282 qui est extrêmement suggestif. (1)

En voici les parties principales :

I. Constantin Dominia.....

Custodia.....

Emende vicecomitatus Constanciencis.....

Emende           d°           Karentonii.....

Emende           d°           Valoniarum.....

Dona villorum.....

Summa.....

II. Idem de ballivia Abricensi ; recepta.....

III. Idem de *ballivia Comitatus* ; recepta.....

Summa totius debiti ballivi Constantini.....

Cette pièce capitale nous renseigne sur la distribution intérieure du grand bailliage de Coutances. Le nord de la presqu'île se trouve divisé en trois vicomtés, Coutances, Karentan et Valognes. Le sud possède une organisation spéciale et quelque peu indépendante comme il résulte des expressions employées et de la distinction en paragraphes. L'Avranchin constitue un bailliage et Mortain un autre bailliage appelé « bailliage du comté. » Ce texte appelle une observation. A cette date, le bailli de Coutances n'a pas encore demembré sa juridiction en créant des sièges de bailliages inférieurs, puisqu'il n'y a que des vicomtés à Coutances, Valognes et Carentan, là où plus tard il y aura des bailliages secondaires. Néanmoins, il existe déjà de petits bailliages à Avranches et à Mortain. Ne faut-il pas en conclure que le bailliage de Mortain, pour ne parler que de lui, quoique se mouvant à

(1) d°. *Recueil des Historiens* loc. cit.

l'intérieur du Grand Bailliage de Coutances, n'en est pas pour autant un démembrement, c'est-à-dire qu'il n'est pas une création du bailli de Coutances, mais qu'il tire son origine d'une autre source, vraisemblablement de l'importance même du comté et du rang attribué aux seigneurs du lieu ? N'avons-nous pas vu d'ailleurs, que le bailli de Mortain avait une ancienneté égale à celle du bailli de Coutances, et que le rattachement de Mortain au bailliage de Coutances est postérieur à l'existence même d'un bailliage à Mortain ? D'ordre du roi, Mortain est incorporé à la circonscription administrative du Cotentin, mais il y pénètre tout entier, en gardant sa physionomie propre et vieille de plusieurs siècles.

Nous pouvons rapprocher de ce compte un autre compte en rouleau des bailliages de Normandie qui lui est un peu antérieur. (Pâques 1275). (1)

- I. Baillivia Rothomagensis (custodia).....
- II. Baillivia Pontis Audomari et Algiac (custodiæ).....
- III. Baillivia Caleti (custodiæ), Custodiæ Archarum  
custodiæ Novi-Castri.....
- IV. Baillivia Cadomensis (custodiæ) — Custodiæ, Fale-  
siæ — custodiæ Castri-Viræ, custodiæ Bayo-  
censes.
- V. Baillivia Constenciensis (custodiæ) — Custodia de  
Abrincinsis — *Custodia Comitatus Moritonii* —  
(pro gagis vicecomitis Moritoni xxxL).

Ce « rouleau » appelle à son tour deux observations : la première qu'il n'y est point question du bailliage de Mortain mais seulement de sa vicomté. Il ne faut voir là qu'un oubli et nous relèverons fréquemment par la suite, dans les actes administratifs, la mention de la vicomté

(1) *Recueil des Historiens*, XXII p. 752 et s § 36,

sans qu'il soit fait allusion au bailliage dont l'existence est cependant certaine (1) ; aussi bien, nous avons vu qu'il existait un bailli de Mortain vingt ans plus tôt. La seconde observation, plus importante, c'est que Mortain ne figure pas en 1275 au nombre des grands bailliages de Normandie. Ceci confirme les conclusions que nous avons tirées de la pièce précédente, à savoir qu'au moment de l'organisation de la Normandie par les rois de France, Mortain ne possède pas les prérogatives d'un bailliage principal. Il évolue, avec ses caractères propres il est vrai, à l'intérieur du grand bailliage de Coutances.

Depuis lors, les baillis du Cotentin continuent à tenir leurs assises à Mortain de temps à autre. En 1294, le vingt-six Mars, c'est Nicolas de Villers, bailli de Coutances ; en 1314, le vingt-sept Juillet, Robert Busquet, l'un des plus illustres baillis du Cotentin ; en 1321 ou 1322, Pierre de Hangest. (2)

Il serait intéressant de savoir quelle hiérarchie juridictionnelle existait alors entre ce bailli de Coutances venant siéger à Mortain et le bailli de Mortain dont la justice se tenait en permanence. Le bailli de Coutances connaissait-il de cas spéciaux ou recevait-il l'appel du bailli local ? Nous restons privés de renseignements sur ces différents points.

On peut admettre qu'en dépit et à cause même de l'existence d'un bailli à Mortain, le grand bailli ait jugé utile d'y venir siéger de temps à autre afin de marquer sa prééminence et d'éviter de laisser prescrire ses droits. Cette méthode paraît avoir eu plus particulièrement sa raison d'être à l'époque où le comté de Mortain est passé entre les mains de la maison de Navarre. Il se produit en effet, alors, un changement considérable dans la nature

(1) Ce silence s'explique, sans doute, par ce fait que le vicomte, seul, avait à s'occuper de la recette des finances, à cette époque,

(2) *Les Historiens de la France*, loc. cit.,

des juridictions du Mortainais ; de royales qu'elles étaient auparavant, nous les voyons se transmettre au nouveaux princes et devenir seigneuriales. Des actes de 1349 (1) mentionnent à Mortain l'existence d'un bailli de Mme de Navarre ; on y voit, à propos de la levée des subsides, que les baillis du roi en Normandie devront s'adresser aux baillis particuliers de la reine de Navarre pour en obtenir le versement des contributions. En 1354, le roi de France faisant appel pour de nouveaux subsides, s'adresse directement au bailli de Mortain comme à celui de Coutances et sans la moindre apparence de distinction hiérarchique. « Johannes Dei Gratia Francorum Rex.....  
..... ad dilectos et fideles nostros Prelatos, Ecclesiasticos personnæ, Barones, Milites, Nobiles, Cives, et habitatores villarum et communem plebem Bailliviarum Constan-  
ciensis et Sancti Guillelmi de Mauritan. »

Mais à Jeanne de Navarre succède Charles le Mauvais ; le conflit surgit entre la monarchie française et la maison de Navarre. Non seulement Charles le Mauvais possède ses baillies, mais il rompt toutes relations, toute dépendance par rapport aux cadres administratifs de la province normande, et le bailli de Coutances cesse d'apparaître aux assises de Mortain. On n'y retrouve la trace de son passage qu'après la mort de Charles le Mauvais et le retour du comté de Mortain entre les mains du roi de France en 1387. Alors, en 1394, c'est Jehan Petitt, lieutenant du bailly de Coutances « es assises de Mortain » qui rend une sentence bien curieuse en exécution de laquelle Thomas de Juvigny, vicomte de

(1) Pièce justificative N° 1.

(2) Ordonnances des rois de France de la III<sup>e</sup> race IV. p. 320. Cette expression de bailliage de St Guillaume *in Mauritanie* a laissé perplexe le compilateur qui ne s'est aperçu que plus tard (page 643, que le bailliage de St Guillaume était celui de Mortain St Guillaume est en effet le patron de la collégiale de Mortain,

Mortain, fit pendre un porc pour « avoir tué et meurtris un enfant en la paroisse de Romaine en la dite vicomté de Mortaing. » (1) Le 26 Mars 1392 un autre bailli de Coutances préside les assises à Mortain, (2) et le 8 Janvier 1400, c'est encore un bailli de Coutances, Robert de Pelletot, qui vient y tenir ses assises. (3)

En 1401 le comté de Mortain change de main une fois encore. Par des lettres patentes de Charles VI en date du mois de Mars, Pierre de Navarre, troisième fils de Charles le Mauvais, est mis en possession du comté, et l'indépendance de Mortain par rapport à Coutances, qui paraît n'avoir été du temps de Charles le Mauvais que le résultat de la violence et de l'insurrection, devient désormais régulière. (4) Le comté de Mortain aura maintenant ses juges, ses baillis, ses vicomtes, ses maîtres des eaux et forêts, lesquels ne dépendront en aucune façon des baillis et sénéchaux royaux ni de l'Echiquier de Normandie. Toutes les causes du comté de Mortain frappées d'appel ou de doléance seront évoquées devant le parlement du roi à Paris. Quelques années plus tard, en adjoignant la chatellenie de Condé-sur-Noireau au comté de Mortain, Charles VI confirmera les prérogatives et les privilèges attachés aux terres de Pierre de Navarre « pour qu'il tiengne et puist tenir en *haulte justice* et en une seule foy et hommage et qu'il tiengne et puist tenir en *pairie* et aussi noblement que les autres Pers de France font et tiennent. » (5)

Le passage de la justice entre les mains du seigneur du Mortain fut de courte durée ; le 2 Août 1412, après la mort de Pierre de Navarre, Charles VI réincorporait le

(1) Sauvage. Op. cit. p. 201.

(2) *Les anciennes Abbayes de Normandie*, par Lechaudé d'Anisy. II p. 392.

(3) *Les Historiens de la France*. II p. 392.

(4) Voir 2<sup>e</sup> pièce justificative.

(5) Ordonnance du roi de France de la III Race. IX. p. 423.

comté à la couronne et ordonnait que « dorenavant iceux chastel, ville et chastellenie de Mortain..... soient gouvernés tant en jurisdiction comme en requeste par notre vicomte de Mortain, que par nos autres lettres y avons déjà ordonné..... » Peu de temps après, le même roi attribuait Mortain à son fils aîné « cum omnibus juribus libertatus pertinentiis et appenditiis universis modo et forma quibus nuper dictum comitatum terram et domum tenere et possidere solebat defunctus dominus Petrus de Navarria », formule qui implique évidemment la concession du droit de justice comme elle avait été faite au profit du prince de Navarre. Le dauphin lui-même cédait Mortain en 1413 à Louis, duc de Bavière « avecq toutes les appartenences, noblesses, *justices*, prérogatives !..... » etc. C'était donc le maintien de tous les privilèges accordés en 1401 par ce que l'on a appelé *la charte de Pierre de Navarre*. (1)

La guerre de Cent ans mit, pendant plusieurs années, la Normandie à la merci des Anglais. De 1418 à 1450 ce sont des baillis anglais qui occupent le siège de Coutances, le bailli du roi de France s'étant réfugié au Mont Saint-Michel (2) dont on connaît la magnifique et victorieuse résistance contre les tentatives de l'ennemi. Tout fait supposer que ce sont aussi des juges anglais qui tiennent les plaids à Mortain. Nous en trouvons la preuve dans une lettre de Henri II, roi d'Angleterre, écrite en 1418 à Edouard pour lui faire don du comté de Mortain, et lui donner ordre de tenir sa cour de justice à Vire : « de curiis tenendis apud Vire. » Le duc de Bedford à qui reviendra un peu plus tard le comté de Mortain en

(1) Sauvage. Op. cit p. 222 et S.

(2) L. Delisle. *Le grand bailli du Cotentin* dans *Mémoires des Antiquaires de Normandie*, loc. cit,

même temps que celui du Maine, ira tenir la justice au Mans. (1)

En 1450 les Anglais sont chassés de Normandie. La monarchie française réorganise ses juridictions. Le 5 Juillet 1451 un Jehan Roussin s'intitule « licencié es lois, secrétoire du Roy, nostre syre, conseillé de très hault et puissant prince et mon très redoulté Seigneur, Monseigneur le comte du Maine, de Guise, de Mortaing et de Gien, et son bailly audit lieu de Mortaing. » (2)

Jusqu'en 1473 le comté de Mortain demeure la possession de la maison d'Anjou, puis il revient à la couronne. Depuis le départ des Anglais jusqu'à cette date, c'est-à-dire pendant vingt-trois ans, les justices du Mortainais ont dû être de qualité royale ; la formule employée par Jehan Roussin que nous citons plus haut, l'indique suffisamment.

De 1473 à 1529 la justice est évidemment entre les mains du roi avec le comté. En 1529 un événement important va donner au bailliage de Mortain une physionomie très spéciale sur laquelle nous aurons à nous étendre longuement par la suite.

C'est à partir de 1340 que nous commençons à connaître la liste à peu près ininterrompue des baillis de Mortain, (3) et si, jusqu'à cette date, nous croyons que la justice fut plus fréquemment rendue par des vicomtes que par des baillis, il ne fait pas de doute que le bailli devient une institution régulière et définitive dès le XIV<sup>e</sup>

(1) Sauvage. Op. cit. p. 224. Cependant la fonction de vicomte a dû continuer de s'exercer à Mortain pendant l'occupation anglaise car le 8 novembre 1438 le roi d'Angleterre lançait un mandement des trésoriers généraux, gouverneurs des finances, aux élus et *vicomte* de Mortain. Voir de Beauprepare, *Les Etats de Normandie sous la domination anglaise*.

(2) Archives de la Manche A 628. Il s'agit de Charles III d'Anjou, comte du Maine.

(3) Sauvage, op. cit. p. 259.

siècle. Son existence ne porte d'ailleurs aucunement atteinte à celle du vicomte. Le vicomte est d'origine plus ancienne, (1) mais il continue d'exister à côté du bailli, à un échelon sensiblement inférieur, et les causes finiront par se partager entre eux suivant les règles de la Coutume de Normandie, ainsi que nous le verrons en temps voulu.

D'autres baillages royaux naissent et se développent aussi à l'intérieur du grand bailliage de Coutances, tel celui de Saint-Sauveur-Lendelin dont l'existence apparaît à la fin du xv<sup>e</sup> siècle. (2) D'autres suivront. A la fin de l'ancien régime le bailliage de Coutances englobera 9 baillages secondaires royaux. (3) Par quelle suite de circonstances ces baillages inférieurs ont-ils pris naissance à l'intérieur du Grand Bailliage ? C'est une question qui ne paraît pas résolue jusqu'à présent. Dans certains cas, comme nous l'avons fait remarquer à propos de Mortain, le bailliage inférieur existe déjà au moment de son rattachement au Grand Bailliage et il continue son existence propre, subordonnée seulement à la nouvelle hiérarchie administrative. A tout le moins, si l'antériorité du bailliage inférieur est contestable, il est certain qu'il tire son existence de lui-même, de la puissance et de l'influence des seigneurs de l'endroit. Ce n'est pas un produit, une émanation du Grand Bailliage ; c'en est plutôt le fractionnement survenu à la suite de convulsions intérieures. (4)

(1) Sauvage, op. cit. p. 265 et voir plus loin ch. 2, les juridictions inférieures.

(2) Dupont-Ferrier. *Les officiers royaux des baillages et sénéchaussées*, p. 915.

(3) Mortain, Avranches, St-Sauveur-le-Vicomte, St-Sauveur-Lendelin, Coutances, Carentan, Saint-Lo, Tinchebray et Cérances.

(4) Ainsi en était-il aussi du bailliage de St-Sauveur-le-Vicomte composé des anciennes hautes justices de St-Sauveur et de Néhou confisquées sur Geoffroy d'Harcourt, et pourvues d'un bailli vers l'an 1436 ou 1440. Archives du Calvados. C. 6079. L. 6,

Plus souvent, croyons-nous, le fractionnement du Grand Bailliage s'opère insensiblement par une suite nécessaire des circonstances et des conditions dans lesquelles le Grand Bailli de Coutances avait à rendre la justice. Conformément aux principes de la Coutume de Normandie, les baillis connaissaient en première instance de certains cas et en appel des causes qui venaient des vicomtes. Etant donnés l'éloignement des justiciables, les inconvénients de la locomotion, l'état des chemins, il n'était pas possible aux plaideurs de se rendre de toutes les extrémités du bailliage au centre même pour y soutenir leurs droits. C'était au bailli à se déplacer, transportant successivement ses assises de Coutances à Saint-Lo, de Saint-Lo à Carentan puis à Avranches, puis à Mortain et ainsi de suite, de préférence aux endroits même où siégeaient en permanence les vicomtes, pour y entendre les appels de leurs sentences. Ces pérégrinations incessantes durent laisser assez tôt des magistrats qui ne trouvaient jamais l'occasion d'être chez eux. Aussi s'adjoignèrent-ils bientôt des lieutenants ; un lieutenant général, puis un lieutenant civil particulier, puis un lieutenant criminel, qui partageaient avec eux les ennuis de la chevauchée. Ils firent mieux. Tout en gardant au siège principal de leur bailliage des lieutenants généraux et particuliers, compétents pour rayonner sur tout le bailliage, ils installèrent dans chaque vicomté et y affectèrent spécialement un lieutenant particulier, sédentaire, jugeant en leur nom, connaissant comme eux et pour eux des causes de première instance et d'appel, encore qu'il ne fût en réalité qu'un suppléant du Grand Bailli. (1) Ce développement historique nous explique

(1) Dictionnaire Analytique, Historique, Etymologique, Critique et Interprétatif de la coutume de Normandie par Houard, Rouen, 1780. A propos d'un édit de 1542. « Jusque là le Lieut. Général avait été ambulant, il tenait les assises en tous les sièges des vicomtés de son ressort, les lieutenants

pourquoi les bailliages inférieurs ont eu souvent la même circonscription que les vicomtés, et pourquoi les vicomtés sont d'origine plus ancienne que ces mêmes bailliages inférieurs.

A Mortain, la liste des vicomtes, qu'a publiée Sauvage, remonte à une date bien antérieure à celle des baillis, puisque le premier vicomte dont il est fait mention occupait sa charge en 1082. Le comté de Mortain lui-même n'existait que depuis 996.

A partir du milieu du *xiv<sup>e</sup>* siècle, il semble donc que Mortain ait été en possession simultanée d'un bailli et d'un vicomte — l'un et l'autre de caractère royal, sauf pendant le passage du comté entre les mains des princes de Navarre — et le bailliage de Mortain doit vraisemblablement sa création, non pas à la tendance générale des Grands Baillis à se substituer un suppléant en chacune de leur vicomté, mais plutôt à la volonté des Comtes de Mortain de posséder un bailli à eux, fonctionnant parfois dans la mouvance du Grand Bailliage du Cotentin et parfois s'en détachant, par l'effet d'une faveur royale ou d'un simple caprice des comtes. (1)

Cet état de choses se perpétua au cours du *xv<sup>e</sup>* siècle et au début du *xvi<sup>e</sup>* siècle. En 1529, le roi François 1<sup>er</sup> cédait à Louise de Bourbon, duchesse de Montpensier et à ses enfants, le comté de Mortain, — en ce temps-là rattaché

criminels nouvellement créés étaient au contraire fixés à un tribunal, or, afin que l'expédition des causes civiles fut aussi prompte que celle des causes criminelles, Henri III en 1581 créa un Lieut.-Général pour le civil en chaque vicomté : ainsi il y eut en même temps un Bailly à la tête du militaire, un Lieutenant Général ambulant pour tout le bailliage ; un Lieutenant Général civil du bailli, un Lieutenant particulier civil de ce dernier, et un Lieutenant criminel en chacun des sièges où l'édit de 1542 avait eu son exécution. Le Lieutenant Général de tout le bailliage fut libre de se choisir dans le bailliage un siège pour y exercer ses fonctions, les autres en eurent un fixé par leur provision. »

(1) Voir Dictionnaire d'Expilly *verbis* Normandie, Mortain et Coutances et Grand Dictionnaire Géographique et Historique de Bruyen de la Martinière.

à la couronne, — en échange des terres de Leuze et de Condé qui faisaient partie de la rançon due à Charles-Quint. L'acte fut passé le 15 Avril 1529 (1) et il y était stipulé : « que quand les officiers des dites terres vaqueront par mort, résignation ou autrement, la *nomination d'iceux appartiendra à la dite dame au dit nom, et le don et institution au dit seigneur roi*, lequel en pourvoiera ceux qui seront nommés par ladite dame. » Cette clause restrictive du pouvoir de la duchesse de Montpensier et qui maintenait les officiers de judicature de Mortain en leur qualité royale, n'était point insérée à la volonté de François I<sup>er</sup> et pour son profit, mais suivant une demande expresse de la duchesse qui craignait que les offices, au cas qu'ils devinssent seigneuriaux, ne fussent menacés de perdre une partie de leurs revenus et émoluments. Cet acte d'échange qui eut par ailleurs une répercussion considérable sur le fonctionnement de la justice à Mortain, ne changea rien, comme nous le voyons, à la qualité des officiers lesquels continuèrent à être des officiers royaux, institués par le roi, sur présentation du comte de Mortain. L'acte le dit expressément : « les dites justices ordinaires, sceaux, tabellionnages et greffes, seront exercés sous le nom du dit seigneur roi, et *demoureront de qualité royale.* »

L'acte contenait aussi une clause d'apparence bénigne, mais dont les comtes de Mortain et leurs officiers surent tirer plus tard un parti considérable, ainsi que nous le verrons. C'est celle où il est dit que les dites justices « *seront exercées avec pareils et semblables privilèges..... comme ils sont de présent.* » Nous verrons, en parlant des voies de recours et en étudiant les conflits survenus entre Mortain et Coutances, les développements que les rois furent contraints de donner à cet engagement de ne rien changer à l'état des juridictions telles qu'elles étaient

(1) Archives nationales — R 1059. Voir pièce justificative n° 3.

transmises à la maison de Montpensier. Nous verrons aussi comment la ténacité persistante des officiers de Mortain, soutenus par leurs seigneurs, parvint peu à peu à détacher leur bailliage de celui de Coutances et à le constituer en une sorte d'organisme indépendant, présidé par un Grand Bailli d'Epée, à l'instar des anciens grands bailliages de la province.

Ce qu'il nous faut indiquer seulement ici-même, c'est le fractionnement qui s'opéra au xvi<sup>e</sup> siècle, à l'intérieur du bailliage de Mortain. Jusqu'à ce moment Mortain constituait un bailliage unique et cohérent, à l'intérieur duquel fonctionnaient une puis plusieurs vicomtés. Mais, si le comté de Mortain tel qu'il se trouvait transmis à Madame de Montpensier était loin d'égaliser en superficie le comté des origines, il ne laissait pas cependant que de s'étendre sur 85 paroisses. Les paroisses les plus éloignées vers l'est se trouvèrent si écartées du siège du bailliage qu'il parut nécessaire de renouveler à l'intérieur de la juridiction les déplacements auxquels se livraient autrefois les Grands Baillis du Cotentin. En outre des assises qu'il tenait à Mortain, le bailli en institua d'autres à Tinchebray, qu'il allait présider lui-même ou qu'il faisait présider par son lieutenant. Puis, à une certaine époque, les comtes de Mortain obtinrent l'érection de Tinchebray en un bailliage détaché, auquel était affecté un lieutenant particulier qui rendait la justice pour le bailli de Mortain. (1) Grâce à ce démembrement, Mortain prenait davantage encore figure de Grand Bailliage puisqu'il possédait son siège secondaire tout comme Coutances avait les siens. Lorsque nous étudierons dans un chapitre spécial la justice à Tinchebray nous reviendrons plus longuement sur ces faits.

A partir de ce moment la justice au comté de Mortain a pris sa physionomie définitive et qui ne variera plus jusqu'à la Révolution.

(1) Pigeon. *Le grand bailliage de Mortain*, p

## CHAPITRE II

### LES JURIDICTIONS INFERIEURES

---

L'agencement intérieur de la justice dans le Mortainais, dont il convient d'avoir dès maintenant une idée générale, était le suivant. Au centre un tribunal bailliager ; aussitôt après, un siège vicomtal ; au dessous de ces deux juridictions, un fractionnement du pays en *sergenteries*. Peu à peu, sous la poussée des nécessités, le tribunal bailliager se dédoublera ; le siège principal demeurera à Mortain, et un siège démembré s'installera à Tinchebray. La vicomté elle-même essaiera plusieurs sièges en différents endroits où le vicomte et ses lieutenants se transporteront pour tenir les plaids. Toutes ces juridictions et tous ces offices, à partir de 1529, date de l'acte d'échange, sont de nature royale. Le bailli est un bailli du roi, le vicomte un vicomte royal, les sergenteries des sergenteries royales.

Par un phénomène qui n'est sans doute que le résultat d'une coïncidence, dans chaque sergenterie du Mortainais, hormis la petite sergenterie Martin qui ne comptait que deux paroisses, on rencontre un siège vicomtal, un greffe vicomtal et un certain nombre de tabellionnages. Nous publions au nombre des pièces justificatives un état dressé aux environs de 1620 qui indique de la façon la plus claire la distribution de la justice et des offices dans le comté de Mortain. (1)

(1) Pièce justificative n° 4.

En outre de ces juridictions de création royale il a dû exister, à Mortain comme ailleurs, un certain nombre de justices seigneuriales, hautes, basses ou moyennes, fonctionnant à l'intérieur du bailliage, et vivant par rapport à lui dans un certain état de dépendance. Nous aurons à les rechercher.

### § I<sup>er</sup>. — LES VICOMTÉS

Les vicomtés étaient à l'origine des circonscriptions administratives et judiciaires spéciales à la Normandie où elles semblent avoir joué le même rôle que les prévôtés autre part. Avant leur apparition, il existait des *vicarii* ; on trouve la trace de leur existence en 988, mais ils disparaissent peu après et il se pourrait que les vicomtes aient été leurs successeurs, l'époque de la disparition des premiers paraissant coïncider avec celle de l'apparition des seconds. (1) Les vicomtés sont de création très ancienne et bien antérieure aux bailliages qui leur furent superposés par la suite. A Mortain dès le x<sup>e</sup> siècle il existe des vicomtes, et peu s'en faut que leur existence ne remonte à la fondation même du comté. (2) Nous avons déjà fait observer que ces vicomtes qui, au début de la féodalité, possédaient leur charge à titre de fief héréditaire et prenaient rang dans l'organisation féodale, devinrent plus tard de simples fonctionnaires. Leur emploi qui s'étendait d'abord aux finances fut, par la suite, limité strictement à l'exercice de la justice. (3)

(1) Lot. La vicaria et le vicarius dans la *Nouvelle Revue Historique de Droit*, 1897 p. 280.

(2) Sauvage dans ses recherches sur l'arrondissement de Mortain en a publié une liste partielle p. 265.

(3) Les vicomtés fieffées en Normandie dans la *Nouvelle Revue Historique de Droit* 1904. p 766 et les *Historiens de la France et des Gaules*, XXIV p. 97.

Pendant fort longtemps il n'y eut qu'un vicomté pour tout le Mortainais, dont le siège principal était à Mortain, mais qui transportait ses plaids en différents lieux où il avait un *auditoire* ou *cohue*. De temps immémorial le vicomte de Mortain tenait juridiction à Mortain, à Cuvés, au Teilleul, à Saint-Hilaire et à Tinchebray, probablement les jours de marché comme l'indique le rapport du seigneur de Panzoust, secrétaire du duc de Montpensier, envoyé par lui pour enquêter sur l'état de son comté en 1566 et qui rencontra le vicomte tenant la justice au Teilleul le jeudi, « pour ce qu'il y avait une assemblée de foire qui se tenait le dit jour. » (1)

Il n'y avait qu'un seul vicomte, mais chacun des sièges de la vicomté possédait son greffe, et les greffes des cinq sièges, appelés greffes vicomtaux, étaient affermés parfois séparément, le plus souvent ensemble. Le 16 Mars 1569 le sieur Ferrand de Panzoust, secrétaire et procureur général du duc de Montpensier, les affermait à Jean Benoist pour cinq années, moyennant 900 livres par an. En 1573 ils étaient encore affermés pour la même somme. (2) Le fermier des greffes vicomtaux les affermait à son tour séparément comme il appert d'un procès venu devant le Parlement de Rouen, en 1593, entre M<sup>r</sup> Julien Nicole, greffier au siège de Cuvés et le fermier général des greffes vicomtaux « au sujet de la diminution prétendue par ledit Nicole sur le prix de la ferme des greffes du dit vicomte, pour non jouissance d'iceux tant à cause de la contagion et peste survenue au dit Mortain es années 1584 et 1585, que pour raison des troubles de l'an 1589 et autrement. » Ce Julien Nicole eut la bonne fortune de voir le prix de son bail réduit du tiers pour le temps pendant lequel la peste avait régné, et diminuée

(1) V. Gastebois. *Etat du Mortainais en 1566*. « Procès verbal du voyage fait par le secrétaire Panzourt ès terres de Mortaing et Aulge ».

(2) Archives Nationales. R4. — 1145. Inventaire Tome I, p. 395.

encore de la moitié pendant le temps des guerres civiles, ce qui le mettait à 131 écus 5 sols. Le 5 Juin 1595, le greffier de Mortain obtenait une réduction analogue et pour les mêmes causes. (1)

Cependant, la vicomté de Mortain qui avait jusqu'alors gardé son unité, parut un jour trop étendue et il devint nécessaire de la remanier une première fois. La région la plus éloignée de Mortain, Tinchebray et ses environs, qui en était séparée par la vaste forêt de la « Lande Pourrie », reçut un lieutenant particulier du vicomte installé à demeure afin de parer aux besoins les plus pressants. Un mémoire de l'année 1694 nous renseigne sur l'organisation de la vicomté de Mortain à cette époque ; (2) la voici :

Le siège vicomtal de Mortain se composait du juge vicomte, de son Lieutenant Général, de son lieutenant particulier, de l'avocat, du procureur du roy et de deux enquêteurs. Comme leur nom l'indique, ces enquêteurs avaient pour mission spéciale de procéder aux enquêtes, descentes de lieux etc...

Le mémoire fait remarquer qu'à cette époque, comme il n'y avait pas d'assesseurs au tribunal bailliager c'étaient le vicomte ou ses lieutenants qui y allaient servir. Accessoirement au siège principal, il y avait un greffe vicomtal et des présentations et un bureau des petits sceaux.

A Tinchebray, il y avait un lieutenant particulier du vicomte. Le vicomte et son lieutenant général y tenaient tous les lundis la juridiction. Il est permis de supposer que le lieutenant particulier sédentaire n'avait que la juridiction des cas urgents et assez simples, des affaires de police et des affaires mobilières comme les petits

(1) Sur le bail des greffes vicomtaux voir aussi Archives de la Manche A 248, A 292, A 269 et A 621.

(2) Archives de la Manche A 529.

sièges champêtres. Le vicomte s'y rendait une fois par semaine pour vider les procès plus importants. Le siège de Tinchebray s'accompagnait d'un greffe vicomtal, d'un contrôle des titres et d'un bureau des petits sceaux.

A Cuves, à Saint-Hilaire et au Teilleul le vicomte de Mortain ou ses lieutenants ou tous ensemble « quand ils advisent bien » y allaient tenir la juridiction de quinzaine en quinzaine. Dans chaque siège il y avait un greffe vicomtal et des présentations.

Le vicomte tenait ses audiences le vendredi et le samedi à Mortain, le jeudi au Teilleul, le mardi à Cuves, le lundi à Tinchebray et le mercredi à Saint-Hilaire. (1)

Une seconde transformation beaucoup plus importante se produisit quelques années plus tard dont il faut rechercher les origines en 1622. Le 26 Mars de cette année, des lettres patentes données par Louis XIII portèrent réunion des sièges de « Cuves et du Teilleul à la juridiction et siège ordinaire du vicomte de Mortain. » (2) Cette mesure d'ordre général s'étendait à tous les domaines des princes de Montpensier, et n'y laissait subsister que deux sièges de vicomtés, l'un à Mortain et l'autre à Pont-l'Evêque dont ils étaient aussi les seigneurs. Mais ces lettres patentes ne reçurent qu'une application partielle car on obtint que les juridictions ainsi supprimées seraient maintenues, sauf à ne connaître que des causes mobilières, à l'exception de toutes les causes immobilières qui devaient être portées au siège principal de la vicomté. (3)

La question de la suppression des sièges champêtres fut agitée de nouveau en 1728. Le 8 Février, le vicomte,

(1) Pièce communiquée par M. Gastebois, provenant des archives de M. Sauvage.

(2) Archives nationales R4 1145. Inventaire I p. 50 et, Archives de la Manche A 608.

(3) Archives de la Manche A 559.

son procureur et son enquêteur, adressèrent une supplique au duc d'Orléans où ils demandaient la suppression des sièges inférieurs, disant qu'ils avaient « failli périr dans les eaux en se rendant à St-Hilaire et au Teilleul. » Cette supplique, suivie d'un mémoire de tous les officiers de la vicomté, souleva de vifs débats. Le conseil du duc d'Orléans pour le comté de Mortain se réunit. On délibéra sur cette question et, faute de tomber d'accord, on remit au lieutenant du bailli, le sieur du Bailleul, le soin d'enquêter auprès des populations et de rapporter sur leurs vœux et leurs besoins. D'aucuns firent valoir que le rattachement de tous les sièges champêtres à celui de Mortain serait préjudiciable : au roi, d'abord, à cause du produit des greffes ; aux seigneurs ensuite et notamment « à la dame de Saint-Hilaire qui verrait diminuer son droit de coutume les jours de foire et de marché » ; au peuple enfin, que l'on condamnerait à de longs voyages et à des absences prolongées. (1) Des vingt-sept paroisses de Saint-Hilaire, vingt s'opposèrent à la réunion et demandèrent l'établissement d'une juridiction spéciale. Sur les seize paroisses du Teilleul, sept demandèrent la réunion et le Seigneur aussi. A Cuves dont relevaient neuf paroisses, il y en eut sept pour demander la réunion ; les deux autres et le marquis de Vassy qui en était le Seigneur s'y opposèrent.

A la suite de cette enquête, le lieutenant général donna son avis : « par arrêt contradictoire du parlement de Rouen, dit-il, les officiers de la vicomté de Mortain ne sont obligés à se transporter dans ces trois juridictions champêtres que tous les quinze jours. Quand il se trouve une feste ou que les officiers sont malades ou ont d'autres empeschements, il se passe quelquefois un mois sans audience. » Au surplus, ces petites juridictions ne con-

1) Archives de la Manche. Idem,

naissent que des affaires réelles mobilières, et les greffiers ne résident pas. Dans ces conditions, le lieutenant conclut à la réunion de Cuves et du Teilleul au siège principal de la vicomté et au maintien de Saint-Hilaire comme siège de vicomté indépendante. La sergenterie de Saint-Hilaire comprenait en effet vingt-sept paroisses ; il y avait un gros bourg ; les affaires y étaient importantes, on pouvait y créer un siège de vicomte en y ajoutant deux paroisses autrefois dépendantes de Cuves et par trop éloignées de Mortain. (1) Le douze Mars dix-sept-cent-vingt-huit, le conseil du prince, adoptait les conclusions de M. du Bailleul et le duc d'Orléans les ratifiait le seize Avril suivant. Cuves et le Teilleul étaient rattachés, et Saint-Hilaire élevé au rang de vicomté indépendante.

En exécution de cette décision, par un acte du 7 Juin 1728 passé devant Jacques Coupard et Hilaire Girard tabellions royaux au comté de Mortain, le vicomte de Mortain, Georges de Chèvrerue, seigneur de Mesnil-Tove, cédait à M<sup>e</sup> Siméon Claude Grihaud, avocat aux bailliage et vicomté de Mortain, la part de la vicomté qui revenait désormais au siège de Saint-Hilaire avec tous les droits, prérogatives, profits, revenus, etc... le tout moyennant 21.000 livres de principal et 600 livres de vin pour être envoyé en possession et propriété à l'instant même. (2) S'il faut en croire une mention que nous avons relevée aux Archives Nationales (3) ce n'est qu'au mois d'Avril dix-sept-cent-trente-neuf, dix ans plus tard, qu'un édit du roi vint sanctionner légalement le rattachement de Cuves et du Teilleul au siège de Mortain et l'érection de

(1) Les deux paroisses rattachées au siège de St-Hilaire étaient celles de Celland et des Loges-sur-Brécéy. En échange deux paroisses de l'ancien ressort de St-Hilaire se trouvaient rattachées à Mortain. Voir la liste des paroisses dans Sauvage. op. cit p. 264.

(2) Archives de la Manche A 608. Le vicomte de Mortain se réservait seulement les aveux.

(3) Archives Nationales R<sub>4</sub> 1145. Inventaire p. 50.

Saint-Hilaire en une vicomté indépendante. Cet édit fut enregistré au parlement de Rouen le 8 Mars 1739. Il est difficile de concevoir comment, sur une simple décision du prince d'Orléans, on s'avisa de remanier ainsi des juridictions royales et de les négocier.

A une date qu'il nous est impossible de préciser et que certains auteurs placent en 1718, le siège de Tinchebray fut également élevé au rang de vicomté indépendante. (1)

Toutes ces transformations furent de courte durée. En Avril 1749 un édit du roi Louis XV portait « suppression des vicomtés de Mortain, de Saint-Hilaire et de Tinchebray, ensemble de tous les offices qui composaient ces juridictions, et réunion sçavoir, des vicomtés de Mortaing et de Saint-Hilaire au bailliage royal du dit Mortain et de celle de Tinchebray au siège royal établi au même lieu pour connoître par les officiers tant du dit bailliage que dudit siège royal en première instance de toutes les causes et procès dont connaissaient les vicomtés supprimées » — (enregistré au Parlement de Rouen, le 31 Juillet 1749). (2)

Cette exécution sommaire n'était pas du goût du vicomte de Mortain dont la charge venait à peine d'être créée et achetée ; aussi essayait-il par l'entremise du bailli de Mortain, M. de Géraldin, d'obtenir l'érection de sa vicomté en un bailliage. Cette faveur lui fut refusée par le duc d'Orléans, « l'endroit n'étant pas assez principal pour y établir un corps de bailliage. » (3)

Signalons en passant que cette suppression des vicomtés, consommée en 1749, avait fait l'objet d'un premier projet dans le comté de Mortain en 1729. (4) L'avocat du roi attaché à la vicomté avait fait entendre

(1) Sauvage. op. cit. p. 264.

(2) Archives Nationales R4 1145. Inventaire I p. 57.

(3) Pigeon *Le grand bailliage de Mortain*, p. 16.

(4) Archives de la Manche A 559.

sa protestation. Le vicomte à son tour avait fait observer que de rattacher la vicomté au bailliage, c'était anéantir sa charge qui lui coûtait plus de 50.000 livres et que la consolation qu'on lui offrait en lui faisant entrevoir un siège au bailliage n'était d'aucun poids puisque, de par sa charge, il était « né premier assesseur au bailliage. »

Ainsi cessèrent d'exister les vicomtés du Mortainais. Celle de Mortain comprenait alors un vicomte, un lieutenant général, un lieutenant particulier, un enquêteur et quatre assesseurs. (1)

Quant à la compétence des vicomtes, il nous paraît plus pratique de ne l'étudier que lorsque nous aborderons dans un chapitre spécial la compétence du tribunal baillier dont ils relevaient en appel. (2)

## § II. LES SERGENTERIES

Il faut se garder ici de toute confusion et ne pas prendre la sergenterie pour une juridiction. La sergenterie est simplement la circonscription dans laquelle un sergent exerce sa fonction à l'exclusion de tout autre, et le sergent n'est pas autre chose qu'un auxiliaire de la justice ayant pour mission d'instrumenter et de procéder à l'exécution des jugements au même titre que nos huissiers du temps présent. Il existait d'ailleurs des huissiers audienciers, mais, à la différence des offices d'huissiers, les sergenteries étaient fiefées, héréditaires et nobles, (3) et elles appartenaient en général à des

(1) Pigeon. op. cit. p. 37.

(2) Il est intéressant de remarquer qu'après la suppression des vicomtés il ne restait plus qu'un seul tribunal dans toute cette région où l'on voit fonctionner de nos jours un tribunal civil et huit justices de paix.

(3) Nous savons qu'il existait des sergenteries non fiefées, mais nous ne croyons pas qu'il en ait existé à Mortain. Voir Dupont-Perrier, op. cit. p. 220

familles importantes. La charge de sergent n'était pas en elle-même très considérée, aussi les titulaires ne l'exerçaient-ils jamais ; ils l'affectaient à des commis qui en tenaient l'emploi et qui étaient souvent plusieurs pour la même sergenterie.

Les sergenteries paraissent être une institution assez ancienne de la Normandie. Une charte de Pierre de Navarre, nous signale leur existence à Mortain dès le début du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle. (1) En 1438 sous la domination anglaise c'est entre les sergenteries de Mortain que l'on répartit 1500 livres tournois d'impôts. (2)

La mission des sergents était de faire exécuter les sentences, les décrets d'ajournement, de prise de corps et autres mandements de justice. Ils faisaient les inventaires, les ventes par autorité de justice, et ils lisaient à la porte des églises les actes officiels. (3) Ils devaient comparance aux assises qui se tenaient dans leurs sergenteries. Comme tout détenteur de fief ils étaient soumis à la formalité de l'aveu. En 1711 Nicolas Chollois, écuyer, confesse et avoue tenir une franche sergenterie appelée Doissev « pour raison de laquelle sergenterie, moi et mes commis, avons puissance de faire tous adjournements, exécutions, ventes et tous autres exploits qu'il appartiendra faire d'office de sergent sans qu'aucun autre sergent puisse faire aucun exploit à mon préjudice, et que les émoluments m'en appartiennent à cause de ma dite sergenterie..... » Le même sergent poursuivant ses aveux déclare qu'il a la charge de prendre les malfaiteurs en la foire de Sainte-Anne, qu'il a le droit de chasser à

(1) Archives de la Manche A 873.

(2) de Beaupaire. *Les Etats de Normandie sous la domination anglaise*.

(3) Dumaine. *Tinchebray et sa région*, Tome II et Archives de la Manche A 642.

*cosue et à cry* par toute sa sergenterie, hormis le droit des gentilshommes sur leurs domaines. (1)

Un autre sergent, Jehan le Vieil, en 1451, avoue tenir en foy et hommage du comte de Mortain la sergenterie de Mortain dont les émoluments valent de revenu 25 sols, le droit de prendre sur la recette du comte 61 sols 8 deniers de rente par an, les mesures de bleds et boires, les aulnes, demi-aulnes, quart d'aulnes, verges de toutes les denrées en la dite vicomté, le droit de précéder le collège des chanoines en procession et pour ce faire de prendre 24 sols sur le revenu du dit collège, certains droits de coutume sur les foires, etc. (2) On voit par ces seuls exemples quels étaient les émoluments et les privilèges qui accompagnaient toute sergenterie.

A Mortain la réception des sergents était soumise à des formalités sévères. L'impétrant adressait sa requête au lieutenant du bailliage qui la communiquait au procureur du roi ; sur l'ordre du procureur on ouvrait une information sur la vie et les mœurs du candidat ; des témoins étaient assignés pour déposer en chambre du conseil ; la réception avait lieu ensuite, lorsque l'enquête avait été favorable. (3)

Les lettres patentes données à Marly, le 18 Juin 1709 et portant Règlement pour l'administration de la Justice dans la province de Normandie, confirmaient le droit pour les sergents de « faire exercer leur sergenterie » par des commis à condition d'en mettre une quantité suffisante pour faire le service et jusqu'à concurrence de 4 au maximum. Ces commis étaient dispensés de prendre des commissions au Grand Sceau ; ils devaient cependant présenter leurs commissions ou leurs baux en « l'Hôtel et

(1) Archives de la Manche A 629.

(2) Archives de la Manche A 628.

(3) Archives de la Manche A 633.

par devant le Juge auquel la connaissance en appartenait après information de vie et mœurs et serment prêté par eux. » (Art. 3 Titre xiii.)

Comme il y avait des parties communes dans les fonctions des sergents et des huissiers audienciers, des conflits surgirent, et le parlement de Rouen eut à rendre en 1651 un arrêt qui trancha définitivement la compétence réciproque des sergents et des huissiers en Normandie. (1) 1° Les sergents nobles de Normandie avaient privativement sur les huissiers audienciers la charge de faire tous exploits émanant de la justice ordinaire dans le district de leur sergenterie, d'y faire les vendues, inventaires de biens de mineurs, saisies, significations de clameurs, retraits lignagers, exécutions des contrats et obligations passés sous le scel royal de leur juridiction ou devant des tabellions de leur juridiction. 2° Les huissiers audienciers et les sergents héréditaires devaient exploiter concurremment tous les jugements et sentences émanant des juridictions d'exception (greniers à sel, tailles, aides, gabelles.....) et toutes exécutions relatives aux lettres patentes, édits, et autres actes émanés du roi. 3° Les huissiers avaient le privilège d'exercer leur charge privativement dans l'enclos et pourpris de la juridiction dans laquelle ils étaient audienciers, d'y appeler les causes, etc...

Le Mortainais semble avoir comporté au xvi<sup>e</sup> siècle, six sergenteries que l'on appelait, tantôt du nom de la région qui en constituait le ressort, tantôt et plus souvent du nom du titulaire. Il y avait la sergenterie de Tinchebray appelée encore sergenterie de l'Epée, s'étendant sur douze paroisses, la sergenterie Halley (onze paroisses), la sergenterie Roussel (dix-huit paroisses), la sergenterie Doiscée (quinze paroisses), la sergenterie Corblin (vingt-

(1) Archives de la Manche A 629.

sept paroisses) et la sergenterie Marlin (deux paroisses). (1) Certaines de ces sergenteries s'étaient même scindées au cours des temps. Le 25 Mai 1500 l'ainé des héritiers du sergent de Tincchbray, Guillaume Bellier, en cédait une partie à son frère. (2)

Le 13 Mars 1776, cette même sergenterie, qui avait dû être réunie dans l'intervalle, fut de nouveau séparée. Le sieur de Maunoury qui en jouissait céda par échange à Mgr le duc d'Orléans la moitié du droit de sa sergenterie et de ses dépendances, lequel lui céda en contre-échange le fief de Bis, du Mesnil-Ozenne, paroisse de Villechien, moyennant une redevance annuelle par ledit sieur de Maunoury de 132 boisseaux d'avoine menue ou 66 de grosse avoine à son choix. (3)

La sergenterie Roussel fut également l'objet d'un partage à une date que nous ignorons. Aux assises mercuriales du bailliage en 1775, 1776, 1786, 1789, on voit figurer des représentants de la sergenterie Haute-Verge Roussel et des représentants de la sergenterie Basse-Verge Roussel. (4)

Ces parts de sergenterie ou « sous-sergenteries » étaient parfois appelées « traits ». (5) Aux assises mercuriales, les sergents, ou plutôt leurs commis, venaient prêter serment et déposer leurs registres sous peine d'amende. Bien entendu, les sergents de Tincchbray devaient cette comparance au siège de Tincchbray. A Mortain aux assises mercuriales du 30 Avril 1776, nous relevons la présence de trois commis pour la sergenterie

(1) Sauvage, op. cit. p. 253. Le siège de la sergenterie Halley était à Mortain, celui de la sergenterie Roussel à Chérencey-le-Roussel et Cuves et celui de la sergenterie Corblin, à St-Hilaire.

(2) Dumaine *Tincchbray et sa région* II p. 261.

(3) Archives Nationales R4 — 918.

(4) Registres du Bailliage au greffe du tribunal civil de Mortain.

(5) Dupont-Ferrier. *Les officiers royaux des bailliages et sénéhaussées* p. 32 et S...

d'Oissey, sept pour la sergenterie Hallé (1) et trois pour chacune des fractions de la sergenterie Roussel. Chose étrange, nous y voyons en outre mentionnée une sergenterie de l'Audience que représentent quatre personnes. La même sergenterie se retrouve à différentes assises mercuriales, par exemple à celles du 31 Octobre 1775 et 8 Décembre 1786, mais cette fois sous le titre de « sergent à faire l'audience » ce qui nous permet de supposer qu'il ne s'agit là que de la police des audiences confiée, pour un temps, à l'un quelconque des sergents. Aux archives municipales de Mortain nous avons relevé une sommation faite le 6 Décembre 1777 par « Etienne Boussard, sergent royal au bailliage de Mortain, y demeurant pour la sergenterie Martin *nommée* l'Audience. » Nous avons remarqué aussi, aux assises mercuriales du 31 Octobre 1775 et à plusieurs autres, la présence d'un sergent de Laumône dont nous aurions quelque peine à expliquer l'apparition si nous ne connaissions l'existence d'un fief dit de l'Aumône sur la paroisse de Virey. Virey se trouvant dans la sergenterie Corblin il est permis de penser que cette sergenterie s'est trouvée partagée et que l'un de ces « traits » a pris le nom du fief qui appartenait à son nouveau détenteur. Il y aurait eu alors 6 sous-sergenteries autrement dit six « traits » dans le comté de Mortain. (2)

En réalité, dans la plupart des assises mercuriales des quinze dernières années nous voyons figurer les sergenteries Hallé, Basse-Verge et Haute-Verge Roussel, de l'audience, de Laumône, Martin, Corblin, Doissey. Le sept Mai 1789, à la place de la sergenterie Corblin il est fait

(1) Ce nombre de 7 n'est pas conforme aux prescriptions des lettres patentes du 18 juin 1769 sur l'administration de la Justice en Normandie qui limite à 4 le nombre des commis pour chaque sergenterie. (Titre XIII. Sergens nobles article 2).

(2) C'est exactement le chiffre indiqué dans Dupont-Ferrier, loc. cit.

mention de la sergenterie Poulain ; enfin quelques années avant 1789 figure aussi un *sergent royal* expressément nommé en outre des autres sergents ; le 7 Mai 1789 ce sergent royal était Claude Godefroy. Nous ignorons les prérogatives qui devaient être attachées spécialement à la qualité de sergent royal. (1)

### § III. LES JUSTICES SEIGNEURIALES

Nous n'entreprendrons pas ici de discuter sur l'origine des justices seigneuriales ni sur ce qu'il faut penser de l'assimilation de la juridiction au fief. Remarquons seulement qu'en Normandie, contrairement à ce que faisaient les rois de France à la même époque, les ducs empêchèrent par tous les moyens le démembrement de la justice et qu'ils y réussirent en partie. La monarchie française en succédant aux ducs, n'eut pas de peine à maintenir une unité déjà fermement établie. Aussi les justices seigneuriales eussent-elles été particulièrement rares dans la province, si les besoins financiers auxquels se heurta la prodigalité de Louis XIV ne l'avaient contraint à concéder un certain nombre de droits de justice. Un édit du mois d'Avril 1702 portant aliénation de hautes justices par démembrement de justices royales, et une Déclaration du roi du 28 Octobre 1702 portant règlement pour l'aliénation des domaines de sa Majesté, créèrent un certain nombre de justices que l'on appela les Hautes Justices Nouvelles pour les distinguer des Hautes Justices Anciennes. Les hautes justices anciennes étaient attachées de temps immémorial à des fiefs importants ; les nouvelles étaient octroyées aux engagis-

(1) Rappelons qu'en matière de sergenterie fiefée, il y en avait de fiefées avec terre et d'autres sans terre. Celles de Mortain nous paraissent fiefées sans terre car leurs aveux ne font mention d'aucun domaine.

les des biens séparés du domaine royal ; pour elles, le démembrement territorial emportait le démembrement judiciaire. Il y avait en outre entre ces deux catégories de hautes justices la différence que les anciennes relevaient du Parlement, alors que les nouvelles ressortissaient pour l'appel aux justices royales dont elles étaient détachées. (1)

Nous avons dit que les justices seigneuriales étaient extrêmement rares en Normandie. En 1697, l'intendant Foucault déclare qu'il n'y en a aucune dans l'élection de Mortain. (2) En 1788, le subdélégué à Mortain écrivant à l'intendant lui signale l'absence totale de haute et de basse justice seigneuriale dans le ressort du bailliage. En y regardant avec soin nous croyons cependant qu'il est possible d'en trouver quelques traces sinon en 1789, du moins auparavant.

Rappelons tout d'abord que le bailliage et le siège vicomtal eux-mêmes, n'ont pas toujours été des juridictions royales. Elles ne l'étaient pas quand la Normandie possédait son indépendance ; elles ne l'étaient pas davantage, nous croyons l'avoir montré, à l'époque des princes de Navarre et pendant une partie de la guerre de Cent Ans. Nous ne revenons pas sur ces points d'histoire. Le bailliage et la vicomté une fois rattachés à la couronne, il devient difficile de découvrir des justices seigneuriales à quelque époque que ce soit : le seul cas indiscutable de haute justice est celui de Condé-sur-Noireau dont nous parlerons à propos du bailliage de Tinchebray. Dans le ressort immédiat de Mortain nous n'aurions aucune trace de haute justice seigneuriale à relever, si nous ne rappelions l'existence d'une abbaye

(1) Boulainvilliers *Etat de la France*. D'après le rapport de l'intendant de Caen il n'y a que quatre hautes justices dans la généralité, dont celle de Condé-sur-Noireau relevant de Tinchebray.

(2) *Revue du Mortainais*, 25 juin 1922.

qui a joué un rôle considérable au Moyen-Âge et dont l'établissement principal était dans le comté de Mortain. Nous voulons parler de l'abbaye de Savigny. Nous avons pensé qu'une maison de cette importance, comblée de faveurs et de privilèges par tant de princes, n'avait pu être démunie du premier des privilèges, celui de juridiction.

En effet, le fondateur et premier bienfaiteur de cette abbaye, Raoul de Fougères, qui possédait des enclaves importantes à l'intérieur même du comté de Mortain, en donnant certaines terres aux moines de Savigny leur accordait en 1163 « in terris prædictis et hominibus in illis manentibus, tantum jus, tantum *justitiam* et *altam et bassam*, tantam dignitatem, etc..... » (1) Henry II, roi d'Angleterre, en 1157, rendait à Domfront une ordonnance confirmant l'octroi de la justice et disposant « quare volo et firmiter precipio quod abbacia predicta de Savigniaco et monachi in ea Deo servitentes, hec ista et omnia alia que nunc possident..... ea que in futurum..... poterunt acquirere habeant et in perpetuam elemosinam teneant, cum omni *justitia alta et bassa* et omni jure et dominio... etc..... » En 1323 Charles IV le Bel, roi de France, confirmait à son tour les droits de justice accordés à l'abbaye de Savigny pour les possessions du royaume qu'il spécifiait en reprenant exactement la formule employée par Henry II. (2)

Il a donc existé au profit de l'abbaye de Savigny une haute justice dont l'origine remonte au xii<sup>e</sup> siècle. Mais, chose étrange, nous n'avons pas rencontré le moindre indice permettant d'établir où siégeait cette juridiction et quels étaient les domaines qui en relevaient en Normandie. Cependant l'abbaye de Savigny possédait

(1) *Mémoires des Antiquaires de Normandie*. Titres et chartes de l'abbaye de Savigny, II<sup>e</sup> série, X<sup>e</sup> volume, p. 252 et Archives de la Manche A 1709.

(2) Archives Nationales L 966.

des biens immenses dans le comté de Mortain sans parler de ceux qu'elle avait reçus dans le Cotentin, le Maine, la Bretagne, le Bessin, etc. Par contre, nous avons trouvé en dehors de la Normandie des justices tenues par les moines de Savigny. Nos recherches sont bien loin d'être complètes, mais si elles se trouvaient corroborées par la suite nous rencontrerions ici un singulier exemple de la résistance qu'opposèrent les ducs de Normandie à la concession de toute justice. En dépit de leurs titres, les abbés de Savigny auraient eu le pouvoir de juridiction en dehors du duché et ne l'auraient point eu à l'intérieur. Il vaut mieux supposer que les documents que nous avons consultés sont incomplets. N'est-ce pas d'ailleurs Henri II, roi d'Angleterre et duc de Normandie, qui a, l'un des premiers, concédé le droit de justice, et comment peut-on croire que cette concession n'ait point eu son premier effet dans la Normandie elle-même ? En réalité nous n'avons retrouvé qu'une sentence du bailli de Mortain rendue en 1486 dans une affaire « entre le seigneur de Mesnil-Tôve, Thomas Gallouin, écuyer et religieux homme et honnest frère Jehan... ?... *bailli* de Notre-Dame de Savigny et *procureur* dûment fondé des abbés et couvent du dit lieu. » (1) Ce bailli serait-il l'officier de justice de l'abbaye ? Nous ne le croyons pas à cause de sa qualité de moine, et nous inclinons à penser que le bailli s'entend ici de l'économe, de l'administrateur des biens de l'abbaye, de celui qui en a la garde (le bail.)

Si nous sortons de la Normandie, nous trouvons au contraire plusieurs justices appartenant aux moines de Savigny. En 1243, Raoul de Fougères ordonne à ses juges de rendre aux officiers de Savigny un criminel pour en faire justice. (2) En 1320, Charles, fils du roi de France,

(1) Archives Nationales L 973. Cote Mesnil-Move.

(2) Archives Nationales L 966.

seigneur de Fougères, permet aux religieux de construire une maison « en la ville et marché de Fougères et quilz eussent haulte justice avec exécution dicelle. » (1) Au moment de la réfection du papier terrier de Bretagne au xviii<sup>e</sup> siècle l'abbé de Savigny est confirmé dans la possession de plusieurs justices : les fief, juridiction et seigneurie du prieuré de Louvigny en Assigny, avec le droit de haute, moyenne et basse justice sur plusieurs hommes et vassaux ; le prieuré de Fazel en la paroisse de Saint-Jean-sur-Vilaine, celui de Champ Fleury en la paroisse de Litfré et celui de Vaux, tous les trois avec haute, moyenne et basse justice. Pour ce dernier prieuré, le juge de l'abbaye a même le droit de siéger à la salle basse du Présidial à Rennes. (2)

Dans la province du Maine nous trouvons encore l'abbaye de Savigny détentrice du fief de Saint-Aubin Fosselonnain, dont un registre des plaids et assises existe aux archives municipales de Mortain ; du fief Couasnon en la paroisse de Désertine, au quartier de Grolay, (3) l'un et l'autre avec haute moyenne et basse justice.

Telles sont les seules traces que nous ayons pu trouver de l'exercice de la justice par les moines de Savigny, encore n'y en a-t-il point qui ait rapport à la Normandie. En 1789, d'ailleurs, comme l'indique le rapport du sub-délégué, il n'y avait plus de haute justice à Savigny si tant est qu'il y en ait jamais eu.

Quand aux basses justices dans le Mortainais, elles ont toujours existé, mais avec le caractère étroit de simples justices domaniales ou foncières dont la compétence n'allait pas au-delà du règlement des droits

(1) *Mémoire des Antiquaires de Normandie*, loc. cit.

(2) Archives Nationales L 969.

(3) Archives municipales de Mortain pièce du 3 septembre 1655.

féodaux. (1) La basse justice ainsi entendue appartenait à tout détenteur de fief. De temps à autre chacun de ces propriétaires de basse justice faisait tenir « ses pleds et gages plèges » ; par gages plèges on entendait une convocation extraordinaire, à l'intérieur d'un fief, de tous ses habitants, à l'effet d'élire un *Prévot* pour faire payer les rentes et redevances seigneuriales. (2) Le gage-plège s'accompagnait de plaids où l'on prononçait des sentences contre les défaillants ou ceux qui ne s'acquittaient pas de leurs redevances. Ces plaids et gage-plège étaient tenus, non par le seigneur lui-même, mais par un homme de loi qu'il choisissait, un avocat le plus souvent, et qui s'intitulait « *sénéchal* du dit fief et seigneurie ». Ce juge s'adjoignait pour greffier soit un sergent, soit un greffier de siège vicemtal, soit encore un tabellion, et les habitants comparaissaient devant eux pour faire leurs aveux, déclarer les mutations de propriété, les successions, les partages qui s'étaient produits dans l'intervalle. Les défaillants étaient condamnés à l'amende. Nous avons remarqué que les condamnations portées aux registres des plaids et gages-plèges étaient uniformément de trois années de redevance, ce qui est conforme au Grand Coutumier de Normandie qui dispose que les bas justiciers ne peuvent demander plus de trois années d'arrérages de rentes seigneuriales. Finalement, on nommait à l'élection un ou plusieurs prévôts.

Nous n'avons pas besoin de faire remarquer que ces prévôts n'avaient rien de commun avec les juges royaux du même nom qui existaient dans certaines provinces et dont la fonction était à peu près équivalente à celle de nos vicomtes. (2) Les prévôts dont nous parlons

(1) Sur ces justices voir Giffard, *les Justices Seigneuriales en Bretagne* p. 5 et H. Sée, *les Classes rurales au Moyen-Age*, p. 434.

(2) Voir Denisart. Verbo — Gages plèges.

(3) H. Gravier. Essai sur les prévôts royaux du XI<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècle dans la *Nouvelle Revue Historique du Droit* 1903 p. 539. D'après cet auteur les prévôts auraient disparu de la Normandie au XIV<sup>e</sup> siècle.

étaient de simples particuliers élus par leurs voisins et dont la mission consistait à percevoir les redevances seigneuriales à leurs risques et périls. Leur fonction n'a rien à voir avec l'étude de la justice, mais, pour être exact, il est nécessaire de signaler que ces prévôts n'étaient pas toujours soumis à l'élection. Il y avait dans certains endroits des aïnesses ou fiefs qui emportaient de plein droit la charge de prévôt sur une certaine étendue de terrain. (1)

Ces basses justices ou justices domaniales, dont les plaids se tenaient de temps à autre avec le gage-plège, généralement une fois l'an, devaient être aussi nombreuses que les fiefs eux-mêmes. Nous en avons relevé quelques-unes. Citons la seigneurie de Virey, la seigneurie de Laumône, en Virey, la seigneurie des Bouillons en la paroisse de Saint-Patrice du Teilleul, la seigneurie de Condé, située à la Hallotière, paroisse du Mesnil-Gilbert, (2) la seigneurie de Nanteray dont la basse justice fut rétablie le 28 Avril 1614 moyennant une rente foncière de dix sols payables à la recette de Mortain. (3) etc.....

A l'exception de ces justices domaniales il n'existait donc aucune justice seigneuriale en 1789 dans le bailliage de Mortain. C'est d'ailleurs ce qu'écrivait au Garde des Sceaux dans son rapport, le 15 Juillet 1788, l'intendant de la Généralité de Caen : « nous n'avons pu, dit-il, découvrir dans l'étendue du bailliage de Mortain, aucune justice seigneuriale, et les renseignements que nous avons reçus nous attestent qu'il n'y en a aucune. » (4)

(1) Ainsi le marquis de Vassy, seigneur de Brécey, à cause du fief de la Provostière devait les fonctions de prévôt au duc d'Orléans. Archives de la Manche A 898.

(2) Archives municipales de Mortain. Voir 4<sup>e</sup> pièce justificative.

(3) Archives nationales R4 1144 p. 464 et Archives de la Manche A 269 p. 464.

(4) Archives du Calvados — C. 6079 pièce 37.



## CHAPITRE III

### LE TRIBUNAL BAILLIAGER COMPOSITION, FONCTIONNEMENT, COMPETENCE

---

#### § I. COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT

Le bailli, premier magistrat du bailliage, remplissait au début les fonctions de président du tribunal bailliager. Sa nomination dépendait du roi. A partir de 1529 les stipulations de l'acte d'échange accordaient aux comtes de Mortain la présentation d'un candidat de leur choix. (1) Le roi l'agréait et lui donnait des lettres de provision après une information « de sa vie, ses mœurs, actions et comportement, religion catholique, apostolique et romaine, mêmes de son extraction de noblesse, exercice au fait de la guerre et charges militaires. » (2) Le nouveau bailli commençait d'abord par verser la somme à laquelle était taxée sa charge en faveur des héritiers du bailli précédent ; (3) il payait en outre le marc d'or à la recette du comté. Ces formalités une fois remplies, il soumettait ses lettres et prêtait serment au Parlement de Rouen qui le recevait au dit office et enregistrait les pièces. (4) Muni

(1) Voir en appendice la lettre du duc d'Orléans présentant Antoine de Géraldin au roi, pièce justificative n° 5.

(2) Archives de la Manche A 605 lettres de Louis le Grand nommant François de Poilly bailli à Mortain en 1638 et arrêt de la cour de Rouen.

(3) Voir pièce justificative n° 6.

(4) Archives de la Manche A 605 et Archives Nationales R4 1145. Inventaire II, p. 632.

de ses lettres dûment enregistrées, le bailli se faisait recevoir et installer en son office en l'audience solennelle du bailliage, par le lieutenant général. (1)

Du bailli nous aurons peu de chose à dire sous le présent chapitre. C'est qu'en effet, les baillis ont cessé très tôt d'appartenir au personnel des tribunaux bailliagers ; l'édit de Blois, en 1576, leur retirait cette fonction et les cantonnait strictement dans l'emploi de chefs militaires du ban et de l'arrière-ban. Il leur restait encore, aux termes de l'article 266, la liberté « d'assister à tous jugements qui se donneront en leur siège sans néanmoins y avoir voix, n'opinion délibérative ny par ce prétendre aucun émolument. » Le lieutenant du bailliage devenait ainsi le président effectif du tribunal : c'est lui dorénavant qui dirige les débats et prononce les sentences. Cependant, quelque chose de leur ancienne fonction subsiste au profit des baillis, c'est le droit de voir les sentences de leurs lieutenants rendues en leur propre nom. Leur nom, leurs titres, leurs qualités doivent figurer au début de tous les actes dressés au bailliage. (2) Il y eut à ce sujet une longue querelle en 1729 entre le bailli de Mortain et son lieutenant qui, en dépit d'une mise en demeure, refusait de mentionner les nom et titres du bailli en tête de ses sentences. Un mémoire au roi eut raison de l'obstination du lieutenant et le parlement de Rouen rendit un arrêt, le 20 Décembre 1735, enjoignant au greffier du bailliage « d'intituler toutes les sentences tant

(1) Pigeon. *Le grand bailliage de Mortain*, p. 10 et S. — Les droits qu'eut à payer le dernier bailli pour obtenir sa charge, s'élevaient à mille livres et deux sols par livre sur une évaluation ancienne fixée à quatre mille livres (Voir pièce justificative n° 6).

(2) Les requêtes se formulaient ainsi : « A M. le Bailly de Mortain ou M. de St-Cyr lieutenant général civil et criminel au bailliage du dit, supplie humblement... » Lorsque les sentences étaient prononcées en présence du bailli le lieutenant qui avait la parole devait user de la formule « Le bailli dit et ordonne » cf Guyot Répertoire V° bailliage.

civiles que criminelles, commissions et autres actes judiciaires rendues audit bailliage, du nom du dit Géraldin, comme bailli du bailliage et comté de Mortain..... etc. » (1)

La composition du tribunal bailliager a varié avec le temps. Originellement le bailli n'était entouré que de *jugeurs* ou de *sages*, c'est-à-dire de quelques notables dont il constituait sa *court* et il ne pouvait prononcer de sentence sans avoir consulté ses assesseurs. (2) Plus tard un édit de Henri III (Septembre 1575) sur la création d'offices de conseillers aux vicomtés et sièges particuliers des bailliages de Normandie, interdit aux vicomtes et aux lieutenants de bailliage de donner aucune sentence sans l'avis préalable de leurs conseillers, et c'est pourquoi on rencontre souvent dans les sentences de Mortain la formule « parties ouïes, de l'avis de l'assistance nous avons condamné etc..... »

Tous les bailliages furent munis d'un procureur du roi au xiv<sup>e</sup> siècle. Le 29 Octobre 1485 il existe un substitut du procureur du roi à Mortain. En 1513 on voit figurer un avocat du roi. (3) En 1575, Henri III crée des offices de conseillers et assesseurs auprès des vicomtés et des bailliages. Ainsi se complète peu à peu le tribunal. En 1638, le roi rend un édit portant création des offices de lieutenant criminel, lieutenant particulier, assesseurs criminels et second avocat du roi aux sièges des bailliages et vicomtés de Mortain et d'Auge ; cet édit ne fut enregistré au parlement de Rouen qu'en Février 1640. En 1694 le bailliage comprenait un lieutenant général du bailli qui se disait lieutenant général civil et criminel, un lieutenant particulier criminel, un avocat du roi et un

(1) Voir Pigeon, op. cit. p. 43 et 9.

(2) Les voies de recours en Normandie au xiv<sup>e</sup> siècle dans la *Nouvelle Revue Historique du Droit* 1908, p. 313.

(3) Dupont-Ferrier, op. cit. p. 157 et 161.

procureur du roi, deux enquêteurs, deux huissiers audienciers, un sergent royal et deux greffiers. (1) La pièce dont nous tirons ces renseignements ajoute : « Il y a dans ladite juridiction des procureurs postulants qui semblent utiles au public. L'on en pourrait établir à Mortain six ou huit. Il n'y a pas de receveur des consignations, ni des amendes, ni des épices. Ces charges ne paraissent pas inutiles et elles seraient d'un produit considérable. » Cette dernière phrase indique dans quel état d'esprit la monarchie et les princes tenaient la justice : c'était une partie du domaine, et qui devait rapporter comme les autres, dut-on, pour la faire rendre davantage, créer des charges nouvelles et d'une utilité contestable.

S'il se trouvait que le tribunal ne fût pas au complet (un président, deux assesseurs) on avait recours aux officiers de la vicomté. Cet usage qui était pratiqué dans tous les bailliages, dégénéra en abus et, le 17 Novembre 1721, le parlement de Rouen dut rendre un arrêt interdisant aux juges ayant assisté aux jugements des procès en vicomté d'en connaître en appel en allant siéger au bailliage ; il leur était seulement permis d'y siéger pour les causes dont ils n'avaient pas été saisis en première instance. D'ailleurs c'étaient fréquemment le même procureur du roi et le même avocat du roi qui siégeaient auprès du bailliage et de la vicomté. (2)

Au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, la composition du tribunal est toujours la même. Nous possédons un document de l'époque qui nous renseigne en même temps sur le nombre des officiers et sur la valeur de leurs charges :

(1) Archives de la Manche A 529. Mémoires pour le comté de Mortain et le domaine de Domfront (1694).

(2) Archives nationales R<sub>4</sub> 1145. Inventaire I. p. 55 et Archives de la Manche A 603.

|                                                                                                    |               |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| La charge du bailli vaut.....                                                                      | 7.000 livres. |
| — id. — du lieutenant général.....                                                                 | 25.000        |
| — id. — du lieutenant particulier....                                                              | 18.000        |
| — id. — de l'avocat du roy au baillia-<br>ge et aux sièges des vicom-<br>té et eaux et forêts..... | 14.000        |
| — id. — du procureur du roy aux dits<br>sièges .....                                               | 16.000        |
| — id. — de premier enquêteur aux<br>bailliage et vicomté .....                                     | 6.000         |
| — id. — de deuxième enquêteur ....                                                                 | 6.000 (1)     |

En dernier lieu le bailliage de Mortain comprenait le lieutenant général, le lieutenant particulier, un assesseur, deux conseillers, un procureur du roi et un avocat du roi. (2)

Nous ignorons quels étaient les gages de chacun de ces officiers ; nous relevons seulement qu'en 1578, les gages du bailli étaient de 60 livres par an, ceux du vicomte et du receveur 70 livres, ceux du procureur et de l'avocat du roi respectivement 20 livres et 10 livres. (3)

Nul doute que les épices ne soient venues relever d'aussi modestes traitements.

Comme nous l'avons vu pour ceux des vicomtés, le greffe du bailliage était aussi affermé par adjudication. En 1615 il l'était pour 1100 livres l'an, en 1635 pour 1350 livres, en 1640 pour 1550 livres et en 1646 pour 1400 livres. (4)

(1) Archives de la Manche A 603. Cet état continue en donnant l'estimation des charges de la vicomté et du siège de Tinchebray : La charge du vicomte vaut 25.000 livres, celle de son lieutenant-général 12.000 ; celle du lieutenant particulier 6000, celles des deux huissiers 1900 livres l'une et celles des deux sergents royaux 800 livres l'une. Le total de la valeur des charges atteignait 131.400 livres.

(2) Archives du Calvados C 6077, pièce n° 20.

(3) Archives de la Manche A 305.

(4) d° A 620.

Tous ces officiers de justice, y compris le bailli, et surtout le bailli, étaient tenus de résider sur le lieu de l'exercice de leur charge, et il semble que ce soit celui de tous leurs devoirs qu'ils négligeaient le plus.

Il n'est pas de rapport ou de compte rendu sur la justice à Mortain où l'on ne voit le roi, le comte et leurs représentants, se plaindre de l'éloignement des magistrats. Ils allaient résider sur leurs terres d'où ils ne revenaient qu'à des rares intervalles et sans plus se soucier des audiences : les honnêtes gens souffraient de ces irrégularités et les malfaiteurs en faisaient leur profit. En 1563 le sieur de Panzoust, secrétaire du duc de Montpensier, reproche aux officiers leur faiblesse envers les criminels, les meurtres impunis et la non résidence dont ils se rendent coupables. (1) En 1565 c'est le duc de Montpensier lui-même qui semonce ses officiers. (2) En 1566 le sieur de Panzoust relate à son maître : « le bailli, son lieutenant général et le dit procureur du Roy et de mon dit Seigneur se trouvaient le samedi au dit lieu de Mortain où ils ne font leur résidence quelque édit qu'il y ait du roy commandant à tous ses officiers de demourer au principal lieu de la jurisdiction, et, malgré les ordonnances pour cet effect faites par Monseigneur... ils n'y ont voulu obéir, de quoi s'en suit par faulte de ladite non résidence desdits officiers audit Mortain, que beaucoup de meurdres excès et volleryes se commectent et demeurent impunis. »

En 1567 autre plainte du sieur de Panzoust ; (3) le conseil du duc de Montpensier délibère sur les ordres que doit donner « Monseigneur à la résidence de ses officiers et à la négligence de la vindicte des crimes et délits. »

(1) Archives de la Manche A 433.

(2) d° A 440.

(3) d° A 444.

Mêmes plaintes un peu plus tard : les officiers sont convaincus d'être de connivence « avec les accusés de crimes », (1) et ainsi de suite.

La composition du bailliage de Mortain n'a pas sensiblement varié depuis l'échange fait entre François I<sup>er</sup> et Madame de Bourbon jusqu'à la Révolution. Ce n'est point que les ordonnances royales n'aient, dans l'intervalle, apporté de nombreuses modifications à l'état des justices et à la composition des tribunaux, mais toutes ces réformes se sont heurtées à la résistance du bailliage de Mortain, qui, en se basant sur l'acte d'échange aux termes duquel les justices devaient y demeurer dans le *même état, à toujours*, (2) s'opposa par tous les moyens à leur introduction dans le comté. Nous aurions trop à faire si nous voulions énumérer tout au long les actes royaux qui soulevèrent les réclamations des officiers de Mortain, et que le roi dut rapporter en partie, par respect pour les droits acquis. Citons seulement deux faits :

Le 6 Avril 1578. Henri III donnait à Paris des lettres patentes par lesquelles « sa Majesté déclarait que, par son édit de création de lieutenants généraux ès vicomtés, elle n'avait aucunement entendu et n'entendait y comprendre en aucune manière que ce soit, les comté de Mortain et vicomté d'Auge, leurs appartenances et dépendances, dont sa Majesté les a très expressément exceptées et réservées par ces présentes. » Le 23 Février 1582 le même roi confirmant et amplifiant les précédentes lettres, « veut et ordonne que l'édit de création des lieutenants généraux civils et criminels fait au mois de Janvier 1578, ni autres depuis faits en conséquence, ne pourront avoir lieu es comté de Mortain et vicomté d'Auge en quelque sorte et manière que ce soit, et à fin que le

(1. d° A 461.

(2) Voir l'acte d'échange en appendice.

même nombre d'officiers anciennement institués pour y exercer la justice sous le nom du roy y soient et demeurent paisibles suyvant et conformément au Contrat d'Echange, sa dite Majesté accorde et octroïe la suppression et abolition des offices d'assesseurs et adjoints aux enquêtes et de tous autres officiers généralement quelconques, nouvellement créés outre et par dessus le nombre qui y était lors du dit échange. »

En 1599, le roi Henri IV rendait d'autres lettres patentes exemptant et déchargeant les comté de Mortain et vicomté d'Auge et leurs officiers, de l'exécution des Edits de création et rétablissement de lieutenants particuliers assesseurs criminels. (1)

Les audiences du bailliage se tenaient dans une salle appelée l'auditoire. Les exécutions se faisaient en dehors de la ville sur un coteau qui garde encore le nom de la Bruyère de la Justice. (2) Il existait aux environs du château de Mortain un fief ou aînesse qui devait au comte de Mortain, de temps immémorial, une redevance en nature qui suffit à marquer l'origine modeste des premières assises du bailliage. Ce fief appelé les « Sept Mazures » devait apporter « de la paille en hyver et du joneq en été pour Monsieur le Bailly de Mortain lorsqu'il tenait

(1) Archives nationales R4 1144. Nous n'en finirions pas s'il fallait citer tous les cas de dispenses accordés ainsi par la monarchie. Le 21 Janvier 1603 c'est encore Henri IV qui, confirmant le contrat d'échange et les déclarations précédentes de 1578, 1582, 1583, 1596, 1598, veut et ordonne que la justice soit exercée à Mortain par le même nombre d'officiers que devant et sans aucune innovation. (Archives Nationales R4 1145. Inventaire I p. 13). Le 18 Juillet 1646 c'est un arrêt du Conseil d'Etat déchargeant Mortain de la création des greffes de notification (Archives de la Manche A 604). Le 19 Mars 1644 un autre arrêt déchargeant Mortain de la création des offices de contrôleurs des greffes et autres offices de nouvelles créations. En février 1683, un troisième arrêt déchargeant Mortain de la création des offices de commissaires aux saisies réelles. (Archives de la Manche, idem), etc., etc.

(2) Archives de la Manche A 428. Délibération du conseil de Mortain pour la construction du bois de la Justice patibulaire (1558).

ses assises, de même pour Monsieur le Vicomte lorsqu'il tenait ses plects. » On en « jonchait » le « sol » ; l'auteur du mémoire où se trouve relaté ce fait ajoute : « on peut rendre la justice sur une botte de paille comme sur les fleur de lys. » (1)

Les affaires étaient distribuées entre les audiences selon leur nature : il y avait les plaids de meubles et les plaids d'héritages. Il y avait aussi des plaids pour les causes mises au rôle. (2) Sur le plunitif du bailliage, le compte rendu des audiences commence par la formule suivante : « Audience du bailliage tenue à Mortain pour les causes mises au rôle devant M. de Géraldin, Grand Bailly, *par* M. de Vauflery de St-Cyr, lieutenant général, où étaient MM. Boiton, lieutenant particulier, Lemoine, Devilleneuve, Mozard, conseillers, etc. » Cette formule variait quelquefois. Au lieu qu'il y soit dit « *par* M. de Vauflery » on lit « *et* M. de Vauflery », peut-être faut-il voir là un indice de la présence du Grand Bailly. D'ailleurs le plunitif était invariablement signé par le lieutenant et le greffier.

Deux fois par an on tenait des *audiences mercuriales*, et le bailli lui-même daignait les présider parfois. Ces sortes d'audiences solennelles semblent s'être tenues en Octobre et en Avril ou Mai. (3) Le tribunal était au complet et tous les auxiliaires de la justice y devaient comparance. On y voyait les avocats (le 8 Octobre 1786, ils étaient 46), les sergents ou leurs commis (à la même audience ils étaient 25 présents), les huissiers audien-

(1) Archives de la Manche A 849 et 640. Archives Nationales B<sup>a</sup> — 35. Mémoires de M. de Vauflery lieutenant général en 1789.

(2) Originellement les baillis tenaient des audiences irrégulières que l'on appelait des assises. Les plaids qui vinrent ensuite, étaient des audiences régulières et fixes. (Voir Dupont-Ferrier, op. cit., p. 319 et 328.

(3) Voir Denizard, dictionnaire V<sup>o</sup> Mercuriale. Le parlement de Paris tenait deux audiences mercuriales dans l'année une après la St-Martin, l'autre le mercredi d'après Quasimodo.

ciers, les tabellions et notaires royaux. (1) Aux assises mercuriales du 7 Mai 1789, étaient présents onze priseurs-vendeurs, cinq huissiers au Châtelet, et le lendemain, suite de la même audience, deux notaires royaux et dix-sept tabellions. Ces assises duraient parfois deux jours ; acte était donné de la présence et du serment des huissiers et sergents ; il était enjoint à ces derniers de faire consigner leurs registres dans la huitaine sous-peine d'interdiction ; les défaillants étaient condamnés en chacun soixante sols d'amende.

## § II. LE RESSORT DU BAILLIAGE

Le ressort du bailliage de Mortain était le plus cohérent, le mieux rassemblé que l'on puisse voir, à l'opposé de tant de bailliages dont les territoires se trouvaient dispersés et écartés les uns des autres. Le ressort du bailliage de Tinchebray démembré de Mortain, était un peu plus dispersé à cause de la Haute-Justice de Condé qui s'y trouvait rattachée. Le bailliage de Mortain, dont nous traitons en ce moment, englobait 70 paroisses d'un seul tenant, groupées en cercle autour du chef-lieu. (2) Cependant quelques paroisses se trouvaient emprisonnées dans le ressort, qui n'en faisaient pas partie. C'était d'abord Milly, petite paroisse qui relevait du bailliage d'Argentan dont elle était distante de cinquante kilomètres environ. C'étaient ensuite les deux paroisses de Périers et de Beauficel, voisines l'une de l'autre, qui appartenaient au bailliage de Périers, l'un des sièges

(1) Archives du Tribunal civil de Mortain. On y trouve les registres du bailliage pour les 20 dernières années.

(2) Archives du Calvados G — 6077, Pièce 20. Lettre du subdélégué M. de la Roque à l'intendant de Caen. Voir aussi Lebaindre, *La formation du département de la Manche*, p. 181 et S.

inférieurs du Cotentin. (1) Mais le lieutenant qui tenait le siège de Périers en Cotentin ne venait pas tenir d'assises à Périers en Beauficel ; on y avait installé à demeure un lieutenant particulier, un conseiller et un procureur du roi. Ils formaient à eux trois une sorte de petit tribunal bailliager, siégeant au milieu d'un auditoire en ruines sous la protection d'un huissier audencier, et dans des conditions de confort et de luxe qui l'avaient fait surnommer « *le billot de Périers* ». Il arriva que le duc de Penthièvre qui possédait ces deux paroisses les céda au duc d'Orléans, comte de Mortain, et que les magistrats qui tenaient le billot de Périers ne trouvèrent plus à qui transmettre leurs charges. Elles tombèrent aux parties casuelles et ce furent les avocats de Mortain qui, pendant quelque temps, y vinrent remplir les fonctions de juges et plaider tout à la fois. Aussi le Parlement de Rouen dut-il, par un arrêt du 9 Mai 1786, attribuer la connaissance provisoire des causes au bailliage de Mortain. L'huissier fut rattaché à Mortain. (2)

Le comté de Mortain (3) avait des extensions dans le nord du Cotentin. Citons entr'autres les fiefs d'Apperville, de Beauchamp, de Carentilly, d'Equilly, de Champeaux, de Foligny, de Gouville, de Grimouville, de la Lande-d'Airou ; la vavassorerie d'Orval, etc... Ces domaines détachés relevaient-ils de Mortain quant à la juridiction ? Les auteurs qui ont étudié le bailliage de Mortain ont toujours soutenu que son ressort se limitait strictement aux 70 paroisses groupées autour de lui, et les pièces que nous avons pu consulter ne permettent pas d'avoir une opinion différente. Néanmoins, nous avons relevé dans un Mémoire sur les extensions du comté de Mortain dans

(1) Archives du Calvados C 6077.

(2) Archives du Calvados C 6077 et Bridrey *Les cahiers de doléances du bailliage du Cotentin* III p. 240.

(3) Nous disons le comté et non le bailliage.

les vicomtés de Carentan et de Coutances la trace d'une sentence rendue par le bailli de Mortain le 24-9-1752, condamnant le propriétaire de fief de Champeaux à payer à la recette du comté certaines redevances. (1) Ce seul exemple nous permettra peut-être de soutenir, sinon que le bailli de Mortain étendait sa pleine juridiction sur les parcelles détachées du comté, du moins, qu'à titre de juge du seigneur de Mortain, il avait le droit de connaître des litiges ayant trait au service des fiefs. Nous serions ici en présence de l'exercice d'une basse justice domaniale comme celles que nous avons signalées au bénéfice des propriétaires de fiefs eux-mêmes, et l'hypothèse nous semble parfaitement plausible. Il s'agirait en réalité d'une « *res feudalis* » qui tombe sous la compétence du seigneur, dont « *meut* » le fief. (2)

Il y avait un cas plus curieux encore de l'extension de la juridiction du bailli en dehors des limites mêmes du comté, c'était celui qui avait été créé au profit des chanoines de la collégiale de Mortain, pour les prébendes qui leur étaient attribuées en quelque lieu qu'elles fussent situées. Ce privilège important qui permettait aux membres du chapitre de soustraire à leurs juges naturels les causes les intéressant, avait son origine dans des lettres patentes rendues par Henri IV, en 1603 et confirmées successivement en 1638, 1680, 1731 et 1784, par les quatre derniers rois.

Ces lettres portaient le titre de *lettres de garde gardienne* ; (3) elles attribuaient en première instance au bailli de Mortain, sous réserve de l'appel au Parlement de Rouen, les procès concernant tous les biens, droits et revenus du chapitre et des canonicats et notamment les

(1) Archives de la Manche A 4825. La mémoire est de 1755.

(2) Beaumanoir. *Coutumes du Beauvaisis*, chap. VI, n° 18.

(3) Sortes de lettres des *commitimus*.

questions de déport. (1) C'est en se fondant sur ce privilège qu'en 1579, le chanoine Pierre Gaillard assignait au nom du chapitre des chanoines de Mortain, Maître de Closmesnil, curé de Beuzeville, dont la cure dépendait de la prébende de la collégiale. Sur le déclinatoire opposé par le curé, le bailli de Mortain se déclara compétent ; l'affaire alla au Parlement de Rouen qui confirma la sentence du bailli l'année suivante, en se fondant sur les lettres de garde gardienne. (2)

Il va de soi que ce privilège ne jouait que lorsqu'il s'agissait d'un litige survenu à propos des biens de la collégiale et dans lequel les chanoines se trouvaient partie. Le privilège cessait lorsque le procès, bien qu'ayant lieu à propos des domaines du chapitre, n'intéressait pas le collège des chanoines. C'est ainsi que le 13 Juillet 1731, le présidial de Caen rendait une sentence qui maintenait en possession de la cure de Tinchebray M<sup>e</sup> Gilles Théot, contre M<sup>e</sup> François Bussard, prêtre, demeurant en la paroisse Saint-Sauveur, à Caen. La cure de Tinchebray appartenait bien aux « sieurs doyen et chapitre de l'église collégiale de Mortain », mais les chanoines n'y étant pas partie c'est au domicile du défenseur que l'affaire se trouvait portée, conformément au droit commun. (3)

### § III. LA COMPÉTENCE RATIONE MATERIAE

Sur cette question où nous résumerons brièvement les principes de la coutume de Normandie, nous allons voir du même coup la compétence du bailli et celle des vicomtes que nous avons réservée pour la traiter ici.

(1) Archives municipales de Mortain. Lettres de garde gardienne de Louis XV et de Louis XVI. Archives de la Manche A 706 idem. Nous publions un fragment de ces dernières au nombre des pièces justificatives.

(2) Archives municipales de Mortain.

(3) *Id.*

I. *Au civil.* — Le vicomte avait d'une manière générale la connaissance en première instance des causes roturières. L'article V du chapitre de juridiction du Grand Coutumier de Normandie lui attribue la connaissance des clameurs de Haro civilement intentées, (1) des clameurs de gage plège (2) pour choses roturières, des ventes et dégagements de biens, des interdicts entre roturiers, des matières de namps et des oppositions sur les namps, (3) des matières de tutelle et curatelle, des redditions de comptes de tutelle, des inventaires et des ventes de biens de mineurs, des partages, successions, de toutes actions personnelles, réelles ou mixtes au possessoire et au pétitoire entre roturiers. Le vicomte connaissait, en outre, des bannissements (4) et adjudications de decret des héritages non nobles (art. VI), des oppositions et différends à propos des saisies et des criées entre personnes roturières ou nobles pour dettes et autres choses mobilières, arrérages de rentes roturières et hypothèques (Art. VII), des lettres de mixtion (5) pour les héritages situés dans le ressort de sergenteries différentes (Art. VIII).

Le bailli connaissait en *première instance* de toutes matières héréditaires et personnelles entre personnes nobles, c'est-à-dire entre privilégiés, y compris les cleres, les officiers de cours souveraines, etc... des causes concernant les fiefs nobles et leurs appartenances entre personnes nobles ou roturières (art. II), des matières bénéficiales, décimales ; des patronages d'église, des clameurs de loy apparente, (6) des clameurs révocatoi-

(1) Haro signifie plainte.

(2) Actions possessoire et pétitoire cumulées.

(3) Meubles.

(4) Publication.

(5) Lettres de mixtion ; lettres obtenues de la chancellerie pour faire attribuer à un vicomte les contestations portant sur des héritages assis en deux ou plusieurs sergenteries.

(6) Pétition d'hérédité.

rés, (1) des privilèges royaux, des affaires de mariage encombré, (2) de dessaisine, (Art. III) (3) des lettres de mixtion pour des héritages situés sur deux ou plusieurs vicomtés. (Art. IV).

*En appel* le bailli connaissait des causes venant des sièges vicomtaux et des hautes justices seigneuriales.

II. *Au criminel*, le bailliage était le tribunal de première instance et de droit commun. (Art. I) Le vicomte ne connaissait des matières criminelles que pour en enquérir, l'information devant être jugée ensuite par le bailli (Art. X). Cependant, aux termes de l'article XI du chapitre des juridictions, le vicomte pouvait « incidemment connaître et juger de tous les crimes », c'est-à-dire lorsque le crime ou délit en question se greffait sur une affaire pendante devant lui.

III. *En matière commerciale*, la compétence des bailliage se trouvait parfois limitée par celle des *juge et consuls* lorsqu'il en existait dans leur ressort. Mortain n'en possédait pas, mais il en existait dans une ville très voisine, à Vire, et plusieurs fois les bailliages de Mortain et de Tinchebray eurent à se défendre contre leurs tentatives d'empiètement. Le 7 Décembre 1714, à la requête du procureur du roi aux bailliage et vicomté de Mortain, le Parlement de Rouen cassait et annulait une procédure engagée devant les juges consuls de Vire pour des affaires appartenant au ressort de Mortain et défendait aux parties de procéder ailleurs que devant la vicomté de Mortain sur le fait en question. (4)

En 1725, un habitant de Tinchebray en avait assigné un autre devant les juge et consuls de Vire pour affaires

(1) Actions en rescision de contrat.

(2) Action par laquelle la veuve réclame sa dot.

(3) La dessaisine est la contre-partie de la saisine.

(4) Archives nationales R4 1145. Inventaire I p. 55.

de commerce. Un huissier de Vire s'était transporté à Tinchebray dans le but d'exécuter le jugement et le vicomte de Mortain, après lui avoir fait défense de procéder à aucun acte, l'avait fait jeter en prison. Sur la prise à partie interjetée par l'huissier contre le vicomte, le Parlement de Rouen ordonna l'élargissement de l'huissier moyennant caution et sans préjudice de la question de fond. (1) Nous n'avons pu retrouver l'arrêt au fond, mais un conflit semblable ayant surgi en 1751, le 4 Février de la dite année, le Parlement de Rouen rendit un autre arrêt « où il déclare celui du 11 Février 1737 rendu en faveur des officiers du bailliage de Pont-l'Evêque contre les juge et consuls de Rouen, commun avec les juges du bailliage de Mortain contre les consuls de Vire, ce faisant maintient les dits juges de Mortain dans le droit de connaître des matières de commerce pour marchandises achetées, vendues ou promises payer dans l'étendue du dit bailliage de Mortain par les habitants y demeurant ; leur enjoint de juger consulairement et sommairement les dites matières, aux termes des ordonnances » ; l'arrêt fut signifié aux juge et consuls de Vire afin qu'ils aient à s'y conformer.

Les registres du bailliage nous ont permis de constater que les juges de Mortain tranchaient souvent des conflits en matière commerciale ; ils avaient soin, alors, d'insérer la formule « jugeant consulairement entre marchands, nous disons..... etc. » (1)

IV. *Matières d'exception.* Il va de soi qu'à Mortain comme partout, il existait des tribunaux d'exception qui enlevaient aux juridictions ordinaires, bailliage et vicomté, la connaissance de certaines affaires et notamment des

(1) Archives de la Manche A 546.

(2) Les cahiers du bailliage de Tinchebray en 1789 demandaient l'établissement de juges consuls à côté du bailliage. (Bridrey, op. cit. III. p. 350 et S.)

questions d'impôts. Ces juridictions ne rentrent pas dans le cadre de notre sujet, aussi n'en dirons-nous que quelques mots à seule fin de délimiter complètement la compétence du bailliage.

La première était *l'élection* ; cette juridiction connaissait de toutes les affaires litigieuses concernant les tailles et les aides ou impositions indirectes. Elles se composait d'un président, un lieutenant, deux élus, un procureur du roi, un greffier, deux receveurs et un huissier audiencier.

Puis il y avait la *Maîtrise des eaux et forêts* dont la compétence s'étendait à la police et à l'entretien des forêts du domaine de Mortain et surtout la grande forêt de Lande Pourrie. Aux termes de l'édit d'Octobre 1716 la maîtrise se composait d'un maître, un lieutenant, un procureur, un garde général qui encaissait, des huissiers, des gardes et des arpenteurs.

Il y avait encore le *tribunal des traites et quart-bouillons* qui jugeait des contraventions au règlement sur les sels.

Enfin il existait à Mortain un *prévôt des maréchaux*. Il est peut-être bon de faire observer que ces juridictions d'exception appartenaient au roi et qu'elles ne tombaient pas sous le coup de l'acte d'échange de 1529. Les justices ordinaires seules étaient devenues la propriété des comtes de Mortain. (1) Aussi, le lieutenant des maréchaux s'étant avisé un jour de réclamer au duc d'Orléans le remboursement de certains frais d'instance, il lui fut conseillé de s'adresser au roi. (2)

(1) Il faut faire exception cependant pour la maîtrise des eaux et forêts, car les derniers détenteurs des offices en réclamèrent la restitution au duc d'Orléans en 1793. Voir sur ce point le dernier chapitre.

(2) Archives de la Manche A 1371.



## CHAPITRE IV

### LES VOIES DE RECOURS

---

De droit commun les appellations des bailliages se portaient, suivant les règles de la compétence, au présidial ou au Parlement. Voyons ce qu'il en était pour Mortain et disons aussi quelques mots de certaines juridictions supérieures spéciales à la Normandie.

#### § I. LE PRÉSIDIAL

Nous avons déjà eu plusieurs fois l'occasion de rappeler l'acte d'échange du 15 Avril 1529 par lequel François I<sup>er</sup> cédait à Louise de Bourbon, princesse de la Roche-sur-Yon, et à ses enfants, le comté de Mortain avec la vicomté d'Auge. De cet acte il résultait que rien ne devait être changé à l'état de la justice à Mortain, aux privilèges, exemptions et autres avantages qui s'y trouvaient alors attachés : « les dites justices..... *demeureront* de qualité royale avec pareils et semblables privilèges et connaissances de toutes causes et cas royaux comme ils sont de présent durant le temps de rachat, (1) et à toujours si autrement par la dite évaluation n'en est ordonnée. »

(1) L'acte d'échange prévoyait une faculté de rachat pour la couronne dans un certain délai Henri II par des lettres données à St-Germain-en-Laye en 1548 déclara « ladite faculté de rachat expirée et passée et conséquemment ledit échange demeuré pur et absolu... »

Cet acte était formel. Le roi et ses conseillers n'en avaient peut-être pas prévu la portée ni les conséquences possibles, mais les gens de Mortain, appliqués à en faire sortir tout ce qu'il pouvait donner et à défendre âprement les franchises qu'il contenait en germe, ne manquèrent jamais une occasion, durant trois siècles, de le rappeler au roi et de le lui opposer toutes les fois qu'il s'avisa d'apporter quelque innovation dans l'état de la justice et des offices ; — et de fait, le roi ne parvint jamais à passer outre aux revendications dont il fut constamment saisi.

Les présidiaux furent créés par un édit de Janvier 1551. Ils devaient connaître en appel et en dernier ressort des causes ne dépassant pas dix livres de revenu ou 250 livres en capital, et, sous réserve du recours au Parlement, des causes allant jusqu'à vingt livres de revenu ou 500 livres de capital.

Au mois de Mars 1551, Henri II donnait à Reims un édit portant ampliation de l'édit du mois de Janvier précédent, sur la création, règlement et établissement des sièges de conseils, magistrats et juges présidiaux pour le Pays de Normandie. « Et premièrement avons établi et établissons en les villes de Rouen..., de Coudebec..., d'Andelys..., d'Evreux..., de Caen..., item en la ville et cité de Saint-Lo, siège présidial, huit conseillers et un greffier d'appaux, auquel outre le siège ordinaire dud. Saint-Lo, ressortiront, comme dessus, les vicomtés de Constance, Carentan, Vallognes, Avranches, *Mortain* et autres sièges particuliers, lesquels nuement ou par privilège ressortissaient directement en la cour du Parlement de Rouen... »

Fort peu de temps après, en 1552, un autre édit de Juillet portait translation du présidial de Saint-Lo en la ville de Coutances sous le prétexte que Saint-Lo était ville « sujette à mortalité et pestilence. »

Pour les gens de Mortain, la création des présidiaux et

notamment celui de Saint-Lo, dont ils devaient ressortir en appel aux termes de l'édit de Mars 1551, était une atteinte directe aux droits résultant de l'acte d'échange et à la clause qui stipulait que les juridictions du comté devaient « demeurer avec semblables privilèges à toujours. »

Aussi furent-ils des plus empressés à protester le Mardi 5 Juillet 1552, en la cour du Parlement de Rouen, lorsque furent reçues « les oppositions à la publication et vérification des précédentes lettres d'édit d'ampliation touchant les présidiaux établis en Normandie. »

« Par le Mercier, pour le duc de Montpensier comte d'Auge et de Mortaing... remontre le dit duc avoir eu du Roy par contrat d'échange émologuez en la Cour de céans, les dits comtez d'Aulge et Mortaing avec droict de justice ressortissant immédiatement en ladite Cour et de telles prérogatives qu'elle estait es mains du Roy, laquelle on prétendait altérer et changer au moyen des Edicts desdits Juges Présidiaux présentement leus ; parquoy avait ledit duc de Montpensier cause de s'opposer à la publication d'iceux pour l'intérêt qu'il y pouvait avoir, déclaroir toustefois qu'il s'arrestait pour le présent à protestation dont il demandait acte pour en advertir le Roy. » (1)

Le Roi et son conseil durent réfléchir quelque temps sur cet obstacle imprévu car la réponse ne vint que quelques années plus tard, comme il résulte de la mention suivante portée à l'Inventaire du chartrier de Mortain :

« 13 Février 1555, copie collationnée en papier, l'original étant au chartrier de Mortain, des Lettres-Patentes données à Blois par Henri II, roi de France, qui ordonnent que le Comté de Mortain et les causes des sujets d'iceluy ressortiront nûment au Parlement de Rouen comme

(1) Offices de France III.

avant les édits de création et établissement des sièges présidiaux dans lesquels édits Sa Majesté n'a entendu comprendre ledit comté — avec deffenses aux Juges présidiaux de Saint-Lo et autres d'entreprendre aucune juridiction sur ledit Comté. Les dites lettres enregistrées au Parlement de Rouen, le 10 Mars 1555. » (1)

Mortain se trouvait donc maintenu dans son droit de ne relever que du Parlement. Mais l'affaire ne s'arrêta pas là. Comme il arrivait souvent sous l'Ancien-Régime où les privilèges s'enchevêtraient pour donner lieu à d'interminables querelles de juridiction ou de préséance, le présidial ne consentit pas de bon gré à se voir retrancher une notable partie des causes qui lui avaient été d'abord dévolues. En 1587 les officiers de Coutances et notamment l'un des conseillers du présidial, qui était en même temps caution de l'adjudicataire des droits de parisis des greffes du bailliage de Coutances, engagèrent une procédure contre les officiers du comté de Mortain, « dont le duc de Montpensier prit le fait et cause au sujet de l'opposition formée par ces derniers à la prétention des premiers qui était que les sujets du comté eussent au cas de l'Edit des présidiaux, à relever leurs appellations audit siège présidial de Coutances. » (2) Le livre d'Inventaire des papiers de Mortain fait mention d'un défaut levé au greffe du conseil privé du roi, le 25 Septembre 1587, par Monseigneur le duc de Montpensier prenant le fait et cause pour les officiers et habitants du comté de Mortain contre le procureur du roi et les officiers du siège présidial de Coutances, et plus loin encore, « mention d'un congé obtenu le 6 Octobre 1587 au conseil privé du roi par Monseigneur le duc de Montpensier, comte de Mortain, deffendeur contre le Procureur du Roy et gens

(1) Archives Nationales R4 1145. Inventaire I, p. 44.

(2) Archives nationales R4 1145. Inventaire I, p. 44.

tenans le siège présidial de Coutances demandeurs défaillants, par vertu duquel il est ordonné que lesdits demandeurs comparaitront le Mercredi lors prochain au Conseil, sinon sera fait droit. » (1)

Rien ne nous renseigne sur l'issue de ce procès, mais que Coutances ait fait défaut ou qu'il ait soutenu sa cause jusqu'au bout, en dépit des lettres patentes du roi, le résultat n'en est pas moins certain, et nous savons que Mortain comme Tinchebray n'ont jamais cessé par la suite de relever nûment du Parlement de Rouen. Le dictionnaire d'Expilly que nous avons déjà cité, nous dit que « le baillage de Mortain est entièrement séparé et distinct de celui du Cotentin et a une exception particulière pour la juridiction seulement. » (2)

C'était donc au Parlement seul que ressortissaient en appel toutes les causes du comté de Mortain quelque fût le montant du litige.

## § II. LE PARLEMENT

Il importe de remarquer tout d'abord que ce ne fut pas toujours le Parlement de Normandie qui connut en appel des causes du comté de Mortain. Une première exception est certaine, c'est celle qui résulte de la Charte de Pierre de Navarre en 1401, aux termes de laquelle le roi de France exemptait Mortain des « eschiquiers de Normandie et en attribuait toutes les causes à sa Court souveraine de Parlement », autrement dit au Parlement de Paris. Ce privilège de juridiction fut maintenu jus-

(1) d<sup>o</sup> R4 1145, p. 469.

(2) En 1623, un huissier audencier au siège de St-Hilaire s'était avisé de présenter ses provisions et de se faire recevoir au prétoire de Coutances. Le bailli de Mortain lui interdit d'exercer sa charge jusqu'à ce qu'il ait fait apparaître ses lettres devant lui (Archives de la Manche A 631).

qu'au moment où la mort de Pierre de Navarre fit rentrer Mortain dans le domaine de la couronne (1412). (1)

Nous croyons qu'il a existé une autre exception antérieure à la précédente, à l'époque où le comté de Mortain était entre les mains des prédécesseurs de Pierre de Navarre, Philippe le Bon et Charles le Mauvais. Il existait en effet, aux environs de 1386, un échiquier du roi de Navarre à Evreux, et tout fait supposer que les causes venant du bailliage de Mortain ont été, à cette époque, soustraites à l'Echiquier de Normandie pour être portées à Evreux. Nous ne possédons d'ailleurs aucun renseignement sur ce point, mais il se peut, étant donné l'existence du conflit entre la maison de France et celle de Navarre, que l'évocation des causes de Mortain à l'échiquier d'Evreux ait été le résultat de la volonté unilatérale des princes de Navarre.

L'évocation des causes du comté de Mortain au Parlement de Paris, octroyée par la Charte de Pierre de Navarre, était en contradiction flagrante avec les Chartes aux Normands de 1314 et de 1315 données par les rois de France au Pays de Normandie.

La charte de 1315, notamment, spécifiait que « nul désormais ne pourrait être ajourné au Parlement de Paris à raison de procès nés dans le duché de Normandie. » On sait, il est vrai, que le roi ne se faisait pas faute de multiplier les cas d'évocation sous quelque prétexte que ce fût. En 1461, Louis XI sentait encore le besoin de répondre aux plaintes venant de Normandie en affirmant qu'il voulait que « d'ores en avant les causes de nostre pays et duché de Normandie soient traictées et déterminées au dict pays selon la coustume, sans, soulz umbre ou couleur de privilèges ou autrement, les distraire ou tirer hors du dict pays. » (2)

(1) Voir pièce justificative n° 2.

(2) Floquet. *Le parlement de Normandie*, I p. p. 100, 106 et 243.

Hormis les deux exceptions que nous venons de mentionner et que nous pensons être les seules, puisque l'occupation anglaise ne suspendit pas le fonctionnement de l'échiquier de Normandie, c'est à Rouen que furent constamment portés les appels du bailliage de Mortain, c'est-à-dire, jusqu'en 1515, à l'Echiquier de Normandie et plus tard au Parlement de Rouen.

En ce temps-là, comme on le sait, le recours contre les sentences du bailli pouvait prendre la forme de l'appel ou celle de la doléance.

En cas d'appel l'appelant fournissait des *gages pteiges* ; le bailli assignait les parties au prochain échiquier et il dressait un procès-verbal de l'assignation et du versement des gages ; chacune des parties rédigeait une « escroe » c'est-à-dire un mémoire contenant le récit des débats et l'exposé des prétentions adverses ; le bailli choisissait entre les deux escroes celle qui lui paraissait la plus exacte et il y mettait la mention : « accordé par le bailli ; » il y apportait même les modifications qu'il jugeait nécessaires. Lorsque le temps était venu, il se présentait à l'Echiquier porteur de l'escroe qu'il avait accordée, « enclose et scellée ». Les magistrats prenaient connaissance du jugement accordé et rendaient une première sentence sans avoir entendu les parties. Lorsque la requête du gagnant lui avait été accordée et que le perdant avait versé l'amende, les plaidoiries s'engageaient en vue d'arriver au second jugement qui devait trancher finalement le litige.

Au cas de doléance, le plaignant articulait ses plaintes contre le bailli. Le vicomte était alors chargé de prendre caution et d'ajourner le juge *dolu* en même temps que le gagnant. Devant l'Echiquier, l'intimé prenait le fait et cause du juge en se substituant en quelque sorte à lui ; le plaignant exposait ses griefs, l'intimé repliquait, et le débat, au lieu de s'arrêter aux motifs de la doléance,

remontait au fond même de la question. La cour rendait successivement deux sentences comme en cause d'appel. (1)

Qu'il s'agisse d'appel ou de doléance, le bailli devait donc comparaître aux assises de l'Echiquier. Une ordonnance de Philippe de Valois, en Décembre 1344, lui en faisait un devoir : « Cum ballivi nostri in Parlamento nostro, diebus balliviarum suarum comparere et remanere teneantur, et rationabiliter debeant ut earum sententias a quibus appellatur fuerit habere sustinere. »

En conséquence, quarante jours avant l'ouverture se faisait le cri de l'Echiquier et, par toute la Normandie, les sergents royaux allaient annoncer à son de trompe les prochaines assises. Les séances de l'Echiquier tenaient en suspens toutes les audiences de tous les tribunaux du pays et les juges se rendaient « au pieg des seigneurs de l'Echiquier. » (2) Les causes s'y succédaient dans un certain ordre qui était d'abord fixé suivant l'éloignement des bailliages : « il est assavoir qu'à l'échiquier les causes sont délivrées par l'ordonnance des bailliages ; c'est assavoir le bailliage de Costentin premièrement pour ce que c'est le plus loin, le bailliage de Caen après... etc. » Mais si les causes venaient au rôle selon l'éloignement des bailliages, la place qu'occupaient les baillis autour de l'échiquier était commandée par d'autres considérations : « et ainsi se cyrent (s'asseoient) les baillis auprès des présidents par ordonnance : c'est assavoir le bailli de Rouen, le premier comme le plus noble, le bailli de Caen après, le bailli de Caux après, le bailli de Costentin après, au plus bas. » (3)

(1) R. de Fréville. Les voies de recours devant l'Echiquier de Normandie au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, dans la *Nouvelle Revue Historique du Droit* 1908, p 313.

(2) Floquet, d° I p 62

(3) Coutume, Style et Usages dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie*, année 1851, XVIII<sup>e</sup> volume. Il n'est pas question du

Ce n'est pas seulement pour y soutenir l'appel des causes dont ils avaient connu en première instance que les baillis devaient se présenter aux « appeaux » de l'Echiquier et plus tard du Parlement. Ils y devaient comparance en dehors de toute instance et c'était une marque de déférence à laquelle ils étaient tenus envers les hauts personnages qui le composaient. Ils étaient censés s'y rendre pour ouïr les ordonnances réglementaires, recevoir les injonctions et répondre aux questions que l'on jugerait utile de leur poser. Le devoir de comparance était dû, non seulement par les grands baillis, mais par tous « les officiers ressortissant sans aucun moyen à l'Echiquier, ensemble nos vicomtes du bailliage duquel se traiteront les affaires en iceluy Echiquier ou leurs lieutenants. » Ainsi en décidait l'édit rendu en 1492 par Louis XII qui transformait l'ancien échiquier dont les assises ne se tenaient qu'à certaines périodes en une assemblée permanente. (1) Le roi fixait en même temps le nouvel ordre de comparance des bailliages de Normandie ; celui du Cotentin devait se présenter à l'Echiquier entre le lendemain du jour de la Trinité et « le quarantième jour ensuyvant après, icelui jour non compris ; » (2) c'est dans cette période et à condition d'y faire acte de présence pendant au moins huit jours, que les magistrats de tous les sièges du Grand Bailliage devaient se présenter à Rouen.

Lorsque François I<sup>er</sup> eut, par un édit du 7 Janvier 1515,

bailliage de Mortain englobé évidemment dans le Grand bailliage du Cotentin.

(1) Les partisans de l'existence d'un grand bailliage à Mortain tirent argument de ce que le bailli de Mortain était tenu de se présenter aux appeaux de la Cour. On voit le peu de cas qu'il convient de faire de ce devoir de comparance qui était dû par bien d'autres officiers que ceux des grands bailliages.

(2) Archives nationales B III 54. p. 117, sur la comparance aux appeaux de la cour.

donné le titre de Parlement à l'Echiquier de Normandie, rien ne fut changé à la comparance que continuaient de lui devoir tous les baillis. Le livre d'Inventaire du chartrier de Mortain fait mention à diverses reprises des appeaux auxquels se rendirent les magistrats du bailliage. (1)

L'appel des causes de Mortain au Parlement de Rouen se serait maintenu sans interruption jusqu'à la fin de l'ancien régime si, au mois de Septembre 1771, le roi, afin de briser la résistance des magistrats, n'en avait ordonné la suppression et le remplacement par deux *conseils supérieurs*. Celui de ces conseils dont le ressort s'étendait en Basse-Normandie fut installé à Bayeux ; il devait recevoir les appels des sièges d'Alençon, Argentan, Avranches, Bayeux, Caen, Carentan, Coutances, Domfront, Eixmes, Falaises, Montreuil, *Mortain*, Périers, Saint-Lo, Saint-Sauveur-le-Vicomte, Valognes et Vire. (2) Cette innovation qui se rattache à la fameuse réforme des Parlements par Maupeou n'eut aucun succès ; l'ancien Parlement de Rouen fut rétabli à l'avènement de Louis XVI.

### § III. LES GRANDS JOURS

Les Grands Jours étaient des assises tenues en différents endroits par une délégation du Parlement de Rouen. Les plus fameux de ces Grands Jours auxquels durent se présenter les juges de Mortain furent ceux de Septembre et Octobre 1540 qui se tinrent à Bayeux. C'était à peu près l'époque où, dans le comté de Mortain, les bailli, lieutenants, vicomtes et assesseurs se faisaient

(1) *idem.*

(2) Hippeau. *Le gouvernement de Normandie*, IV et Pezet *Etudes sur l'administration de la Justice en Basse-Normandie*.

remarquer par des absences fréquentes et prolongées au grand détriment de la justice. Les Grands Jours de Bayeux mirent à nu des scandales sans pareils dont ils eurent vite fait de relever la cause. Les officiers des Grands bailliages de Caen et de Coutances furent convoqués. « Encore que les Grands Jours eussent été annoncés et publiés dans le Cotentin et dans le Bessin trois ou quatre mois à l'avance, toutefois les officiers de justice de Carentan, de Saint-Lo, de *Mortain* et en un mot des bailliages de Caen et de Coutances, mandés devant la Cour des Grands Jours ne purent jamais justifier qu'ils eussent procédé sérieusement contre les coupables..... » « Ces officiers eux-mêmes soutenaient et recellaient en leurs maisons les malfaiteurs, les souffraient converser avec eux et fréquenter en publicq ». (Registre secret des Grands Jours, 27 Octobre 1540). (1)

#### § IV. LE GRAND SÉNÉCHAL DE NORMANDIE

Ce Grand Sénéchal avait été créé du temps des ducs à une époque où l'échiquier ne résidait pas en permanence. Il en était le président et il s'était attribué par provision la connaissance des causes durant les vacances de l'Echiquier. Philippe Auguste le supprima après la réunion à la couronne et les Anglais le rétablirent. Les lettres d'institution disaient alors qu'il était créé « pour garder les lois du pays, et ce qui était fait injustement par les baillifs et autres officiers corriger... » Il demeura longtemps encore après le départ des Anglais. En 1497, Charles VIII lui adjoignit une véritable cour qui se composait d'un président, cinq conseillers d'église, sept conseillers laïcs, un greffier, un huissier et un gentil-homme pour l'exécution des sentences. Deux ans plus tard, Louis XII, en organisant l'Echiquier permanent, mit fin à l'existence du Grand Sénéchal et de sa cour.

(1) Floquet. *Le Parlement de Normandie* II.



## CHAPITRE V

### LE BAILLIAGE DE TINCHEBRAY

---

Nous savons que Tinchebray était primitivement desservi par le bailli de Mortain et par son lieutenant général mais que la distance y rendit nécessaire l'établissement d'un siège particulier. Nous ne pouvons établir au juste à quelle date eut lieu cet événement qui dédoubla le bailliage de Mortain. (1) Des auteurs le placent en 1235, d'autres en 1551 et d'autres encore aux environs de 1700. (2) La première date est purement fantaisiste ; la dernière n'est pas exacte car nous savons qu'il existait un siège de bailliage à Tinchebray tenu par un lieutenant particulier du bailli de Mortain en 1622. (3) Reste celle de 1551 qui nous paraît assez proche de la vérité. Selon toute vraisemblance c'est au temps des guerres de religion que se produisit le démembrement. (4) Un mémoire rédigé en 1684 par le lieutenant particulier de Tinchebray, et sur lequel nous reviendrons un peu plus loin, nous explique de la manière la plus vraisemblable la genèse de cet événement. « Comme le siège de Tinchebray étoit le plus

(1) Lefaverais. *Etudes sur Tinchebray* dans les *Mémoires de la Société académique du Cotentin* III, 1785.

(2) Pigeon. *Le Grand Bailliage de Mortain*, p. 31.

(3) Archives nationales R4 1145. Inventaire I.

(4) Les guerres de religion passent communément pour n'avoir commencé qu'en 1661. mais il y eut de nombreux troubles bien avant cette date, et, sans affirmer ce que nous ignorons, peut-être pourrait-on dire que le fameux Montgomery, l'un des chefs protestants de la région, n'attendit pas le massacre de Vassy pour agiter les campagnes.

éloigné de la ville de Mortain où les officiers résidaient, et que le chemin en estoit très difficile et coupé par la forêt de Lande-Pourrie, les habitants de ce lieu-là ne pouvoient venir que difficilement audit lieu de Mortain, principalement dans le temps des guerres civiles, ce qui donna lieu au lieutenant général de Mortain de commettre un avocat dudit lieu de Tinchebray pour y tenir le bailliage en son absence. » C'est ainsi qu'à l'origine, le bailli de Mortain, afin de s'éviter des déplacements périlleux, donna pouvoir à un avocat de Tinchebray pour y tenir des assises. Le mémoire ajoute que les autres officiers de Mortain en firent autant ; le procureur du roi se fit remplacer par un homme de loi de Tinchebray. L'usage une fois établi de se constituer des suppléants, on en vint assez vite à concevoir la création d'un siège démembré qui serait tenu par un lieutenant particulier. Cette innovation peut être considérée en partie comme le résultat des guerres religieuses qui troublèrent la paix des campagnes et la date approximative de 1551 correspond à peu près à cette hypothèse. D'ailleurs l'Inventaire du chartrier de Mortain nous indique que le 22 Juin 1556, le duc de Montpensier présentait au roi M<sup>e</sup> Nicolas de Lavigne à l'office de lieutenant particulier du bailli de Mortain, au siège de Tinchebray. (1)

Ce qui est certain, c'est que la création d'un siège particulier à Tinchebray n'ôta pas au bailli de Mortain son droit de juridiction sur la région. Tinchebray se trouvait simplement confié à un lieutenant particulier du bailli de Mortain dont la mission était de tenir les plaids ordinaires sous la réserve, pour le bailli de Mortain, de s'y rendre lorsqu'il le jugerait bon. Le fait est certain, encore

(1) Archives nationales R<sub>4</sub> 1145. Inventaire II, p. 674. Ce Nicolas de Lavigne succédait lui-même à Michel de la Marre qui était peut-être le premier lieutenant. Sa nomination est signée de Loys de Bourbon.

que les officiers de Tinchebray aient essayé, à diverses reprises, de se défaire de cet état de dépendance et de renouveler à l'égard de Mortain la manœuvre de Mortain contre Coutances. Le 3 Juin 1788 les officiers assemblés au siège de Tinchebray dressaient un procès-verbal où ils déclaraient : « le bailliage de Tinchebray est de la plus haute antiquité et il se perd dans la nuit des temps les plus reculés et est pour le moins aussi ancien que celui de Mortain. Si celui-ci vient tenir les assises à Tinchebray c'est plus tost par une possession non contestée jusqu'alors que fondée sur aucun Titre ou Démembrement qui n'existe assurément pas. »

S'il est impossible de remonter dans la nuit des temps pour y retrouver les traces de l'antiquité de ce bailliage, il est peut-être plus facile de constater, comme nous l'avons fait en esquisant l'histoire de la justice au comté de Mortain, qu'il était question du bailliage du comté en 1285 et du bailliage de St-Guillaume en 1354 alors que rien n'annonçait l'existence d'un bailliage à Tinchebray. Le 8 Mars 1599 c'est le lieutenant général du bailli de Mortain qui va tenir les assises à Tinchebray. (1) Par la suite, c'est toujours au nom du bailli de Mortain que se prononcent les sentences et comme lieutenant particulier du bailli de Mortain au siège de Tinchebray, que le lieutenant de Tinchebray reçoit ses lettres de provision. (2) Le dernier qui tint le siège de Tinchebray et dont les provisions sont du premier Décembre 1762 est nommé pour l'office « de notre conseiller lieutenant particulier civil et criminel du bailliage de Mortain au siège de la Chatellenie de Tinchebray. » (3) Le rapport de dépendance de Tinchebray vis-à-vis de Mortain est donc bien

(1) Archives de la Manche A 347.

(2) Archives nationales Inventaire II, p. 674.

(3) Bridrey, op. cit. III, p. 333.

établi. En 1788, dans une lettre qu'il écrit à l'intendant de Caen, le subdélégué lui signale que le bailliage de Tinchebray « est un démembrement fort ancien de celui de Mortain. Le lieutenant général de Mortain y vient tenir ses assises. » (1) L'intendant de Caen faisant son rapport au garde des sceaux en 1788, lui mande que « le bailliage de Tinchebray quoiqu'il relève nûment du Parlement parait être un ancien démembrement de celui de Mortain. » (2)

Tinchebray entraînait avec lui dans son démembrement 19 paroisses si l'on en croit le subdélégué de la Roque (3), 20 d'après le rapport de l'intendant (4), qui en relevaient directement et tout entières, et trois autres qui n'en relevaient que pour partie sous le nom de châellenie de Tinchebray. Ce qui lui donnait une importance plus grande c'était l'ancienne haute-justice de Condé-sur-Noireau qui en relevait pour la connaissance des cas royaux et des dîmes et patronages seulement, car les affaires ordinaires en étaient portées directement au Parlement. Cette justice s'étendait sur 17 ou 18 paroisses égrenées dans les bailliages de Vire, de Falaise et de Caen ; la plus éloignée était la paroisse de Vaucelles aux portes de Caen. (5)

Nous n'avons pu savoir par quelle suite d'événements la haute justice ancienne de Condé s'était trouvée ressortir en partie au bailliage de Tinchebray. Le subdélégué de la Roque, dans sa lettre de 1788, l'explique en disant que le duc d'Orléans est suzerain de Condé par le comté

(1) Archives du Calvados C 6077, pièce 20.

(2) Archives du Calvados C 6079, pièce 48.

(3) idem. C 6077 pièce 20.

(4) idem. C 6079 pièce 48.

(5) Il y avait aussi à Condé une nouvelle haute justice seigneuriale mais qui était étrangère à Tinchebray ; ses appels se portaient à Vire, *archives du Calvados* (C 6079, pièce 48).

de Mortain. Ce qui est certain c'est que Condé-sur-Noireau appartient un moment aux comtes de Mortain et que plus tard ceux-ci voulurent en tirer prétexte pour y revendiquer la foi, la souveraineté et l'hommage. En 1360, Charles le Mauvais possédait la chatellenie de Condé-sur-Noireau à cause de son comté de Mortain. Il la donna à sa sœur Blanche de Navarre, reine de France, en se retenant cependant le ressort et la souveraineté. (1) Blanche de Navarre la donna à son tour, le premier Octobre 1398, à son neveu Pierre de Navarre « ensemble la tour ou chastel..... la ville dillec..... les fiefs..... rentes, chapons..... justices juridiction..... etc. » et le roi de France en 1408 en faisant de Pierre de Navarre un pair de France lui confirmait ce don. (2) En 1412, à la mort de Pierre de Navarre, Condé se sépara de Mortain, mais il semble que dès ce moment il y resta rattaché au point de vue de la juridiction pour les cas royaux. Cependant, en 1622, il y eut quelques difficultés à ce sujet entre le cardinal de Joyeuse, tuteur de Mlle de Montpensier et le comte de Flers, châtelain et haut justicier de Condé-sur-Noireau. Le Parlement de Rouen rendit un arrêt le 3-7-1622, où il déclara les terres de Condé-sur-Noireau tenues de plein fief du roi par son duché de Normandie et ordonna mainlevée d'une saisie féodale faite au nom de la duchesse de Montpensier. (3) Mortain chercha alors des fondements à sa juridiction sur Condé ; on découvrit des traces d'aveux rendus pour Condé au comte de Mortain en 1417 par Charles de Rohan et en 1446 par Louis de Rohan. Le duc d'Orléans revint plus tard sur cette question et consulta le commissaire domanial de Mortain dont l'avis fut que Blanche de Navarre ayant eu Condé de son père

(1) Archives nationales R4 1039. Mémoire pour montrer que la terre de Condé est dépendante du comté de Mortain.

(2) Sauvage, op. cit. p. 218.

(3) Archives de la Manche A 289, p. 142.

en parage, et le parage finissant au sixième degré d'après la Coutume de Normandie, la foi et l'hommage devaient désormais revenir au comté de Mortain. (1) Un mémoire fut dressé qui contenait tous les moyens invoqués par Mortain. (2) Les conclusions en étaient assez fortes pour revendiquer, non seulement la mouvance de la chatellenie de Condé, l'hommage et la juridiction, mais encore la réunion totale en vertu du retrait féodal. Nous ne savons quelle suite fut donnée à ces travaux, ni quels résultats ils obtinrent ; toujours est-il qu'en 1789 Tinchebray connaissait pour Mortain des cas royaux de la haute justice ancienne de Condé qui s'étendait sur 17 ou 18 paroisses. (3) A cette date cette justice se composait d'un bailli, d'un lieutenant et d'un procureur fiscal. (4) Il est inutile de dire que la propriété en appartenait au seigneur de Condé et nullement au comte de Mortain.

Le siège de bailliage de Tinchebray était assez démuni. Il se composait vers la fin, d'un lieutenant particulier civil et criminel qui s'intitulait lieutenant général, d'un assesseur civil et criminel, d'un procureur du roi et d'un commissaire aux saisies réelles. Il y avait eu autrefois un avocat du roi mais son office avait été réuni à celui du procureur par des lettres patentes. (5) Le tribunal avec ses trois magistrats était parfois insuffisant pour juger les causes ; il suffisait que l'un deux soit absent ou malade et que le ministère public soit occupé pour qu'il n'y ait plus qu'un seul juge. Quand la vicomté existait, ses officiers venaient compléter le bailliage ; après sa suppression il n'y eut plus que les avocats pour remplir

(1) *idem*.

(2) Archives nationales R<sub>4</sub>, 1039.

(3) Archives du Calvados C 6077 pièce 23 et C 6079, pièce 48.

(4) Archives du Calvados C 6077, pièce.

(5) Archives du Calvados C 6077, pièce 23. Bridry op, cit III, p, 296,

cet office et ils étaient rares à Tinchebray. Aussi, dans leurs cahiers de 1789, les députés de Tinchebray demandèrent-ils que le nombre des juges ne puisse être inférieur à cinq. (1)

Nous ne dirons rien ici de la vicomté de Tinchebray ni de sa sergenterie dont nous avons déjà parlé. (2) Il existait quelques basses justices à l'intérieur du bailliage, dont la compétence devait être purement domaniale. On signale celle de Cerisy-Belle-Etoile, celle de Ligoisière dans la même paroisse, celle de Hogny, (3) celle de Saint-Jean-des-Bois dont les plaids et gages plèges étaient tenus en 1664-1705-1707 et 1736 par le lieutenant du bailliage lui-même, au nom du chapitre de Mortain, seigneur de l'endroit. (4)

Il va de soi que des difficultés s'élevèrent plus d'une fois entre le lieutenant particulier tenant le bailliage de Tinchebray et les officiers de Mortain lorsqu'ils y venaient, soit pour tenir leurs assises de temps à autre, comme ils en avaient le droit, soit pour compléter le tribunal. En 1622, un premier conflit fut soumis au conseil de Mlle de Montpensier pour y mettre ordre. Les sieurs Poulain et Advenil, lieutenant général et lieutenant particulier au bailliage de Mortain, prétendaient à l'encontre du sieur Jean Guirard, lieutenant du bailli de Mortain à Tinchebray, que celui-ci ne pouvait tenir sa juridiction lorsqu'ils y venaient eux-mêmes pour leurs assises. Celui-ci au contraire, soutenait que la juridiction lui était acquise toute l'année, hormis les deux grandes assises de Pâques et de la Saint-Michel qui étaient de tout temps tenues par les officiers du siège principal.

(1) Bridrey op. cit. III, p. 350.

(2) Les huissiers de Tinchebray étaient les mêmes que ceux de Mortain, Archives du Calvados C 6079, pièce 48.

(3) Dumaine. *Tinchebray et sa région*, I, p. 118.

(4) Archives municipales de Mortain.

Nous n'avons trouvé aucun renseignement sur la façon dont le conseil de Mademoiselle trancha la difficulté.

Deux ans plus tard, en 1684, une querelle d'un autre genre s'éleva entre le lieutenant particulier du siège de Tinchebray, M. de la Barberie, écuyer, sieur de Reffuveille, et celui de Mortain, M. de la Roque, sur le point de savoir lequel des deux siégerait à la droite du lieutenant général lorsqu'il tenait ses assises à Tinchebray et opinerait le premier. Le lieutenant de Tinchebray était intimé en appel et demandeur en exécution d'un arrêt de la cour du 30 Juillet 1624, contre le lieutenant de Mortain appelant d'une sentence rendue au dit bailliage de Mortain, le 17 Février dernier et défendeur à l'exécution du dit arrêt de 1624. (1) Ce premier arrêt de 1624 avait jugé que le lieutenant particulier de Tinchebray devait avoir le pas sur celui de Mortain, siéger à droite et opiner le premier, en se fondant sur un usage fortement établi. Nous ne savons pas ce que décida le second arrêt.

En ce qui concerne les autres questions, les audiences du tribunal baillier, la vicomté de Tinchebray, la compétence respective du bailliage et de la vicomté, les sergenteries, les fonctions des sergents par rapport aux huissiers, le caractère des basses justices seigneuriales, les voies de recours, nous renvoyons simplement aux différents chapitres où ces matières ont déjà été traitées sans qu'il y ait lieu d'y rien changer.

(1) Mémoire du sieur de la Barberie, communiqué par M. Gastebois, directeur de la *Revue du Mortainais*.

## CHAPITRE VI

### LA QUESTION DU GRAND BAILLIAGE ET LA QUERELLE ENTRE COUTANCES ET MORTAIN

---

Nous avons déjà traité la question de l'appel au Présidial sur laquelle nous ne reviendrons pas. Nous voudrions ici, nous plaçant à un point de vue plus large que celui de la simple question juridictionnelle et considérant les bailliages en tant que circonscriptions administratives de l'ancienne France, traiter la question des rapports de dépendance entre Mortain et Coutances et voir ce qu'il faut penser de la prétention de Mortain à constituer un grand bailliage indépendant du Cotentin et placé sur le même rang que les sept grands bailliages qui existaient de tout temps en Normandie depuis Philippe-Auguste. En recherchant les origines de la justice dans le comté de Mortain, nous avons déjà insisté sur les relations qui existèrent longtemps entre le bailliage du Cotentin et le comté de Mortain. Dans le but d'apporter notre contribution à la solution d'une question qui intéresse vivement l'histoire locale, nous voudrions rechercher si le bailliage de Mortain, surtout depuis l'acte d'échange de 1529, a pu prétendre justement à occuper le rang de grand bailliage.

Les avantages attachés à la qualité de Grand Bailliage, expliquent qu'un grand nombre de sièges inférieurs aient tenté à plusieurs reprises de se faire passer pour de grands bailliages. Au point de vue juridictionnel, l'avantage était à peu près nul puisque les sièges inférieurs

avaient une compétence égale à celle des sièges principaux et qu'ils relevaient les uns comme les autres, en appel, du Parlement ou du Présidial selon le cas. Encore faut-il remarquer, cependant, que les chambres présidiales étaient attachées aux grands bailliages. (1) Au point de vue administratif, au contraire, les privilèges étaient autrement importants. La qualité de Grand Bailliage entraînait le pouvoir de convoquer le ban et l'arrière ban, le droit de députer immédiatement aux Etats Généraux sans être soumis aux formalités de l'élection à deux degrés, et, par dessus tout, le privilège de communiquer directement avec les Ministres, de recevoir immédiatement les ordres du Roi, avec mission de les transmettre aux sièges inférieurs. Le bailli d'un grand bailliage était de droit Grand Bailli d'Epée, privilège qui n'était accordé qu'exceptionnellement aux baillis de sièges inférieurs lesquels n'étaient d'ailleurs présidés la plupart du temps que par des lieutenants. On comprend que de telles attributions aient relevé considérablement le prestige des grands bailliages au regard des bailliages démembrés. C'est au moment de la convocation des Etats Généraux de 1789 que se manifesta avec le plus d'éclat la prétention de Mortain d'avoir un grand bailliage afin de députer directement aux Etats-Généraux. Les lettres du 27 Avril 1789 par lesquelles le Roi indiquait la procédure à suivre pour les élections, distinguait entre les bailliages et sénéchaussées de première classe, auxquels les lettres étaient envoyées directement, et les bailliages ou sénéchaussées de deuxième classe, appelés encore bailliages et sénéchaussées secondaires. Les premiers devaient députer directement à Paris comme aux Etats de 1614 ; les seconds devaient seulement par

(1) Notons aussi que les tarifs des procureurs étaient plus élevés auprès des Grands Bailliages. Nous revenons sur ce point un peu plus loin.

une réunion préliminaire, nommer, au premier degré, des députés qui se rassembleraient au chef-lieu du grand bailliage pour y choisir ceux d'entre eux qui devaient se rendre à Paris.

En cette occurrence, il importait plus que jamais de passer pour un grand bailliage et de députer immédiatement aux Etats-Généraux. Par malheur, le roi attribua le rang secondaire au bailliage de Mortain et n'envoya ses lettres qu'au grand bailli du Cotentin. Celui-ci les communiqua à Mortain avec toutes sortes d'attentions qui ne sont pas loin de marquer quelque étonnement de cette procédure nouvelle, tant le Cotentin était accoutumé à voir Mortain se passer de ses services. Immédiatement, le lieutenant général du bailli de Mortain, M. de Vaufleury, puis une assemblée de protestataires, puis les légistes de l'endroit, puis enfin le grand bailli lui-même, M. de Géraldin, qui se crut offensé par cette affaire, s'appliquèrent à rédiger des mémoires, protestations, moyens, lettres, à l'effet de convaincre le roi et surtout M. Necker du droit incontestable du comté de Mortain à posséder un grand bailliage.

Contentons-nous de résumer brièvement toutes ces pièces et d'en extraire les principaux arguments. Nous en voyons cinq. Le premier, c'est que les baillis de Mortain ont, de tout temps, convoqué le ban et l'arrière-ban des vassaux ce qui est le propre de la fonction du Grand Bailli d'Epée. Le second, que Mortain a son Grand Bailli d'Epée et qu'il ne peut y avoir de grand bailli d'épée qu'au siège d'un grand bailliage. Le troisième, que Mortain possède un bailliage aussi ancien, peut-être plus ancien que celui de Coutances, et, qu'à ancienneté égale, étant que celui de Coutances, et qu'à ancienneté égale, étant donnée l'importance considérable du comté de Mortain, jamais eu la prééminence sur celui de Mortain. Le quatrième, que Mortain députait directement aux Etats

de Blois en 1588 (on cite même la famille de Vauborel comme y ayant envoyé quelqu'un) et aux Etats de Sens en 1614. (1) Le cinquième et le plus puissant argument se fonde sur le contrat d'échange de 1529 et sur les nombreux privilèges qui en ont été la suite.

Le développement de tous ces arguments et de d'autres encore, constitue un dossier considérable qu'il est impossible d'analyser par le détail. (2) Quelle qu'ait été la force probante de certains des arguments invoqués, la Cour ne se laissa pas fléchir et M. Necker répondit à tant de démarches par un simple billet dont on trouve la copie aux Archives, qui rejetait purement et simplement les prétentions de Mortain.

Les quelques auteurs et les chercheurs d'histoire locale qui ont envisagé cette question, sont assez généralement d'accord pour convenir que si le bailliage de Mortain ne fut pas, quoiqu'en pensent les protestataires de 1789, de tout temps un bailliage principal, il y a lieu cependant de lui reconnaître cette qualité à partir de l'acte d'échange de 1529 qui semble marquer le point de départ d'une indépendance absolue du bailliage de Mortain par rapport à celui de Coutances. (3)

(1) Les archives nationales B III 54 mentionnent un compte rendu ainsi conçu : « En extraordinaire de bailliage tenu à Mortain... par nous Gilles Fortain. lieutenant général civil et criminel de M. le bailli de Mortain, le 2<sup>e</sup> jour d'août l'an 1614 se sont présentés les ecclésiastiques, nobles, gens de la justice, Etat commun et propriétaires pour délibérer et aviser entre eux, pour le Bien public et du pays, lesquelles personnes ils doivent élire et députer pour comparaître en l'assemblée et séance générale des Etats-Généraux de ce royaume termés au X<sup>e</sup> de septembre prochain en la ville de Sens. » Ce fut Jean Tesson écuyer, qui représenta ou qui devait représenter le corps de la justice et le Tiers-Etat. Cette représentation est d'ailleurs contestée et il semble que les députés n'aient pas paru aux Etats Généraux ou qu'ils n'y aient pas été admis.

(2) Archives nationales B III 52 et B<sup>o</sup> 35.

(3) Bridrey. *Cahiers de doléances du bailliage du Cotentin*. Pigeon. *Le grand-bailliage de Mortain*.

Quant à nous, il nous paraît que, même à cette date, et encore qu'il y eut de nombreux indices permettant de s'y tromper, il est permis d'affirmer que rien, en droit, ne vient légitimer une semblable prétention. Tout se réduit à une série de manœuvres habiles, d'empiètements inlassables et répétés, de protestations et de démarches multipliées auprès des pouvoirs publics, et dans lesquels Mortain, ses comtes, ses juges, ses prêtres, ses nobles, ses hommes de loi, se prêtent alternativement main-forte pour se soustraire à la hiérarchie et se donner en toute ordre de choses un air d'indépendance. Par le canal des princes de Montpensier et d'Orléans, comtes de Mortain, on parvient aisément à l'oreille du roi, et les requêtes succèdent aux requêtes grâce auxquelles on multiplie insensiblement la masse des privilèges, des faveurs, des passe-droits, dont le détail ne tire pas à conséquence mais dont l'ensemble finit par donner les plus grandes illusions.

Pour trancher la question d'un point de vue véritablement supérieur et scientifique, il nous semble qu'il ne suffit pas d'énumérer et de faire valoir la multitude des privilèges arrachés ainsi successivement et par lambeaux à la monarchie. Cette vue fragmentaire nous paraîtrait erronée. Ce qu'il importe de savoir, c'est si l'administration royale a jamais, au cours de l'histoire et dans aucun acte, traité Mortain comme un Grand Bailliage, et si elle l'a quelquefois placé sur le même pied que les sept Grands Bailliages de Normandie. Si nous arrivons à prouver qu'en dépit d'une multitude de petits privilèges, la monarchie n'a jamais, dans ses actes officiels *d'intérêt général*, cessé de ranger Mortain au nombre des sièges inférieurs, nous aurons, nous semble-t-il, prouvé du même coup l'inanité des revendications de son bailliage.

La tendance générale des gens de Mortain à s'insurger contre toute dépendance, se manifeste dans le fait par le

clergé de se servir du bréviaire de Paris et de refuser de recevoir l'évêque d'Avranches, (1) dans le fait par la Maîtrise des Eaux et Forêts de Mortain de ne vouloir relever que de la Table de Marbre de Paris et non du Grand Maître des eaux et forêts des départements de Caen et d'Alençon, (2) dans le fait encore de vouloir échapper à la gestion du Trésorier Général de sa Majesté établi en la charge de Caen, (3) dans cet autre fait de prétendre au droit de convoquer le ban et l'arrière-ban, etc..... Toutes ces revendications partielles, auxquelles la royauté, par déférence pour les maisons de Montpensier et d'Orléans donnait souvent gain de cause, aboutissaient à confirmer dans l'esprit des habitants de Mortain et à consolider en fait la thèse du Grand Bailliage qui finit par surgir un jour de la masse même des privilèges.

De tous les arguments mis en avant pour défendre l'idée du Grand Bailliage il n'en faut retenir que deux qui sont les principaux et qui contiennent tous les autres : premièrement Mortain possédait un Grand Bailli d'Épée, il constituait donc un Grand Bailliage, et, secondement, l'acte d'échange de 1529 lui accordait des prérogatives qui en faisaient un Grand Bailliage.

L'étude de ces deux questions, en même temps qu'elle nous conduira à apporter notre contribution à la solution du problème, nous permettra par surcroît de revenir sur quelques points d'histoire que nous n'avions traités que brièvement, nous réservant de les retrouver ici.

(1) Sauvage. *op. cit.* p. 233, le clergé de Mortain intenta un procès à l'évêque d'Avranches qui prétendait le soumettre à sa visite pastorale. La cause alla jusqu'à Rome qui donna tort au chapitre de Mortain (1433).

(2) Archives nationales R4 1145. Inventaire I p. 54.

(3) Archives nationales R4 1145. Inventaire I p. 13, Ordonnance du 29-8-1557 défendant au Trésorier Général de Caen d'entreprendre sur le comté de Mortain, et lettres patentes de Charles IX le 7 septembre 1570, confirmant l'ordonnance précédente.

## § I. LE GRAND BAILLI DE MORTAIN

Il est incontestable qu'il y a eu des grands baillis d'épée à Mortain et nous savons ce qu'il faut entendre par là: C'est Henri III qui, par son édit de Blois de 1576, dont nous avons déjà parlé, ôta aux baillis la fonction judiciaire et ordonnait que « dorénavant nul ne serait bailli ou sénéchal » « qui ne fut de robe courte, gentilhomme de nom et d'armes, âgé de trente ans et qui auparavant n'eût commandé en l'état de capitaine, lieutenant, enseigne ou guidon de gendarmes des ordonnances ».

Le bailli devenait le représentant du roi dans les régions au titre principalement militaire et féodal, d'où lui vint le nom de bailli de robe courte ou d'épée. Bon nombre de bailliages démembrés qui, à la suite de circonstances diverses, possédaient un bailli particulier et non pas seulement un lieutenant du grand bailli, se contentèrent d'un bailli de robe longue, véritable magistrat gradué en droit. Mais le comté de Mortain qui appartenait à la première famille de France, et dont les baillis avaient toujours été de bonne noblesse, ne pouvait faire autrement que d'avoir son Bailli d'Épée. Il l'obtint. A quelle date se fit cette transformation ? Un auteur a cru pouvoir dresser une liste des baillis d'épée qu'il fait remonter à l'édit de Blois, voire même, ce qui est plus singulier, avant cet édit. (1) En 1596, le bailli de Mortain devait encore être de robe longue, car il existe dans l'inventaire du comté de Mortain la mention d'un arrêt du Conseil privé du roi à la date du 19 Mars 1596 « qui ordonne que le sieur du Bailleul, bailly de Mortain, représentera dans un mois à Monseigneur le duc de Montpensier les lettres de nomination et de provision par lui obtenues dudit office pour l'exercer en robe longue,

(1) Pigeon. op. cit. p. 31.

ensemble l'arrêt de sa réception, pour ce fait obtenir dudit seigneur duc d'autres lettres de nomination et, sur icelles, provision de S. M. audit office de Bailly pour l'exercer en robe courte. » (1)

Il existe en outre dans le même inventaire la mention d'une lettre écrite à M. de Montholon (2) en Avril 1625 par les officiers du bailliage de Mortain, « par laquelle sur l'avis qu'ils ont eu que le sieur de Poilly résigne à son fils, son office de bailli de Mortain, ils prient le sieur de Montholon de faire en sorte que, par les lettres qui seront délivrées au sieur de Poilly fils, il soit dit qu'il tiendra ledit office en courte robe ». (3) On saisit ici sur le vif la préoccupation sans cesse vigilante des officiers de Mortain de rehausser l'éclat de leur juridiction. Tout laisse à penser que le comte de Poilly qui cédait ainsi son siège à son fils, ne le tenait encore qu'en robe longue, autrement on ne comprendrait pas pour quelle raison celui-ci aurait risqué de ne point hériter des mêmes titres que son père.

En 1690, l'inventaire relève encore la nomination de René-Joseph du Bailleul à l'office de bailli d'épée de Mortain. (4) Il y a donc eu des baillis d'épée à Mortain et le dernier, M. de Géraldin, qui tient le siège en 1789, a grand soin de faire valoir ce titre lorsqu'il écrit à Monsieur le directeur général des finances pour protester contre le rôle de bailliage secondaire auquel on condamne alors Mortain. Il se plaint en ces termes : « cette qualification porte la plus cruelle atteinte aux privilèges et aux droits réels de tous les ordres et anéantit par le fait, la charge de Grand Bailli d'Epée dont j'ai l'honneur d'être pourvu... » C'est à cette qualité de bailli d'épée qu'il faut

(1) Archives nationales R4 1145. Inventaire II, p. 632.

(2) Alors tuteur de Mlle de Montpensier comtesse de Mortain.

(3) Archives nationales loc. cit. p. 396.

(4) Archives nationales R4 1145, II, p. 632.

attribuer le droit qu'ont toujours exercé les derniers baillis de convoquer le ban et l'arrière-ban des vassaux et qu'il paraît difficile de leur contester.

Mais de ce que Mortain a possédé longtemps un bailli de robe courte ou d'épée, faut-il en conclure à l'existence d'un bailliage principal ?

Il n'y a pas d'argument qui puisse nous incliner à répondre par l'affirmative. La faveur du roi accordant le titre de bailli d'épée ne pouvait à notre sens, avoir d'autre effet que de rehausser l'éclat personnel du bailli de Mortain sans, pour autant, bouleverser la géographie politique et administrative de la Normandie.

Le roi créant un bailli de robe courte, ne disait pas que dorénavant Mortain tiendrait le rang de grand bailliage à côté des sept grands bailliages anciens de la province. Cela est si vrai que nous pourrions trouver d'autres bailliages inférieurs présidés par des baillis d'épée, tel celui de Mortagne dont il est fait mention au Répertoire de Guyot. (1)

## § II. L'ACTE D'ÉCHANGE DE 1529

Du point de vue des voies de recours, nous avons vu que Mortain avait été dispensé par cet acte de l'appel au présidial. Du point de vue de l'état des offices, nous avons vu aussi que le même acte mettait Mortain à l'abri des transformations que les rois y apportèrent par la suite. Du point de vue administratif et général qui nous occupe actuellement peut-on dire que ces privilèges de juridiction aient emporté l'existence d'un grand bailliage à Mortain ? Les auteurs anciens ne semblent pas l'avoir pensé et le dictionnaire d'Expilly que nous avons déjà

(1) p. 448 V<sup>o</sup> baillages.

cité déclare « que le bailliage de Mortain est entièrement séparé et distinct de celui du Cotentin et a une exception particulière pour la juridiction seulement. » Le privilège de juridiction, pas plus que l'existence d'un bailli d'épée, ne saurait avoir pour effet d'élever le bailliage lui-même au rang immédiatement supérieur. Les justices qu'à la suite de circonstances diverses la monarchie exempta de l'appel aux présidiaux, sont nombreuses, et s'il fallait en conclure à l'existence d'autant de grands bailliages, l'administration de l'ancienne France, déjà si confuse, en serait devenue totalement inextricable. Bien mieux, il a existé des justices seigneuriales auxquelles fut octroyé le privilège d'aller directement au Parlement, alors que leur nature même de justices seigneuriales leur rendait impossible l'érection en grand bailliage. En Bretagne les justices des évêques, appelées « régaires », et les justices des duchés prairies de Penthièvre et de Rohan, obtinrent au moment de la création des présidiaux le privilège de ressortir immédiatement au Parlement de Rennes. Il n'est venu à personne l'idée de soutenir que de ce privilège découlait l'existence de nouvelles sénéchaussées en Bretagne. (1)

Il est donc permis de conclure contrairement à certaines apparences d'ailleurs parfaitement susceptibles de tromper les observateurs peu avertis, que Mortain n'eut jamais un grand bailliage tenant rang parmi les grands bailliages normands. Nous croyons qu'il est facile d'en fournir la preuve en s'aidant des actes officiels de la monarchie qui sont, en définitive, le fondement même de l'ancienne administration. L'abondance nous obligera seule à limiter le nombre des exemples que nous choisirons dans les actes postérieurs à l'échange de 1529.

(1) Giffard. *Les justices seigneuriales en Bretagne*.

Aux Etats de la province de Normandie tenus en 1583 les bailliages sont énumérés et Mortain n'y figure pas ; on voit seulement dans le *bailliage de Costentin* un Jacob de Lossendière, député pour la vicomté de Mortain. (1)

En 1590, au mois d'Avril, aux Etats de Normandie se présentent des délégations des bailliages de Rouen, Caen, Caux, Costentin, Evreux, Gisors et Alençon. Point n'est question d'un huitième bailliage qui se serait tenu à Mortain, mais au nombre des représentants du Costentin se trouve Jehan le Sol pour le tiers état de la vicomté de Mortain. En 1597, en 1598, même représentation de Mortain au sein du bailliage de Coutances. En 1599, c'est Vincent le Got, archidiaque de Mortain qui est le député des gens d'église du Cotentin, et Gilles de la Broësse, seigneur de la Chapelle-Urée, qui représente également la noblesse du Cotentin.

Si nous continuons à parcourir la série des Etats de Normandie, nous trouvons invariablement et jusqu'au dernier jour, la même énumération des sept bailliages et la même mention de la vicomté de Mortain à l'intérieur du Cotentin. (2) Nous croyons inutile d'y insister plus longuement.

Au moment de la réformation de la coutume de Normandie, de nombreuses réunions de députés et de notables envoyés par les bailliages se tinrent sur la convocation du roi. Nulle part on n'y trouve la trace du Grand bailliage de Mortain. Le 17 Juillet 1577, des lettres patentes d'Henri III annonçant la réformation disent : « pour satisfaire à la requête qui nous en a été faite... au nom du dit pays... par les députez des bailliages de

(1) de Beaurepaire. *Cahiers des Etats de Normandie sous Henri III.*

(2) de Beaurepaire. *Cahiers des Etats de Normandie sous Henri IV et Cahiers des Etats de Normandie sous Louis XIII et Louis XIV.*

Rouen, Caen, Caux, Costentin, Gisors, Evreux et Alençon, seavoir faisons... etc. » Le 5 Août 1582 du même roi : « Henri par la grâce de Dieu etc... à nos amez et feaulx les Baillis de Rouen, Caen, Caux, Evreux, Costentin, Gisors, Alençon ou leurs lieutenants, etc. »

Notons cependant que dans ces dernières lettres il est dit que copie du projet sera envoyée « en chacune des vicomtés des bailliages de Rouen, Caux, Evreux, Caen, Costentin, Gisors, Alençon, *St-Sauveur-Lendelin, Si-Sauveur-le-Vicomte et Mortaing.* » et l'énumération de ces trois derniers bailliages qui apparaît à titre exceptionnel, serait de nature à troubler notre argumentation si leur nombre même ne nous permettait de dire que ce n'est pas à titre de grands bailliages qu'ils figurent ici. Il serait en effet inconcevable qu'il y eût trois grands bailliages à l'intérieur du Grand Bailliage du Cotentin.

Nous éprouvons pourtant quelque embarras à expliquer leur présence. Saint-Sauveur-le-Vicomte et Saint-Sauveur-Lendelin avaient chacun un bailli de robe longue et non pas seulement un lieutenant ; ajoutons que Saint-Sauveur-Lendelin appartenait à la famille de Penthièvre et que le bailliage de Saint-Sauveur-le-Vicomte, comme nous l'avons déjà dit incidemment, était issu directement d'une ancienne haute justice seigneuriale. Ces deux bailliages et celui de Mortain nous paraissent donc être, comme nous l'expliquions au premier chapitre de notre travail, des bailliages *inférieurs* mais non pas des sièges *démembrés* de celui de Cotentin. Ce caractère particulier serait, nous semble-t-il, de nature à expliquer que le roi ait eu pour eux une mention spéciale, mais qui ne va pas cependant jusqu'à les faire passer pour de grands bailliages. C'est pour la même raison sans doute qu'une autre fois, parmi les députés de Normandie réunis au mois de Mai 1583 au sujet de la réformation, on trouve énumérés après ceux des grands bailliages, les représentants de

Saint-Sauveur-Lendelin, Saint-Sauveur-le-Vicomte et Mortain.

Lorsque plus tard on voudra procéder à une nouvelle réformation de la coutume, l'an de grâce 1590, les Etats seront convoqués à Rouen et l'on verra figurer au nombre des députés pour le bailliage de Costentin, Jacques Fortin Restaudière de la paroisse de Lapentix délégué du tiers-état de la vicomté de Mortain. (1)

Beaucoup plus tard, le 18 Juin 1769, le roi donnait à Marly des lettres patentes portant règlement pour « l'administration de la justice dans la province de Normandie ». Les taxes prévues par lesdites lettres étaient de deux sortes et rangées sous deux chapitres différents. Le chapitre XVII indiquait la taxe applicable aux procureurs des *sept* bailliages principaux, et le chapitre XVIII la taxe applicable aux procureurs des bailliages démembrés. Une fois de plus et par un acte officiel des derniers temps, nous constatons que le roi ne reconnaissait que sept grands bailliages en Normandie.

Ces silences répétés quant au prétendu grand bailliage de Mortain sont la preuve la plus évidente de son inexistence. Il semble qu'il ne soit pas possible de s'y tromper désormais.

Il est vrai que l'entêtement de Mortain fut plus puissant que tous les arguments, et que les deux sièges de Coutances et de Mortain ne cessèrent pendant toute leur histoire de se contester leurs droits respectifs. Nous avons vu la procédure qui s'engagea à propos de l'appel au présidial ; c'est ici le lieu de rappeler deux autres conflits surgis en dehors de la question de juridiction.

Le 5 Février 1688, les officiers des bailliages de Saint-

(1) Voir les procès-verbaux de la réformation dans le Grand Coutumier général, par Bourdot de Richebourg. *Coutumes de Normandie*, p. 111 et s.

Lo, Carentan, Valognes, Saint-Sauveur-le-Vicomte, St-Sauveur-Lendelin, Avranches, Mortain et « autres du bailliage du Cotentin » furent convoqués en assemblée pour procéder à la répartition de 2300 livres qui constituaient la part contributive du Cotentin à des frais d'instance engagés au Conseil du roi « au sujet de la compétence des décrets ». Le bailliage de Mortain refusa de s'y rendre, mais on mit d'office à sa charge et à la charge de ses justices inférieures, la somme de 350 livres. Mortain porta l'affaire à Rouen et, le 28 Janvier 1689, le Parlement rendit un arrêt « entre le lieutenant général du Bailliage du Cotentin et siège présidial de Coutances demandeur à ce que la délibération cy-dessus soit déclarée exécutoire, ce faisant que sans avoir égard à l'opposition des officiers du bailliage de Mortain, ils seront tenus de contribuer de la somme de 350 livres cy-dessus — d'une part, et les dits officiers de Mortain deffendeurs d'autre part, par lequel arrêt lesdits officiers sont condamnés de payer aux officiers de Coutances la somme de quatre-cents livres tant pour leur part de la répartition en question que pour les frais dont sera fait répartition entre lesdits officiers de Mortain dans le mois, *sans attribution de juridiction, ni de supériorité entre les officiers desdits deux bailliages.* » (1)

Cette réserve finale est une simple précaution du Parlement où l'on devine son intention de ne pas dire son mot à propos de la grande querelle. Mais, sans vouloir l'avouer, il fait cependant comme si Mortain dépendait de Coutances puisqu'il le condamne à prendre sa part des frais de procédure mis à la charge du Cotentin tout entier.

Un autre conflit surgit en 1691. Louis XIV ayant convoqué le ban et l'arrière-ban par des lettres patentes du 3 Février adressées au gouverneur de la province et par

(1) Archives nationales R4 1145. Inventaire I, p. 52.

des lettres de cachet pour chacun des baillis, il se trouva que Mortain ne reçut pas d'avertissement direct. Le bailli de Coutances lança ses ordres de convocation pour tous les sièges inférieurs y compris celui de Mortain, mais les officiers s'y assemblèrent et dressèrent une protestation le 25 Avril. Le lendemain, Mlle de Montpensier fit signifier « au sieur de St-Pierre, bailli de Coutances la sentence rendue au bailliage de Mortain, le 25 Avril et les protestations y référées auxquelles elle persiste, déclarant qu'elle se pourvoira contre ledit de St-Pierre en cas qu'il veuille faire quelqu'entreprise au préjudice de Mademoiselle et des droits de son Bailly au dit Mortain. » (1)

Le bailli du Cotentin en reféra au lieutenant général de la province, M. de Matignon, lequel fit enlever et emprisonner le bailli de Mortain au château de Caen. La liberté lui fut rendue sur mémoires adressés au roi et à Louvois.

Ainsi persista jusqu'à la Révolution un état de rivalité incessante due tout autant à l'ignorance qu'effectait le bailliage de Coutances relativement à l'acte d'échange de 1529, qu'à l'insoutenable prétention du comté de Mortain de posséder un grand bailliage. La Révolution les accorda en les supprimant l'un et l'autre.

(1) Archives Nationales R4 1145 et B1 35.



## CHAPITRE VI

### LES DERNIERS JOURS DU BAILLIAGE DE MORTAIN

---

L'organisation de la justice au comté de Mortain telle qu'elle avait été fixée par le contrat d'échange de 1529 et telle qu'elle demeura jusqu'à la Révolution, faillit disparaître dans un vaste projet de réforme élaboré par la monarchie en 1788. Un premier édit du mois de mai, rendu à Versailles, supprima toutes les juridictions d'exception de France, maîtrises des eaux et forêts, greniers à sel, élections, traites, bureaux de finances et chambres des Domaines, et attribua leurs causes aux présidiaux et aux grands bailliages. (Art. 4).

Une ordonnance du même mois, rendue aussi à Versailles, apporta une révolution beaucoup plus importante dans l'état des justices du royaume. Tous les bailliages existant se trouvaient remaniés ou transformés ; quelques grands bailliages, peu nombreux, se substituaient aux anciens grands bailliages. C'est ainsi qu'en Normandie, d'après l'état annexé à cette ordonnance, il ne devait plus rester que trois grands bailliages : celui de Rouen, qui englobait les anciens grands bailliages de Rouen, Caux et Gisors et leurs sièges inférieurs ; celui de Caen qui se composait des anciens grands bailliages de Caen et de Costentin avec leurs démembrements ; enfin celui d'Alençon qui embrassait les anciens grands bailliages d'Alençon et d'Evreux et leurs dépendances. Quant aux autres sièges de bailliages non

érigés en nouveaux grands bailliages, ils étaient organisés en présidiaux, à l'exception de ceux auxquels leur peu d'importance permettait de substituer simplement un prévôt ou un magistrat quelconque, chargé d'assurer la tranquillité publique.

Ainsi, les nouveaux présidiaux devenaient des tribunaux de première instance, dont la compétence pouvait aller jusqu'à 4.000 livres en dernier ressort. Les nouveaux grands bailliages connaissaient en appel des causes n'excédant pas 20.000 livres.

Après avoir esquissé ce projet d'ensemble, l'ordonnance du mois de Mai 1788 prévoyait la nomination de commissions destinées à examiner les modifications qu'il serait utile d'y apporter. Ces commissions devaient se transporter dans les régions, entendre les officiers des différentes juridictions, enquêter et rendre compte des sièges qui pouvaient être supprimés sans inconvénient, comme de ceux qu'il était nécessaire de créer de toutes pièces, eu égard aux nouveaux besoins.

L'intendant de Caen et le subdélégué de Mortain eurent à donner leur opinion sur les transformations prévues par le roi. Ils ne manquèrent pas de signaler tout d'abord le fameux acte d'échange de 1529 qui n'avait pas cessé d'être un obstacle à toutes les tentatives de réformes essayées jusqu'à ce jour dans le comté de Mortain et qui menaçait encore d'entraver celle-ci. (1) Puis, au projet du roi de réunir en un seul grand bailliage les anciens grands bailliages de Caen et du Cotentin, ils opposèrent une sorte de contre projet dont voici les lignes principales : le grand bailliage et siège présidial de Coutances devait être maintenu et son ressort fixé aux bailliages inférieurs d'Avranches, Saint-Lo, Valognes, Carentan,

(1) Archives du Calvados C 6077, pièce 20, lettre du subdélégué Delaroque à l'intendant de Caen, et 6079 pièce 43, rapport de l'intendant au garde des sceaux.

Saint-Sauveur-Lendelin et Saint-Sauveur-le-Vicomte. (1) Quant à Mortain, sa population très nombreuse quoique pauvre demandait qu'il y soit établi un présidial ; (2) on y joindrait Tinchebray qui en avait été démembré autrefois, (3) le petit siège de Périers en Beauce et la petite paroisse de Milly manifestement trop éloignée du ressort d'Argentan dont elle dépendait jusqu'à ce jour. En ce qui concernait Périers et Beauce, l'intendant avait d'abord songé à leur rattachement au bailliage de Vire, de manière à faire de la rivière de *Sée* la frontière entre Vire et Mortain, mais puisque les terres en avaient été cédées au duc d'Orléans par le duc de Penthièvre il lui paraissait finalement qu'il était plus raisonnable de les ajouter à Mortain. (4) Mortain réalisait ainsi son ambition séculaire en devenant un présidial détaché du Cotentin. Par contre, Tinchebray y perdait son tribunal bailliauger ; l'intendant, ayant égard à l'importance du bourg de Tinchebray, proposait seulement d'y établir un juge unique conformément à l'ordonnance royale. Tinchebray résista. Déjà ses officiers réunis le 3 Juin 1788 avaient, en se fondant sur l'acte d'échange et sur l'intangibilité des juridictions du comté de Mortain, suspendu l'enregistrement de l'ordonnance royale jusqu'à ce qu'ils aient reçu avis du conseil du duc d'Orléans. (5) Les habitants adressèrent une pétition pour supplier « Sa Majesté... de nous accorder l'érection de notre bailliage en présidial et y joindre les paroisses mentionnées au mémoire pour composer son arrondissement. » (6) C'est peut-être afin de tenter le garde des sceaux que l'on dressa une liste des

(1) Archives du Calvados C 6079 pièce 41.

(2) Archives du Calvados C 6079 pièce 43.

(3) idem, pièce 48.

(4) Archives du Calvados C 6079 pièce 42.

(5) Archives du Calvados C 6077 pièce 22.

(6) id., pièce 26.

offices à créer pour la constitution d'un siège présidial, avec le nom des candidats propres à les occuper et l'évaluation supposée de leurs charges : il y en avait pour 122.000 livres. (1)

Tous ces projets et tous ces efforts n'aboutirent à rien. L'édit de Mai 1788 ne fut point enregistré dans les sièges de la province et n'y reçut jamais le moindre commencement d'exécution. Les Etats-Généraux, puis la Révolution, survinrent auparavant. (2)

La situation spéciale des offices du bailliage de Mortain créée au bénéfice des familles de Montpensier, puis d'Orléans, amena pendant la Révolution leur liquidation au détriment du dernier des comtes de Mortain. Un décret de la Législative et de la Convention, en date des 31 Août et 18 Octobre 1792, fixant le mode de remboursement des offices des justices seigneuriales, avait ordonné que ce remboursement serait fait par les propriétaires actuels des ci-devant seigneuries en se basant, soit sur l'évaluation à laquelle ils avaient pu donner lieu depuis 1771, soit, à défaut de cette évaluation, sur les quittances annuelles des droits de mutation, soit enfin sur la valeur des offices analogues dont le montant serait établi d'une façon certaine. (3)

Ce décret ne paraissait pas applicable au bailliage de Mortain dont les justices n'étaient pas à proprement parler seigneuriales, encore que le profit en revînt au seigneur. Un projet de décret fut déposé à la Convention par le député de l'Allier, Gilbert Chevalier, le 22 Août 1793, « sur la réclamation des officiers des bailliages et maîtrises des eaux et forêts de Mortain, Tinchebray, Pont-

(1) *id.*, pièce 24.

(2) Bridrey. *op. cit.* I p. 63.

(3) Duvergier. *Collection des Lois*, IV, p. 456.

l'Evêque et Honfleur pour parvenir au remboursement de leurs offices. » Par extension du décret du 31 Août 1792, il tendait à mettre le remboursement des offices au compte de Louis-Joseph-Philippe Orléans, dernier possesseur du comté de Mortain. Nous croyons qu'il fut adopté par la Convention car il existe aux Archives Nationales une cote contenant les lettres de provisions en faveur de M. de Géraldin, dernier bailli, et la quittance des droits de mutation par lui payés, sur laquelle cote il est écrit : « le Citoyen Logivière, au nom et comme chargé de la procuration du Citoyen Jolin..... (?) l'un des héritiers du Citoyen Géraldin... réclame du Citoyen d'Orléans la finance de l'office dont était titulaire le Citoyen de Géraldin, mort le 21 Mars 1793. » Aux termes de ce décret (1) les offices des bailliages et maîtrises des domaines du duc d'Orléans devaient être par lui remboursés sur le pied du dernier acte authentique antérieur au 4 Août 1789, portant acquisition ou transmission de chaque office.

A défaut de titre authentique ou ayant date certaine, le remboursement devait se faire en prenant pour base le taux des offices de même nature, conformément à la loi du 31 Août 1792. Le décret accordait aux créanciers un privilège et une hypothèque sur le contrat d'échange de 1529.

Cependant, pressé par les événements qui se succédaient et peut-être aussi par ses créanciers, Philippe-Egalité avait déjà vendu à un sieur Collet, de Saint-James, tout ce qui restait des domaines de Mortain, c'est-à-dire les bâtiments publics, les rentes en nature et en argent, la forêt de Lande-Pourrie et quelques terres. (2) Cette aliénation qui était faite moyennant 800.000 livres aurait dû permettre amplement de rembourser les offices

(1) Voir pièce documentaire n° 8.

(2) Sauvage. op. cit. p. 354.

des juridictions supprimées, si le temps n'avait pas fait défaut au duc d'Orléans ; mais, le 6 Novembre 1793 il montait sur l'échafaud, et rien ne nous indique que les offices aient été intégralement remboursés.

Quant au bailliage de Mortain lui-même, il disparut dans la réforme judiciaire introduite en 1790 par l'assemblée Constituante. Les anciens sièges de justice furent remplacés par un tribunal de district ; le ressort lui-même subit une notable diminution car le nouveau tribunal se vit retrancher tout ce qui constituait auparavant le siège démembré de Tinchebray. Enfin, la loi de pluviose an VIII mutila une fois encore l'ancienne circonscription de Mortain en lui ôtant une partie de la sergenterie Roussel pour la donner à l'arrondissement d'Avranches. (1)

## FIN

(1) C'est aujourd'hui le canton de Brécéy.

## PIÈCES JUSTIFICATIVES

---

### N° 1

Tiré de ALFRED COVILLE : *les Etats de Normandie, leurs origines et leurs développements*. Paris 1894.

1348, 7 Mars, — 1349 1<sup>er</sup> Mars (bibliothèque Nationale fonds français 6738).

Extrait du compte de Pierre Auzaire le jeune, trésorier du duc de Normandie, concernant l'aide apportée par les Etats de Normandie en 1348 :

« Pour lettres de Madame de Navarre par le dit trésorier envoyiez le mardi XVII<sup>e</sup> jour de juinq l'an XLVIII aux baillis de la dite dame, c'est assavoir aux baillis d'Evreux, de Mortaing et de Longueville, faisant mention qu'elle mandait aux dis baillis qu'ils feissent lever le dit prest ou subside et impositions en sa terre pour Monseigneur le duc, par Colin le courant, Colinet de Rouan et Guiffroy le Boursier. »

.....

« Pour Pierre Père, Robert le sot, Laurent Gasse et Jehan l'Abbé, par le dit thrésorier envoyéz de Rouen porter lettres de Monseigneur le duc à touz les baillis de Normendie et aux commissaires establiz sur le fait de ces présent subside et imposition esdiz baillifs affin que que yceulx tournassent par devers les baillis de Madame de Navarre et qu'ils baillassent les impositions et levassent le subside en la terre de la dite dame, et aussi que yceulx baillis baillassent les impositions jusque à XI moys, ja soit ce que autrefois leur avoit esté mandé, de laquelle chose eulx n'avaient rien faict. »

*Ordonnances des Rois de France de la Troisième Race. T. IX p. 423.*

Erection en comté Pairie, de Mortain. Lettres de Charles VI données à Chartres en 1401 et appelées charte de Pierre de Navarre.

*« Savoir faisons... que nous avons donné baillé, cédé et transporté à notre très chier et amé Cousin Pierrede Navarre, la Comté de Mortaing... lequel notre Cousin et toutes ses Causes et de ses Bailliz, Vicontes, Maistres des Eaux et Forestz et autres ses juges, justiciers, officiers et commissaires, à cause de leus Offices touchant icellui notre Cousin, et les droitz de sesdictes terres, meues et à mouvoir en demandant et en deffendant, Nous avons par la teneur de ces présentes et de nozdictes auctorité, certaine science et de grâce especial, exempté et exemptons de nos Eschiquiers de Normandie et de tous nos Bailliz, Sénéchaux, Vicontes, Prévotz, Commissaires et autres noz justiciers et officiers de notre Royaume, excepté de nous et de notre Court Souveraine de Parlement en laquelle vendront et ressortiront toutes les dictes causes de nostre dit Cousin et de ses Officiers, et aussi des Gens qui tendront ses Grands Jours en ses terres de Normandie et aussi en sesdictes autres terres, en l'auditoire desquelles vendront et seront déterminées toutes les Causes d'appel et de doléance qui seront faictes et vendront de ses Bailliz, Maistres de Forestz et sesdiz Grands Jours, pourra estre appelé en notre dicte Court de Parlement... »*

---

*Archives nationales. R<sup>1</sup> 1039.*

Contrat d'Echanges entre le roi François I<sup>er</sup> et Louise de Bourbon, princesse de la Roche-sur-Yon tant en son nom que comme ayant la garde noble de Louis et Charles de Bourbon ses enfants, des terres de Leuze et Condé pour les comté de Mortaing et vicomté d'Auge. (15 Avril 1525)

*« ...et aussi en considération de ce que les dites terres baillées par ledit seigneur roi à ladite dame pourraient grandement diminuer de valeur et revenu et les villes et pays sujets auxdites terres dépeuplez et appauvris, si les justiciers ordinaires, sceaux, contrats et tabellionnages desdites terres ne sont exercées sous le nom dudit seigneur roi et en qualité royale, dont se pourrait ensuivre que les greffes, prévôtes, amendes, droits, exploits, sceaux et escriptures qui ont esté baillées en grande estimation et revenu à la dite dame, viendraient en petite valeur et en serait la justice retardée ; pour ses causes et considération a esté accordé et convenu entre lesdites parties que lesdites justices ordinaires, sceaux, tabellionnages et greffes seront exercées sous le nom dudit seigneur roi et demeureront de qualité royale avec pareils et semblables privilèges et connaissance de toutes causes et cas royaux comme ils sont de présent durant le tems de rachapt et à toujours si autrement par ladite évaluation n'en est ordonné, en satisfaisant à l'intérêt de ladite dame de tous les prouffits, revenus, esmolusments tant desdites juridictions, greffes, tabellionnages que autres choses dessus dites demoureront à ladite dame et à son prouffit, et quand les officiers desdites terres vaqueront par mort, résignation ou autrement, la nomination d'iceux appartiendra à ladite dame audit nom et le don et institution audit seigneur roi lequel en pourvoira ceux qui seront nommez par ladite dame audit nom, et non autres... et seront les dites terres... etc.,.. »*

*Archives municipales de Mortain*

Etat dressé vers l'an 1620 (juridictions, tabellionnages, sceaux).

*Sergenterie de Tinchebray*

Tabellions de : Tinchebray, Beauchesne de St-Cormier, Mesnilcibout, St-Jean-des-Bois, Bernières et Rully, St-Quentin, Cresnays, Maisonnelles, Durcet et les Tourailles.

Le greffe vicomtal de Tinchebray.

Le contrôle des titres de Tinchebray.

Les petits sceaux de Tinchebray.

*Sergenterie Halley*

Le greffe vicomtal et des présentations de Mortain.

Le contrôle des titres de Mortain, St-Hilaire, Cuves et Teilleul.

Les petits sceaux de Mortain, St-Hilaire, Cuves et Teilleul.

Tabellions de : Mortaing, Romagny et Ger, Ger, Chérencey, Sourdeval.

*Sergenterie Roussel*

Le greffe vicomtal de Cuves.

Le greffe des présentations de Cuves.

Tabellions de : la Roche, St-Pair, Brécey, Cuves.

*Sergenterie Corbelin*

Le greffe vicomtal et des présentations de St-Hilaire.

Tabellions de : St-Hilaire, les Biards, Challendré, Ducey.

*Sergenterie Doissey*

Le greffe vicomtal et des présentations du Teilleul.

Tabellions du Teilleul, de Touchet, de Buaïs.

Un Notaire royal.

*Archives nationales R<sup>1</sup> 918*

Lettres de présentation d'Antoine de Géraldin à l'office de bailli de Mortain (1775).

« *Louis-Philippe d'Orléans, premier prince du sang, duc d'Orléans, de Chartres... comte de Mortain, à tous ceux qui ces présentes lettres verront salut. Le Roi ayant par arrêt de son Conseil et lettres patentes rendues sur iceluy du 26 septembre 1759, maintenu et conservé les charges et offices de sénéchaux, prévôts et baillys d'épée dans les provinces de son royaume, dans le droit d'hérédité à eux accordé par l'édit d'octobre 1693, la charge de Conseiller du Roi, bailli des comté et bailliage de Mortain que tenait et exerçait le sieur Pierre-Nicolas Remond de Géraldin, étant présentement vacante par son décès, et vous proposant d'y nommer un sujet en état d'en remplir dignement les fonctions, nous avons crû ne pouvoir faire un meilleur choix que de la personne du sieur Antoine-Anne-Nicolas Géraldin, chevalier comte de Lapenty... brigadier du roy... son fils... Nous, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons pour les présentes signées de notre main, nommé et présenté, nommons et présentons au Roi notre très honoré seigneur, le dit s<sup>r</sup> de Géraldin fils, pour le dit office de son conseiller, baillides Comté et Bailliage de Mortain, vacant comme dit est, pour l'avoir, tenir et doresnavant exercer, en jouir et user par le dit sieur de Géraldin fils, aux honneurs, autorités, prérogatives, privilèges, revenus et émoluments y appartenant, tels qu'en a joui, dû jouir le dit sieur de Géraldin père... suppliant très humblement Sa Majesté d'avoir pour agréable notre présente nomination et suivant icelle ordonner que toutes lettres et provisions sur ce nécessaires soient expédiées et délivrées en vertu des présentes auxquelles nous avons fait mettre notre scel, donné au Palais Royal à Paris, le 29 May 1775.*

*Signé L. Phil. d'ORLÉANS.*

(Archives nationales R<sup>1</sup> 916)

Quittance des droits versés pour la charge de bailli à Mortain.

*« J'ai reçu de M<sup>r</sup> Antoine-Anne-Nicolas Géraldin la somme de 1650 livres, savoir 1500 livres de principal et 150 livres pour les deux sols pour livre à laquelle a été taxée au conseil de Mgr le duc d'Orléans en faveur des enfants du défunt cy-après nommé l'office de Conseiller du Roi, bailli des Comté et Bailliage de Mortain, aux Gages, Droits et Emoluments y appartenant, vacant par le décès de M<sup>r</sup> Pierre-Nicolas Remond de Géraldin son père, duquel office le dit sieur de Géraldin fils désire être pourvu. Fait à Paris le 2<sup>e</sup> jour de Novembre 1774.*

*Signé : Loiseau de BÉRENGER. »*

*(Enregistré au Contrôle des Finances de Mgr le duc d'Orléans par nous soussigné conseiller de mondit Seigneur le 21 Novembre 1794).*

---

(Archives municipales de Mortain)

Lettres de garde gardienne du 15 May 1784.

« Louis par la grâce de Dieu... à tous ceux... etc, nos chers et bienaimés les doyen, chanoines et chapitre de l'Eglise collégiale de St-Evroult et St-Guillaume de Mortain nous ont fait représenter que par lettres de leur fondation ils ont leurs causes commises par devant le Bailly de Mortain pour tous les biens et droits dépendans de leur chapitre, que ce privilège leur a été confirmé par lettres patentes des Roys Henri IV, Louis XIII, Louis XIV et du feu Roy notre très honoré seigneur et ayeul, des années 1603, 1638, 1680 et 1731... à ces causes... nous les avons... maintenus et confirmés et par ces présentes signées de notre main maintenons et confirmons dans le droit et privilège de la garde gardienne qui leur a été accordée pour l'attribution en première instance au Bailly de Mortain ou son directeur des causes, procès et différens concernant tous les biens droits et revenus de leur chapitre et des canonicats et bénéfices en dépendans sauf l'appel si le cas y échéait à notre Parlement de Rouen ».

---

(Bibliothèque nationale L° 38 426)

Projet de décret sur la réclamation des officiers des baillages et maîtrises des eaux et forêts de Mortain, Tinchebray, Pont l'Evêque et Honfleur, pour parvenir au remboursement de leurs finances, présenté au nom du comité de liquidation par Gilbert Chevalier, député du département de l'Allier.

*La Convention Nationale considérant :*

*1° Que depuis une transaction de 1637, les officiers des ci-devant baillages et maîtrises des eaux et forêts de Mortain, Tinchebray, Pont-l'Evêque et Honfleur n'ont pu être assujettis à l'évaluation ni à aucuns nouveaux droits, taxes ni innovations.*

*2° Que la déclaration de 1780 surprise par le ci-devant seigneur n'est qu'un acte arbitraire et vexatoire, blessant tout à la fois les conventions et les propriétés.*

*3° Que ces offices sont possédés par le ci-devant seigneur échangeiste dès 1529 et qu'il est tenu du remboursement du jour qu'il les a reçus.*

*4° Enfin que la loi du 31 aoul 1792 concernant les offices seigneuriaux ne peut leur être appliquée sans une interprétation que nécessite le cas où ils se trouvent.*

*Après avoir entendu le rapport de son comité de liquidation, décrète :*

*Que les offices de ces baillages et maîtrises de Mortain, Tinchebray, Pont l'Evêque et Honfleur seront remboursés par Louis-Joseph-Philippe Orléans sur le pied du dernier contract authentique d'acquisition et autres actes translatifs de propriétés également authentiques ou ayant date certaine résultant du contrôle ou d'une mention dans un acte authentique antérieur au 4 Aout 1789, qu'à défaut d'actes semblables le remboursement s'effectuera sur le taux des offices de même nature et de même compagnie*

*ainsi remboursés, le tout avec privilège et à l'hypothèque du contract d'échange de 1529, et au surplus conformément à la loi du 31 Août 1792 qui fixe le remboursement des offices seigneuriaux en ce qui n'est pas contraire au présent décret.*

*(Du 22 Août 1793).*

---

*Liste des paroisses comprises dans le bailliage de Mortain :*

|                  |                           |
|------------------|---------------------------|
| Barenton         | Les Loges                 |
| La Bazoge        | La Mancellière            |
| Beauficel        | Marcilly                  |
| Bellefontaine    | Martigny                  |
| Les Biards       | Mesnil-Bœufs              |
| Bion             | Mesnil-Gilbert            |
| Le Bois          | Mesnil-Lard               |
| La Boulouze      | Mesnil-Ozenne             |
| Brécey           | Mesnil-Rainfray           |
| Brouains         | Mesnil-Thébault           |
| Bua's            | Mesnil-Tôve               |
| Le Buat          | Montgothier               |
| Chalandrey       | Montigny                  |
| La Chapelle Urée | Montjoye                  |
| Chasseguay       | Moulines                  |
| Chérencey        | Naftel                    |
| Les Chéris       | Le Neuf-Bourg             |
| Chévreuille      | Parigny                   |
| Coulouvray       | Périers-en-B.             |
| Cuves            | Reffuveille               |
| Ferrières        | Romagny                   |
| Fontenay         | Savigny                   |
| Le Fresne-Poret  | Sourdeval                 |
| Gers             | Saint-Barthélemy          |
| Le Grand-Celland | Saint-Clément             |
| Heussey          | Saint-Cyr-du-Bailleul     |
| Husson           | Saint-Georges-de-Rouellé  |
| Isigny           | Saint-Hilaire-du-Harcouët |
| Juvigny          | Saint-Jean                |
| Lappenty         | Saint-Laurent-de-Cuves    |
| Lingéard         | Saint-Martin-le-Bouillant |

|                  |            |
|------------------|------------|
| Saint-Pois       | Vezins     |
| Saint-Symphorien | Villechien |
| Le Teilleul      | Virey      |
| Le Touchet       |            |
| Vengeons         | (Milly)    |

---

Vu par le président de la thèse,  
19 septembre 1922,

Signé :  
E. CHÉNON.

Vu :  
Le Doyen,  
Signé : F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer,  
Le Recteur de l'Académie de Paris :  
Signé : APPELL.



## TABLE DES MATIÈRES

---

Avertissement p. 9.

Sources p. 10

Introduction p. 17.

CHAP. I. — Etablissement de la justice à Mortain p. 21

§ 1 Période franque p. 21

§ 2 Période normande p. 22

§ 3 Période monarchique p. 26

CHAP. II. — Les juridictions inférieures p. 41

§ 1 Les vicomtés p. 42

§ 2 Les sergenteries p. 49

§ 3 Les justices seigneuriales p. 55

CHAP. III. — Le tribunal bailliager. Composition, fonctionnement, compétence. p. 63

§ 1 Composition et fonctionnement p. 63

§ 2 Le ressort du bailliage p. 72

§ 3 La compétence ratione materiæ p. 75

CHAP. IV. — Les voies de Recours p. 81

§ 1 Le présidial p. 81

§ 2 L'Echiquier et le Parlement p. 85

§ 3 Les Grands Jours p. 90

§ 4 Le Grand Sénéchal de Normandie p. 91

CHAP. V. — Le bailliage de Tinchebray p. 93

CHAP. VI. — La question du Grand Bailliage et la querelle entre Mortain et Coutances

§ 1 Le Grand Bailly de Mortain. p. 107

§ 2 L'acte d'échange de 1529 p. 109

CHAP. VII. — Les derniers jours du bailliage de Mortain p. 117

*Pièces justificatives* . . . . . p. 123







